



ANNEXES ENRICHIES



SOMMAIRE

I. Résumé de l'étude d'efficacité hydraulique des aménagements	3
II. Planning prévisionnel, coût de l'opération et maîtrise foncière.....	26
III. Zoom sur la mobilité des passerelles.....	27
IV. Respects des procédures pour l'abattage des arbres ; futures espèces végétales implantées ; Aspects paysagers du site après travaux.....	30
V. Cohérence du projet avec les stratégies à plus grande échelle et les politiques d'aménagement du territoire	37
VI. Arrêté décision cas par cas de l'autorité environnementale	78
VII.Arrêté dérogation espèces protégées (CNP).....	85
VIII.Délibération fixant les objectifs de la concertation publique.....	93
IX. Délibération approuvant le bilan de la concertation publique	98

I. Résumé de l'étude d'efficacité hydraulique des aménagements

1. La Frayère

1.1. Caractéristiques physiques des bassins versants

La délimitation des bassins versants de la Frayère s'est basée sur les données LIDAR de 2013, ainsi que sur les données SIG du réseau de collecte des eaux pluviales des villes de la Roquette-sur-Siagne et de Cannes.

Un modèle hydrologique et hydraulique spécifique est construit sur toute la partie amont de la Frayère sur la commune de Mougins. Le découpage des bassins versants inclut donc la limite d'emprise de ces modèles, légèrement en amont de la confluence des deux bras. L'analyse hydrologique menée ici a inclus les bassins « Petite Frayère Mougins » et « Grande Frayère Mougins » pour la cohérence globale des débits des sous-bassins versants et l'ajustement du modèle, du fait de la proximité de leurs exutoires avec les points d'analyse des débits HyMeX.

Par la suite, les débits présentés ici pour ces deux bassins versants amont (« Petite Frayère Mougins » et « Grande Frayère Mougins ») ne seront pas utilisés. En effet, ce seront les débits en sortie du modèle hydraulique, plus exhaustifs, qui seront employés.

Les caractéristiques de chaque bassin versant sont renseignées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Caractéristiques physiques des sous-bassins versants de la Frayère

FRAYERE							
Code BV	Cours d'eau	Surface (km ²)	Longueur (m)	Pente (%)	Tc (min)	Classe sol	Curve Number
1.1	Petite Frayère Mougins	12.09	8085	4%	109	B	76
1.2	Petite Frayère aval	0.47	1300	4%	22	B	83
2.1	Grande Frayère Mougins	8.84	7265	3%	109	B	81
2.2	Grande Frayère aval	0.65	1830	5%	24	B	71
3.1	Frayère aval rive droite	0.48	2160	1%	48	B	80
3.2	Frayère aval rive gauche	0.76	1500	1%	40	B	83

Les tailles des bassins versants à l'aval sont plutôt homogènes, entre 0.47 et 0.65 km², tandis que pour les bassins versants amont, on note une différence significative entre la Petite Frayère (12.09 km²) et la Grande Frayère (8.84 km²). Les longueurs du plus long chemin hydraulique varient entre 1300 et 8085 m. Les pentes varient entre 1% (Frayère aval) et 5% (Grande Frayère aval).

1.2. Résultats hydrauliques du fonctionnement actuel

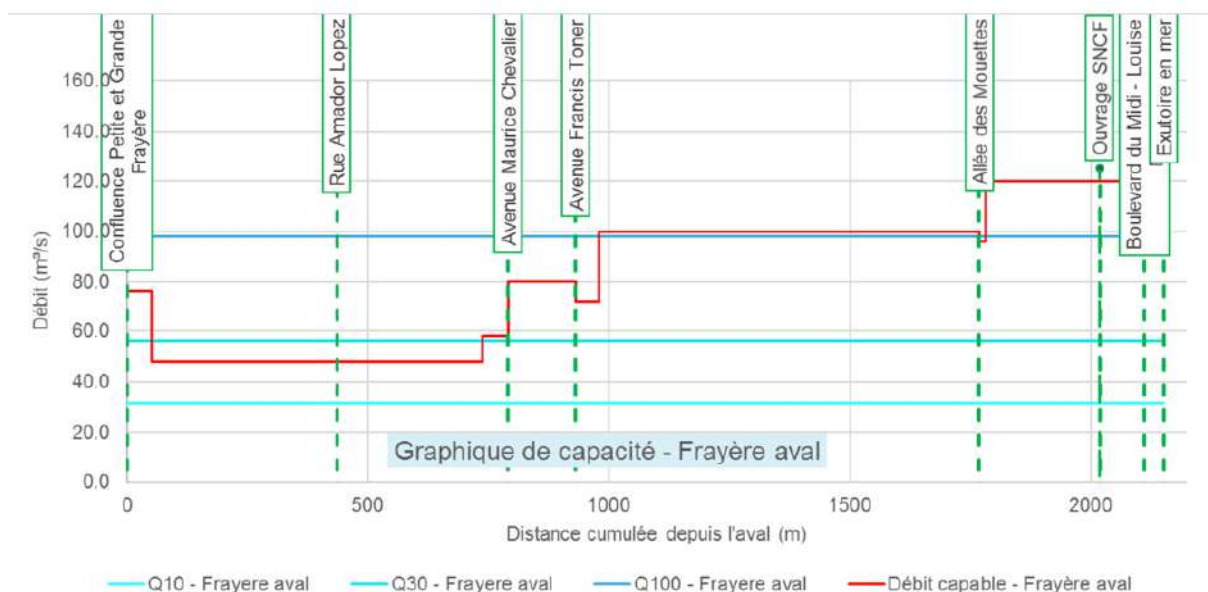
La modélisation hydrologique sous HEC-HMS a permis d'obtenir les débits générés sur tous les sous-bassins versants pour chaque occurrence des pluies de projet ainsi que pour la pluie historique.

Sans parler de calage à proprement dit, au vu du manque de données précises de débit observé, un ajustement a tout de même été réalisé en jouant sur les CN afin d'approcher au mieux les valeurs issues de la campagne de relevés HyMeX. Ce « calage » permet par ailleurs de prendre en compte les événements marquants réels du territoire et de modifier ainsi les valeurs théoriques avec des mesures de terrain et ainsi prendre en compte le changement climatique en retravaillant les débits de référence avec les événements récents. La prise en compte du réchauffement climatique n'a par ailleurs pas été approfondie car il influencerait très peu la réflexion et le dimensionnement des aménagements à mettre en place. Pour rappel, ces derniers ont pour vocation de réduire la vulnérabilité des secteurs impactés, mais l'homme ne pourra pas réellement se protéger des épisodes catastrophiques comme ceux vécus au 3 octobre 2015. Les débits obtenus par modélisation hydrologique sont présentés ci-dessous :

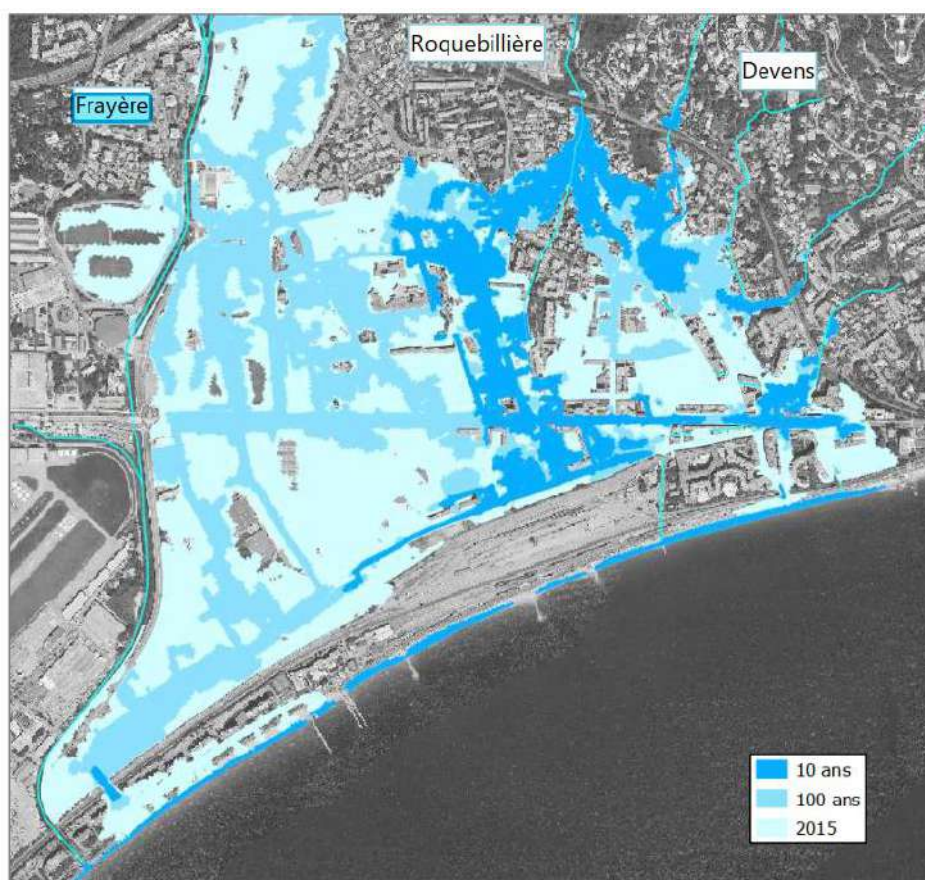
Tableau 37 : Résultats des simulations hydrologiques des bassins versants de la **Frayerie**

FRAYERIE												
Débits de pointe (m³/s)							Débits pseudo-spécifiques (m³/s/km ^{1.6})					
Pluies de projet						3 oct. 2015	Pluies de projet					3 oct. 2015
BV	10 ans	30 ans	50 ans	100 ans	1000 ans		10 ans	30 ans	50 ans	100 ans	1000 ans	
1.1	53.4	78.2	91.3	106.9	161.6	72.5	7.3	10.6	12.4	14.6	22.0	9.9
1.2	7.1	9.5	10.6	12.0	16.7	13.2	13.0	17.4	19.4	22.0	30.6	24.1
2.1	49.9	69.6	79.6	91.5	132.6	116.1	8.7	12.2	13.9	16.0	23.2	20.3
2.2	5.1	7.9	9.3	11.0	17.0	15.4	7.2	11.2	13.1	15.5	24.0	21.7
3.1	4.4	6.0	6.8	7.8	11.1	11.8	7.9	10.8	12.2	14.0	20.0	21.2
3.2	6.5	8.8	9.9	11.2	15.7	18.0	8.1	11.0	12.3	13.9	19.6	22.4

Actuellement, ce secteur de la Frayerie est limitant pour une Q30 comme vous pouvez l'observer sur le graphique de capacité ci-dessous.

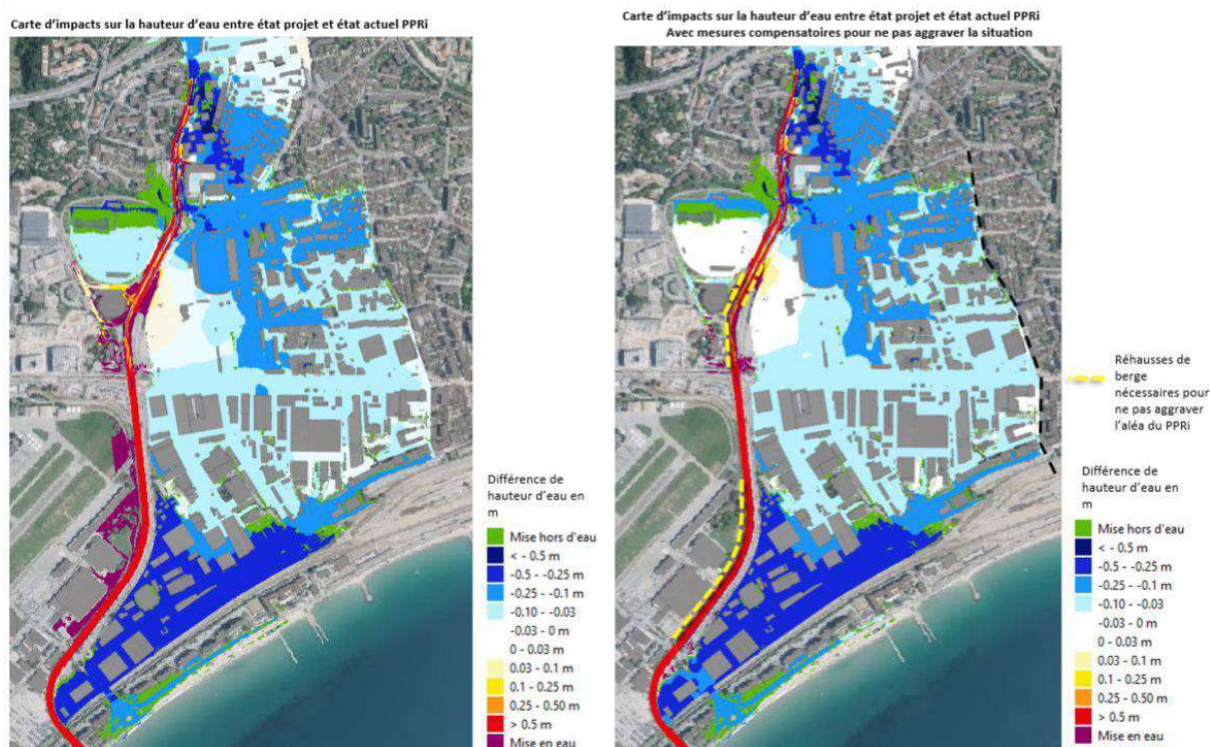


La figure suivante montre les zones inondables pour 3 crues : 10 ans, 100 ans et la crue de de référence PPRI de 2015. Le secteur Bocca est fortement impacté par la crue de 2015 avec les débordements provenant des trois cours d'eau qui se rejoignent et viennent toucher de nombreux enjeux. La crue décennale quant à elle n'est pas débordante sur la Frayère aval.



1.3. Résultats hydrauliques du fonctionnement à l'état projeté

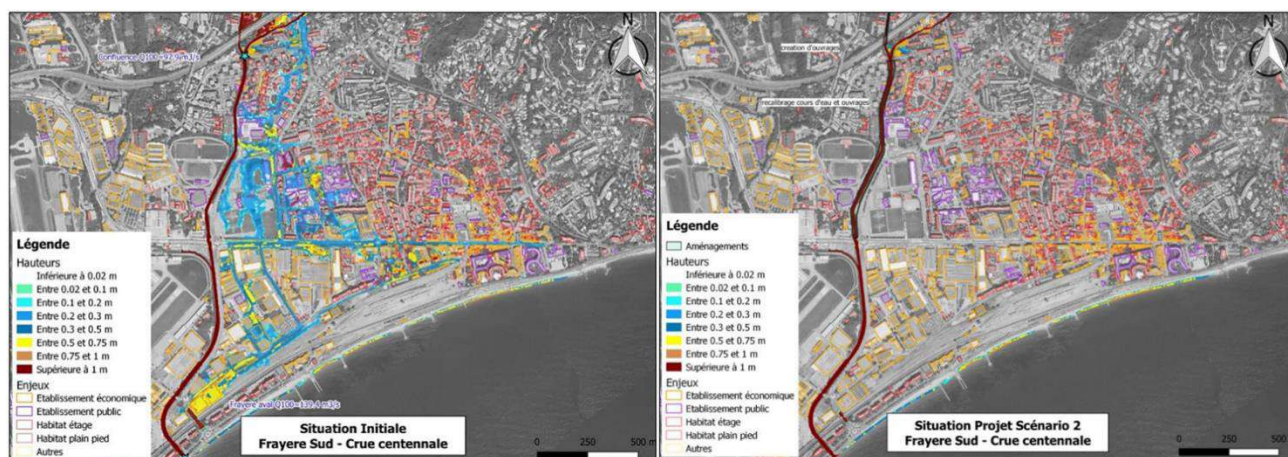
Le scénario d'aménagement permet de supprimer totalement les débordements en crue centennale en amont du pont Francis Tonner comme vous pouvez le voir sur la figure suivante.



Les résultats montrent que le projet, en cumul avec les actions PAPI (recalibrage sous l'A8 et Carimaï), permet globalement une nette réduction de la hauteur d'eau même pour l'évènement type « 3 octobre 2015 ». Toutefois, le projet aggrave très localement les hauteurs d'eau : au niveau du Balitrand et de l'aérodrome ainsi que sur les stades rive droite en face du Palais des Victoires. Il est donc nécessaire de réaliser des mesures compensatoires permettant de ne pas aggraver cet aléa. Ces mesures consistent en la réhausse locale de niveaux de hauts de berges et de la digue de l'aérodrome. In fine, l'incidence du projet pour la crue 2015 est positive : dans le sens d'une nette réduction des hauteurs d'eau. Le seul impact « fragile » se situe localement au niveau du Pont Francis Tonner, qui est légèrement submergé à l'état projet (alors qu'à l'état actuel il est en limite de submersion).

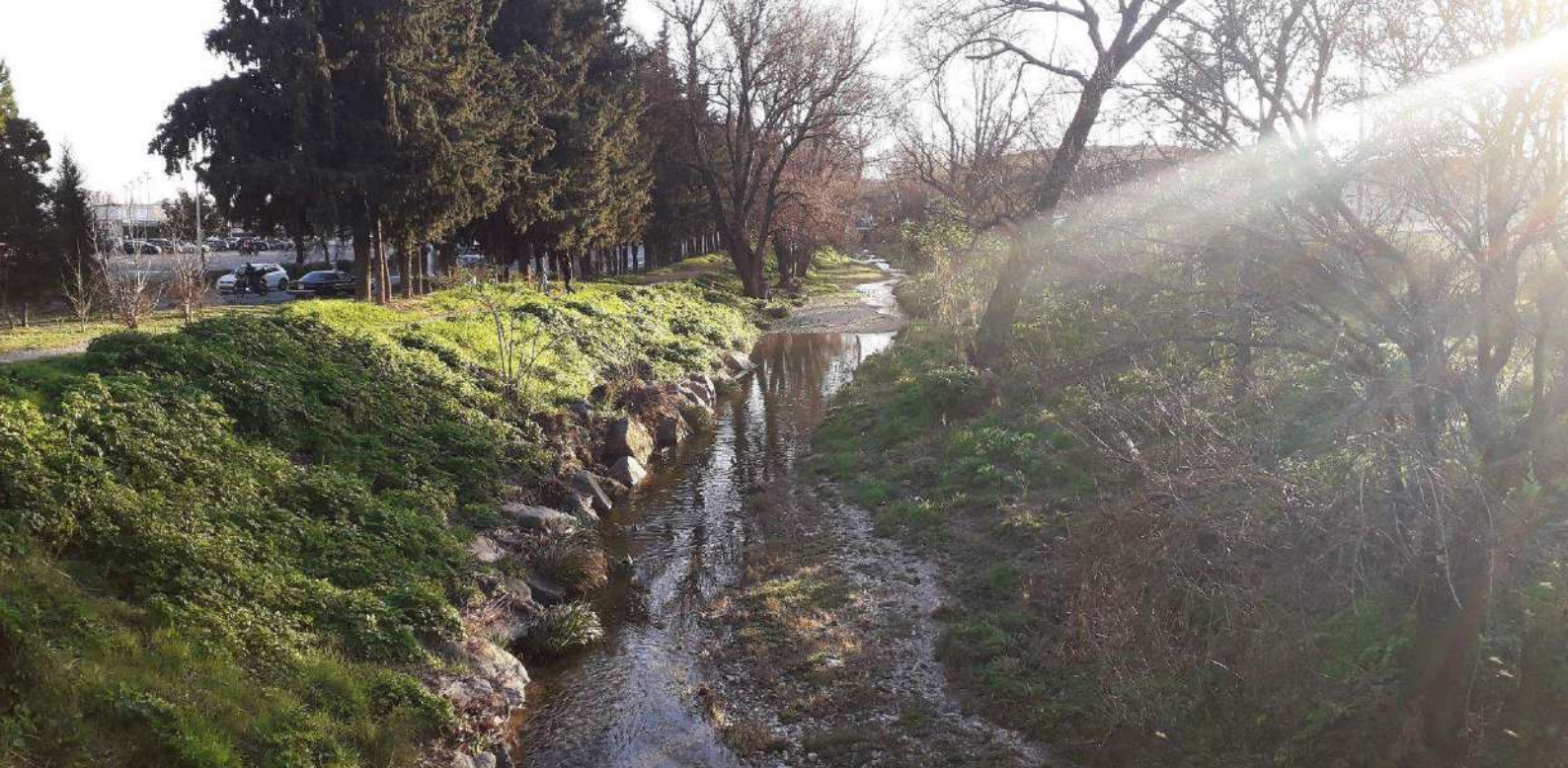
1.4. Combinaison avec les aménagements prévus au PAPI

L'Aménagement de la Frayère aval couplé à la création de l'ouvrage de rétention de Carimai (Action 6-3 du PAPI complet) et aux travaux prévus sur la petite Frayère (7-5a et 7-5b du PAPI complet) ont pour finalité la suppression quasi-totale de tous les débordements impactant le quartier Bocca, pour une crue centennale comme présenté sur la figure ci-après.



Gain hydraulique des aménagements couplés Carimai et Frayère aval pour une crue centennale

Les aménagements du bassin de rétention de Carimai étant prévus pour 2025, la stratégie mise en place consiste à sécuriser les secteurs de l'aval vers l'amont afin qu'aucun aménagement n'aggrave les zones à enjeux situées à l'aval.



CANNES
PAYS DE
LÉRINS

Maîtrise d'œuvre pour les travaux de recalibrage de la Frayère aval entre la Confluence et l'avenue Francis Tonner

Marché n°21.024

RAPPORT ETUDE DE FAISABILITE



ARTELIA / JUILLET 2022 / 4243803-4090125

2.2. MODELISATION DE L'ETAT ACTUEL

Le modèle est réalisé à partir de l'intégration des nouvelles données topographiques et selon les principes et hypothèses indiquées ci-avant.

Les résultats sont les suivants :

2.2.1. Scénario état actuel sans embâcle

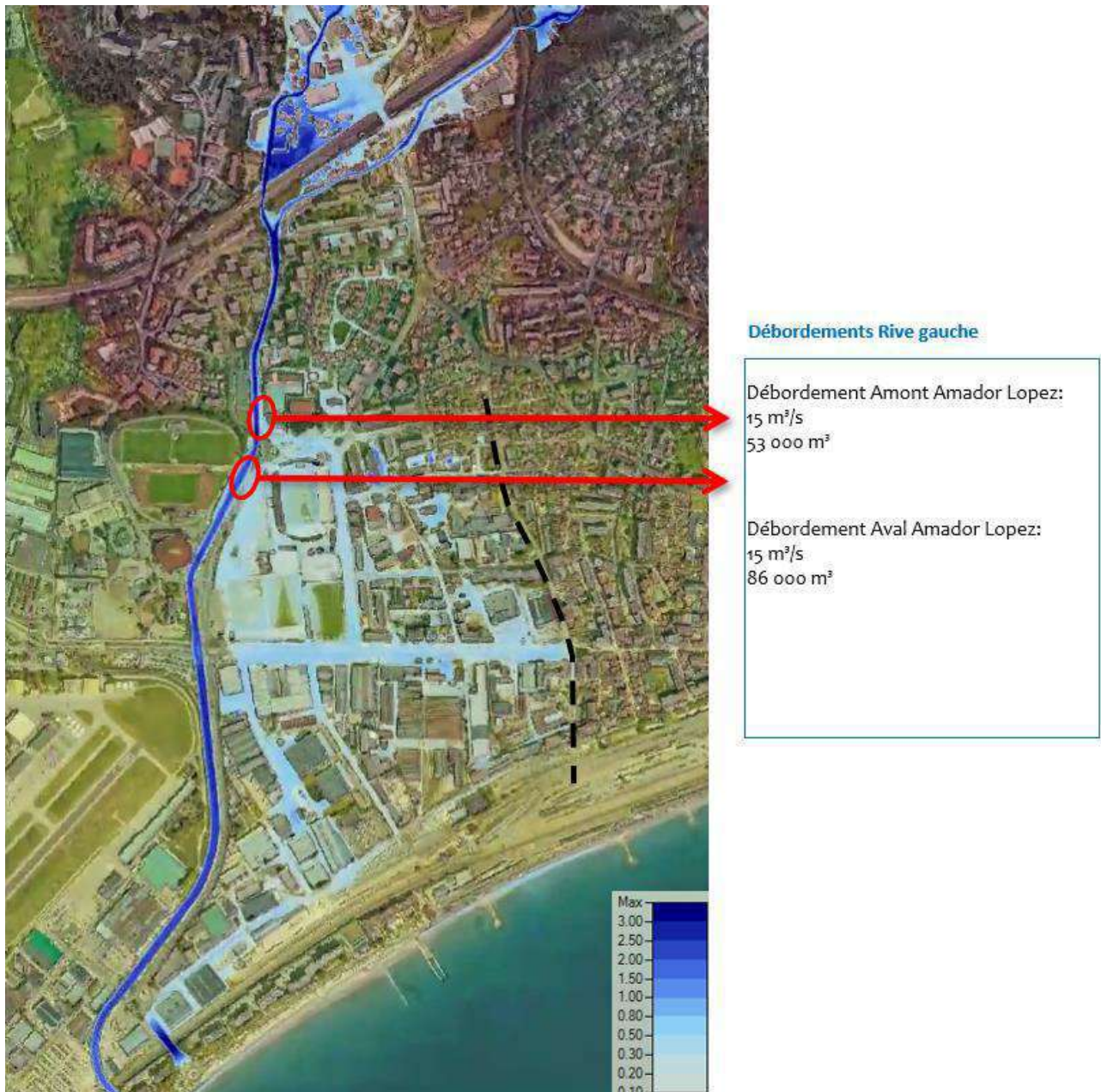


Figure 16: Résultats état actuel – sans embâcle – Hauteur maximale crue centennale

2.2.2. Scénario état actuel avec embâcles

L'état actuel est testé avec les embâcles au niveau des ouvrages :

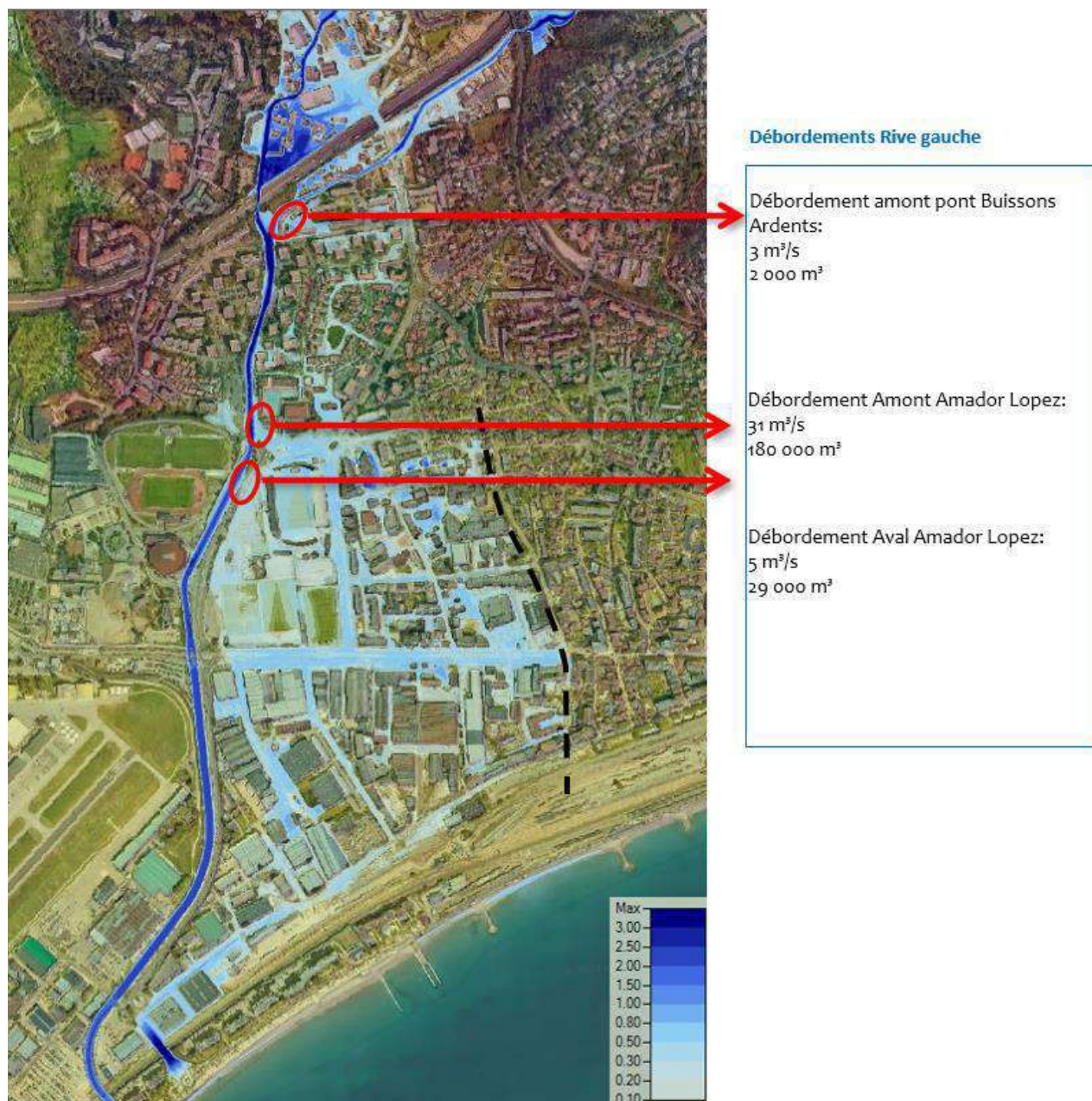


Figure 17: Résultats état actuel – avec embâcles – Hauteur maximale crue centennale

2.2.3. Synthèse

→ Hydrogrammes obtenus à la confluence (point amont du projet) :

Les hydrogrammes, à la confluence, sont les suivants :

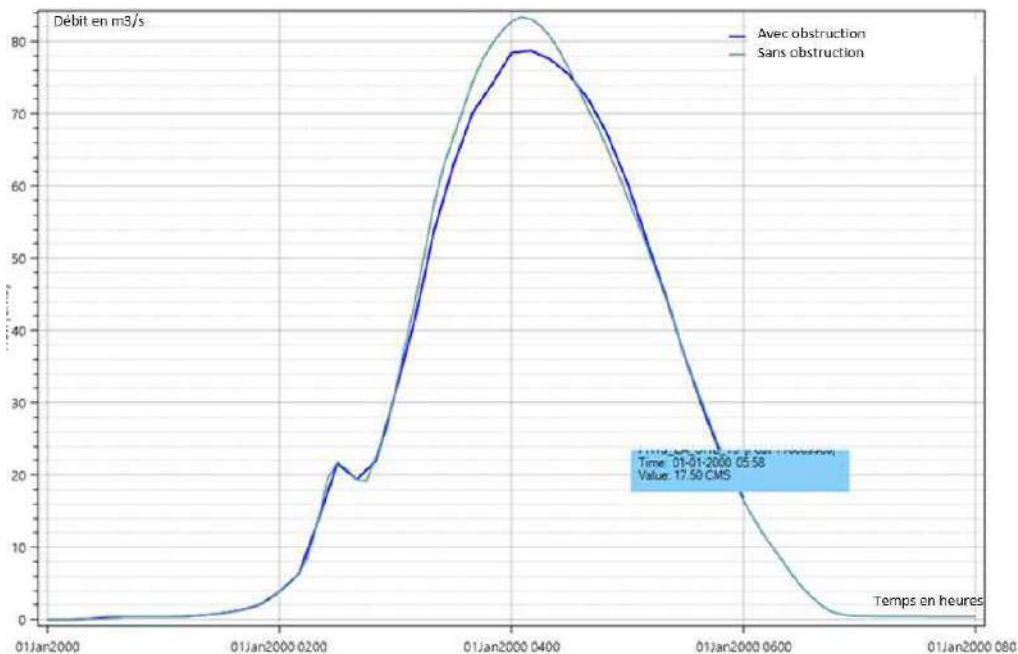


Figure 18: Résultats état actuel – Hydrogrammes à la confluence Petite et Grande Frayère (avec et sans obstruction d’ouvrages)

→ Lignes d’eau

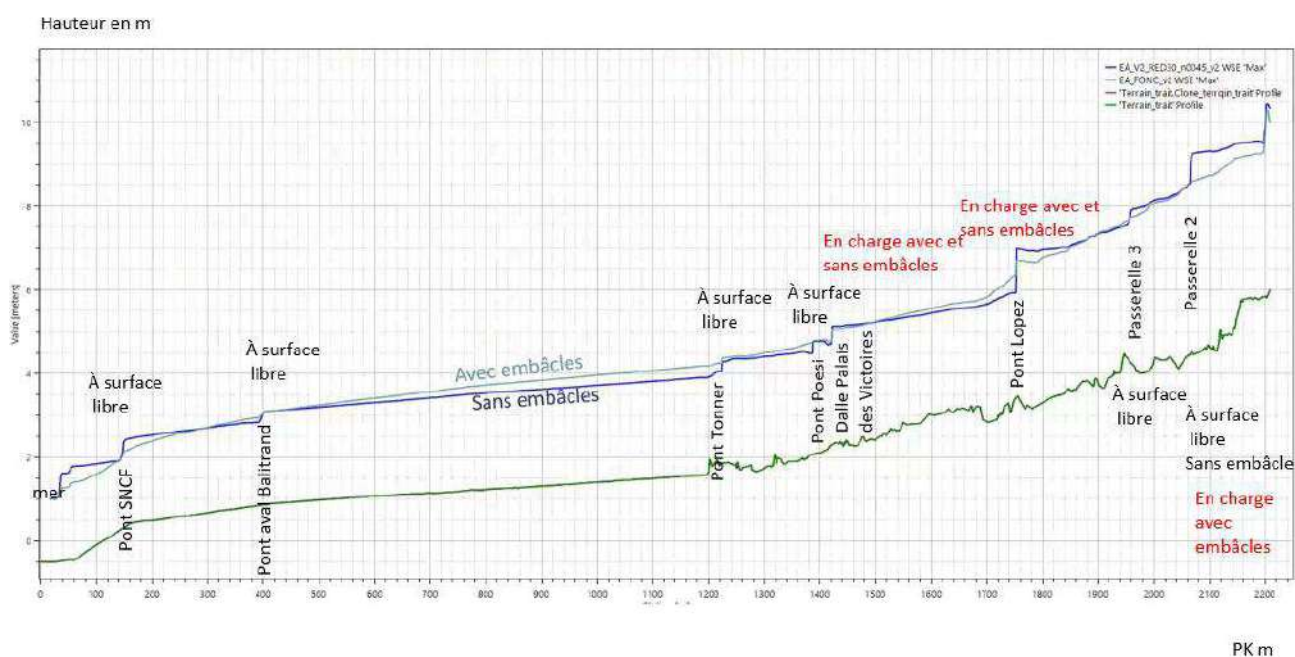


Figure 19: Lignes d’eau avec et sans embâcles – état actuel

2.3.6. Scénarios étudiés

Trois scénarios ont été étudiés, dans un premier temps pour la crue centennale de projet :

- ◆ Scénario 1 : Recalibrage du lit
- ◆ Scénario 2 : Recalibrage du lit + merlons et reprofilage des hauts de berges
- ◆ Scénario 3 : Recalibrage du lit + déversements préférentiels (amont pont Amador Lopez) sur la rive droite vers le stade.
- ◆ Scénario 4 : scénario mixte merlons + déversements préférentiels (amont pont Amador Lopez) sur la rive droite vers le stade.

Les scénarios sont modélisés sans tenir compte de l'ouvrage Maurice Chevalier et dalle du Palais des Victoires qui seront recalibrés dans tous les cas et dimensionné pour assurer une transparence totale pour la crue centennale.

Les cartes suivantes présentent, comme pour l'état actuel, les hauteurs maximales. Les débordements sont représentés et une évaluation quantitative est réalisée. Pour cette dernière, nous n'avons pas reporter les valeurs de débordements en-deçà de $0.1 \text{ m}^3/\text{s}$, que nous considérons comme négligeables.

2.3.7. État projet - scénario 1 : Recalibrage du lit et optimisation de la section sous le pont Amador Lopez

2.3.7.1. Description

→ Recalibrage et renaturation du lit mineur

Un travail est réalisé au préalable pour définir une géométrie plus favorable au passage de la crue centennale sans débordement et en tenant compte d'un objectif de renaturation du lit, tout en tenant compte des contraintes qui limitent l'emprise du recalibrage.

Le lit d'étiage est d'abord dessiné afin de lui permettre une sinuosité plus naturelle. Cette sinuosité est donnée selon le très léger méandrage existant qui permet de définir ce à quoi ressemblerait le cours d'eau, si celui-ci pouvait avoir une plus grande liberté de déplacement latéral :

- ◆ Le lit des cours d'eau naturel creuse la berge à l'extrados du méandre. C'est en effet ici qu'on observe les plus fortes vitesses. La berge, au fil du temps, devient plus raide. Aussi, nous esquissons une berge plus raide que celle opposée dans l'extrados afin de permettre une sinuosité plus importante du lit d'étiage ;
- ◆ Dans l'intrados, les vitesses sont moins importantes, ce qui induit un dépôt des matériaux (plage d'atterrissements). La berge est mieux protégée. Aussi, dans les intrados, nous imposons une berge moins raide que la berge opposée.

Donner une largeur plus importante au lit mineur, incluant le lit d'étiage va permettre une diversification des faciès et des habitats grâce :

- ◆ Au resserrement des écoulements d'étiage au sein d'un lit afin de favoriser une lame d'eau suffisante l'été. L'oxygénation de l'eau sera également favorisée.
- ◆ A la constitution de banquettes minérales de différentes granulométries entourant le lit d'étiage, que l'on retrouvera surtout dans les intrados

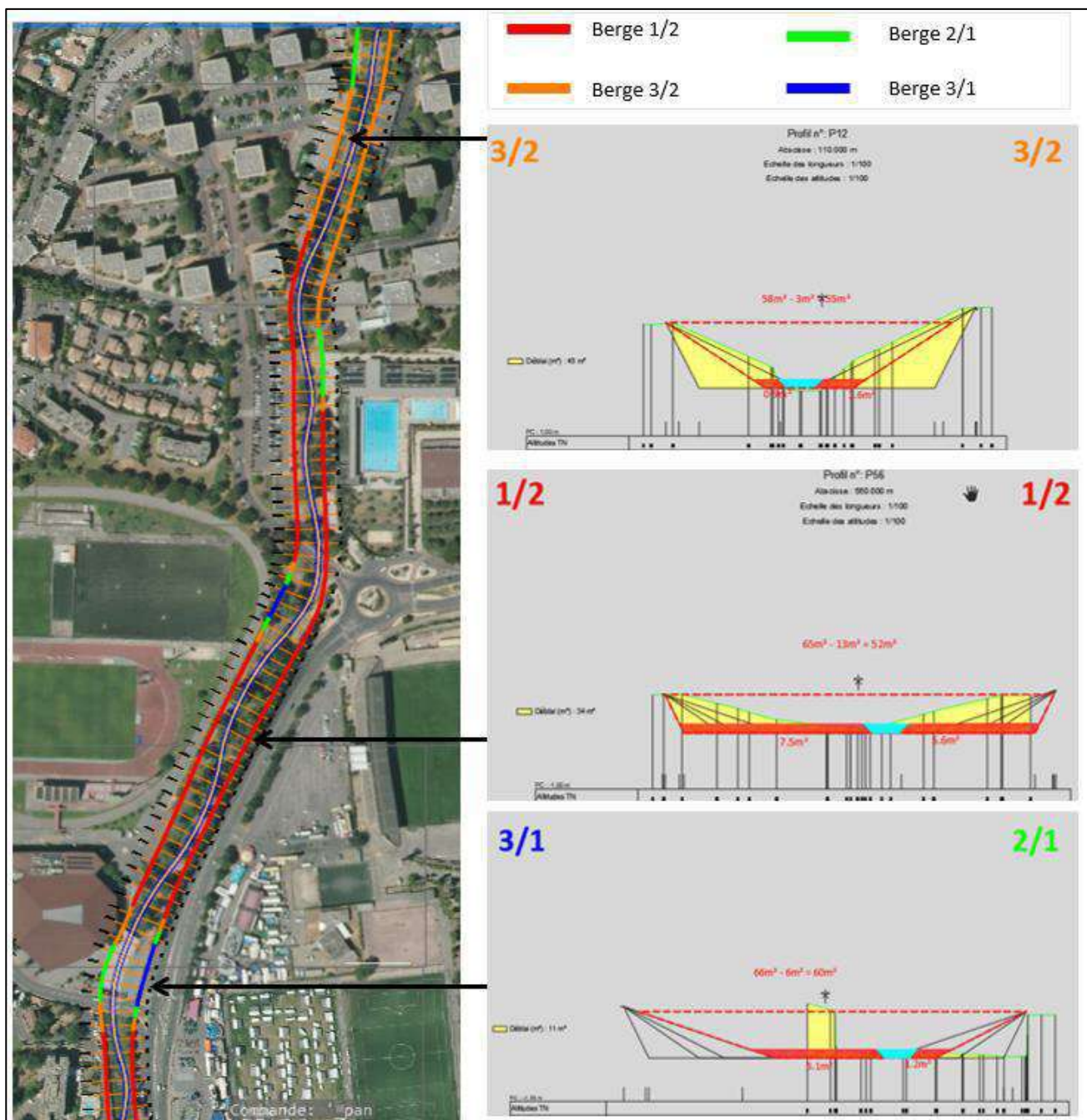


Figure 37: État projet : Proposition de reprise des morphologies du lit ARTELIA

Les solutions de protection de berges seront plus détaillées au niveau AVP. Cependant, compte tenu des fortes vitesses dans le lit mineur (1.8 m/s en moyenne – tronçon aval Amador Lopez et 3 m/s tronçon amont Amador Lopez), il ne semble pas possible au niveau des berges 1/2 d’avoir recours à des techniques autres que minérales (cages en gabions ou matelas gabions). Les profils types, seraient alors :

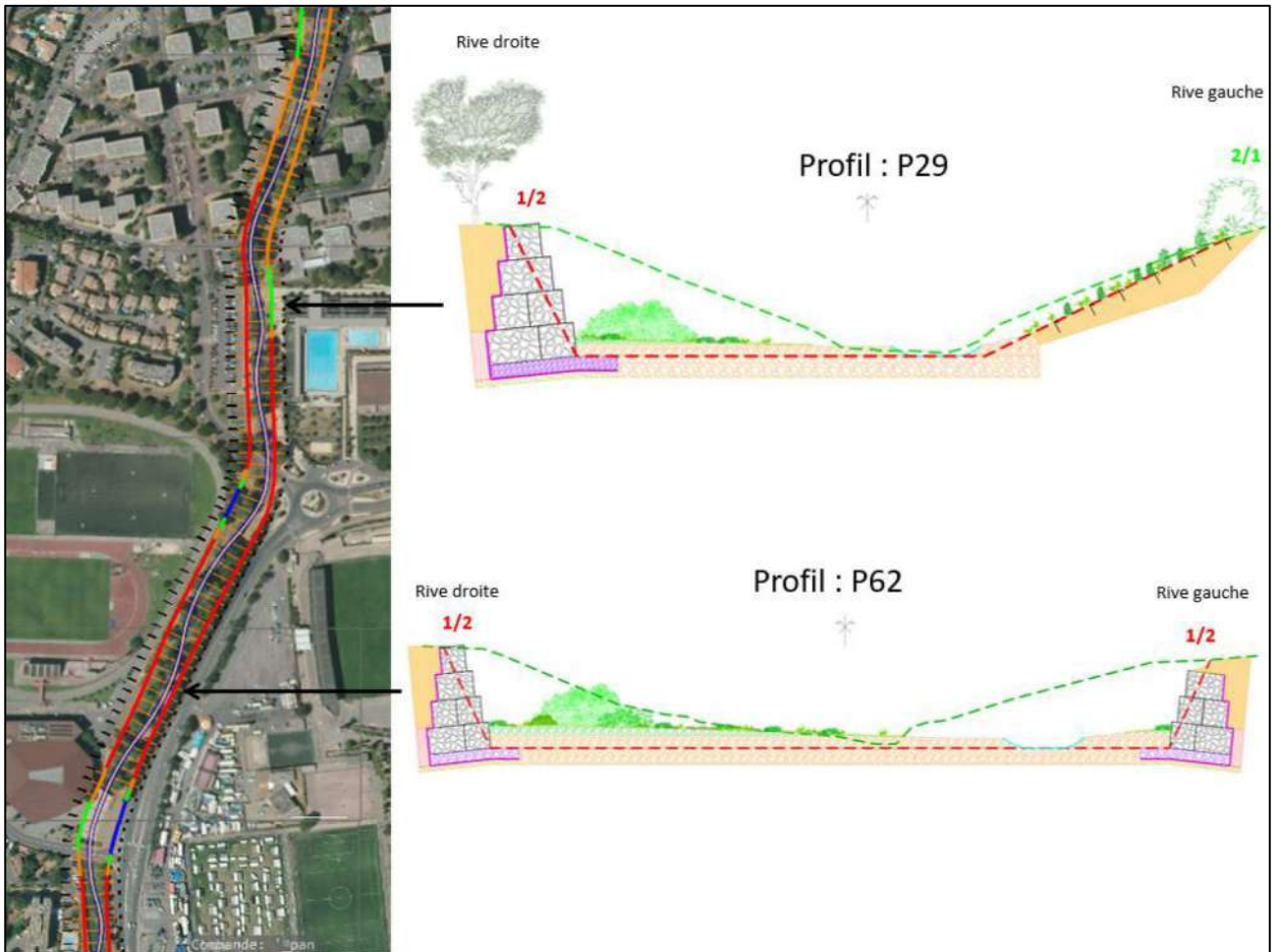


Figure 38: Profils types niveau faisabilité hydraulique

→ Optimisation de la section sous le pont Amador Lopez

La reprise de la section du pont Amador Lopez implique la protection des matelas des culées par la mise en place de système d'enrochement de type gabion de profil en travers de 2/1 en amont du pont.

Il sera aussi nécessaire de rehausser la berge en amont rive gauche ce qui aura comme impact la suppression des stationnements de l'accès à la piscine.

→ Modélisation du scénario 1

Le scénario 1 ne prévoit pas la réalisation de merlons ou de digues.

Seul l'ouvrage de la rue Poesi est recalibré. La dalle du Palais des Victoires est supprimée. Ce qui revient à modéliser un état avec conservation de l'ensemble des ouvrages en enlevant de la modélisation l'ouvrage Poesi / dalle Palais des Victoires. L'ouvrage Amador Lopez est optimisé tel que nous l'avons décrit ci-avant.

2.3.7.2. Résultats

Les résultats sont présentés sur la figure ci-après.

La simulation est réalisée ci-après dans un cas favorable sans embâcle.

Malgré le recalibrage, des débordements apparaissent toujours en rive gauche, au droit du stade.



Figure 40: Résultats état projet scénario 1 – sans embâcle – Hauteur maximale crue centennale

Ce même scénario est modélisé avec embâcles au niveau des ouvrages :

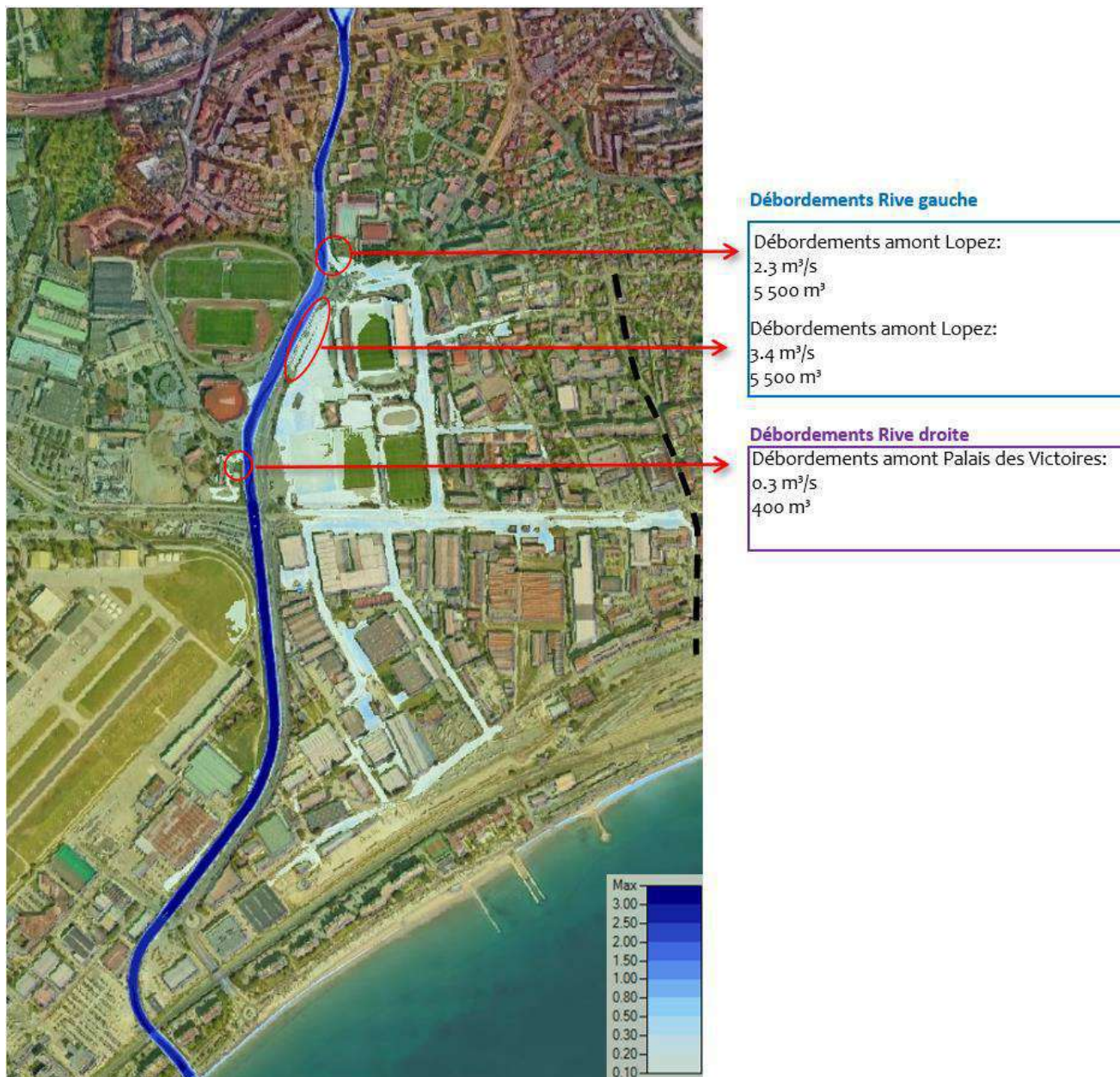


Figure 41: Résultats état projet scénario 1 – avec embâcles – Hauteur maximale crue centennale

Le scénario 1 ne permet pas d'éviter les débordements, même dans une configuration optimale sans embâcle au niveau des ouvrages.

2.3.8. État projet - scénario 2 : Recalibrage du lit + merlons et reprofilage des hauts de berges

2.3.8.1. Description

Le scénario 1 montre que des aménagements complémentaires sont nécessaires puisqu'il n'est pas possible d'élargir plus le lit mineur compte tenu des contraintes. Les berges sont déjà plus raides que celles prévues initialement par la fiche action PAPI, il n'est pas possible de les raidir davantage au risque de ne plus permettre de satisfaire l'objectif de renaturation.

Aussi, le scénario 2 s'appuie sur la même géométrie du lit que le scénario 1. En plus, le nivellement en rive est retravaillé pour permettre d'augmenter légèrement les hauts de berges. Parfois, des merlons sont alors nécessaires.

Pour vérifier la faisabilité, nous avons simulé un rehaussement de berges sur les berges sensibles aux débordements.

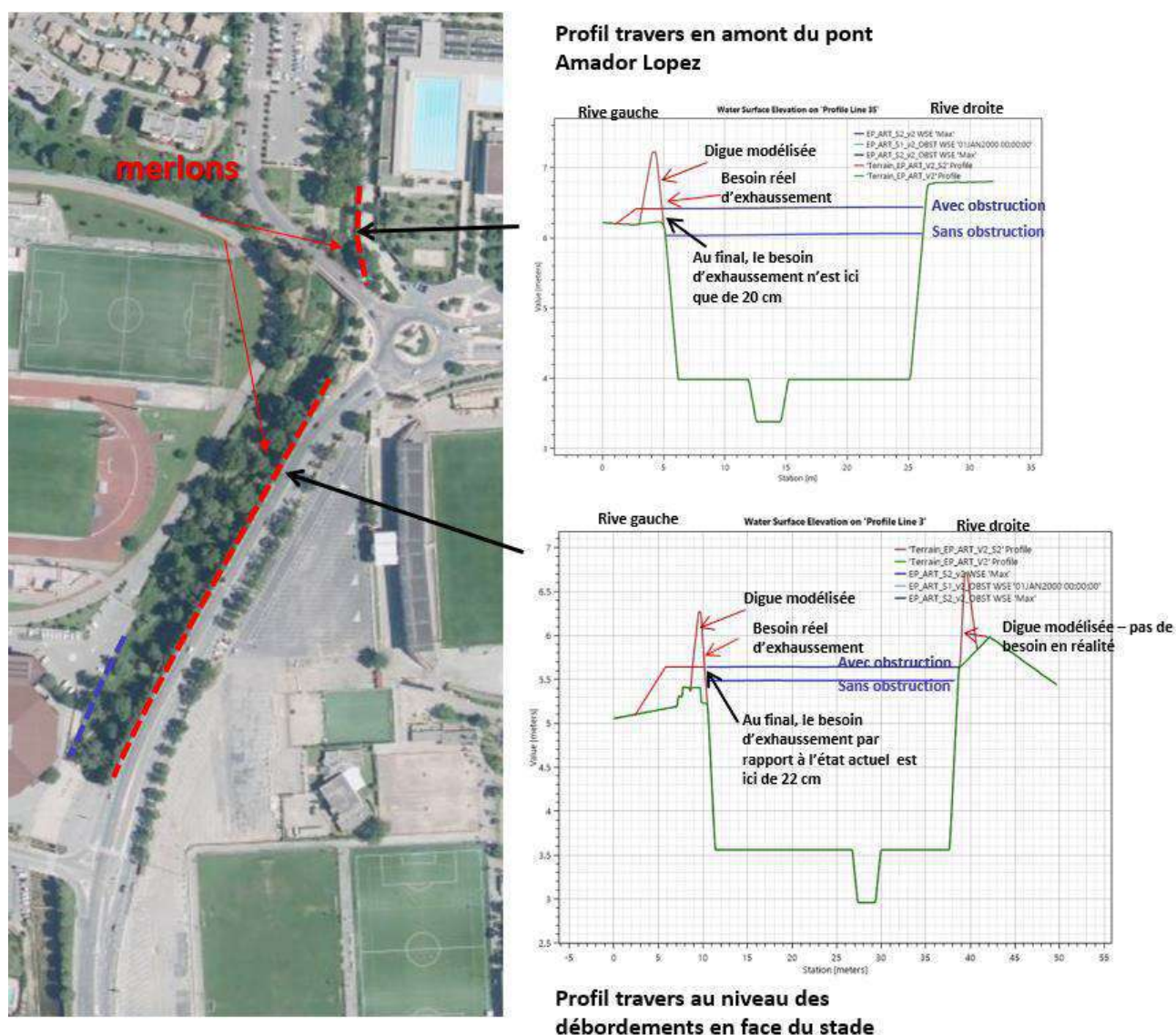
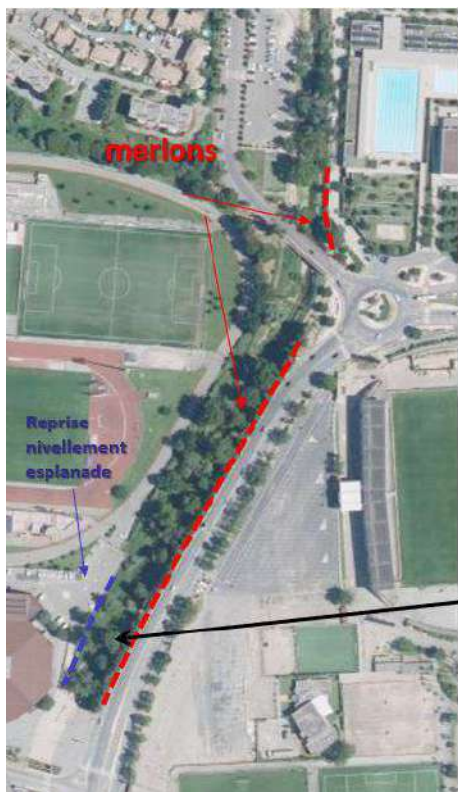


Figure 42: Exhaussement de berges



Profil travers au amont du palais des Victoires

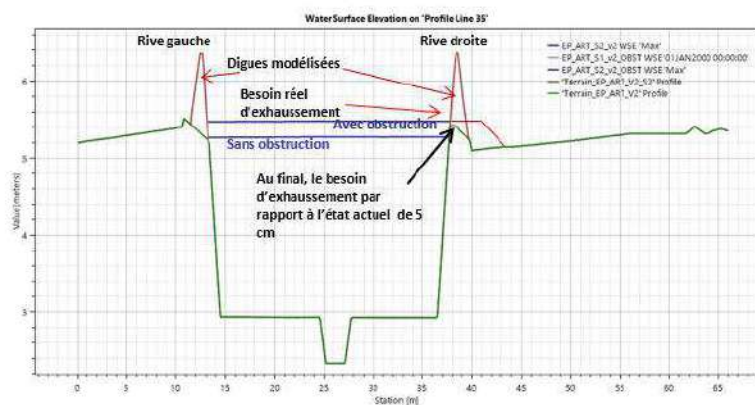


Figure 43: Exhaussement de berges

2.3.8.2. Résultats

Les résultats sont les suivants :



Figure 44: Résultats état projet scénario 2 – sans embâcle – Hauteur maximale crue centennale

Le scénario 2 permet de supprimer totalement les débordements, dans un cas où les ouvrages ne seraient pas obstrués par des embâcles.

Dans un cas avec embâcle, on obtient :

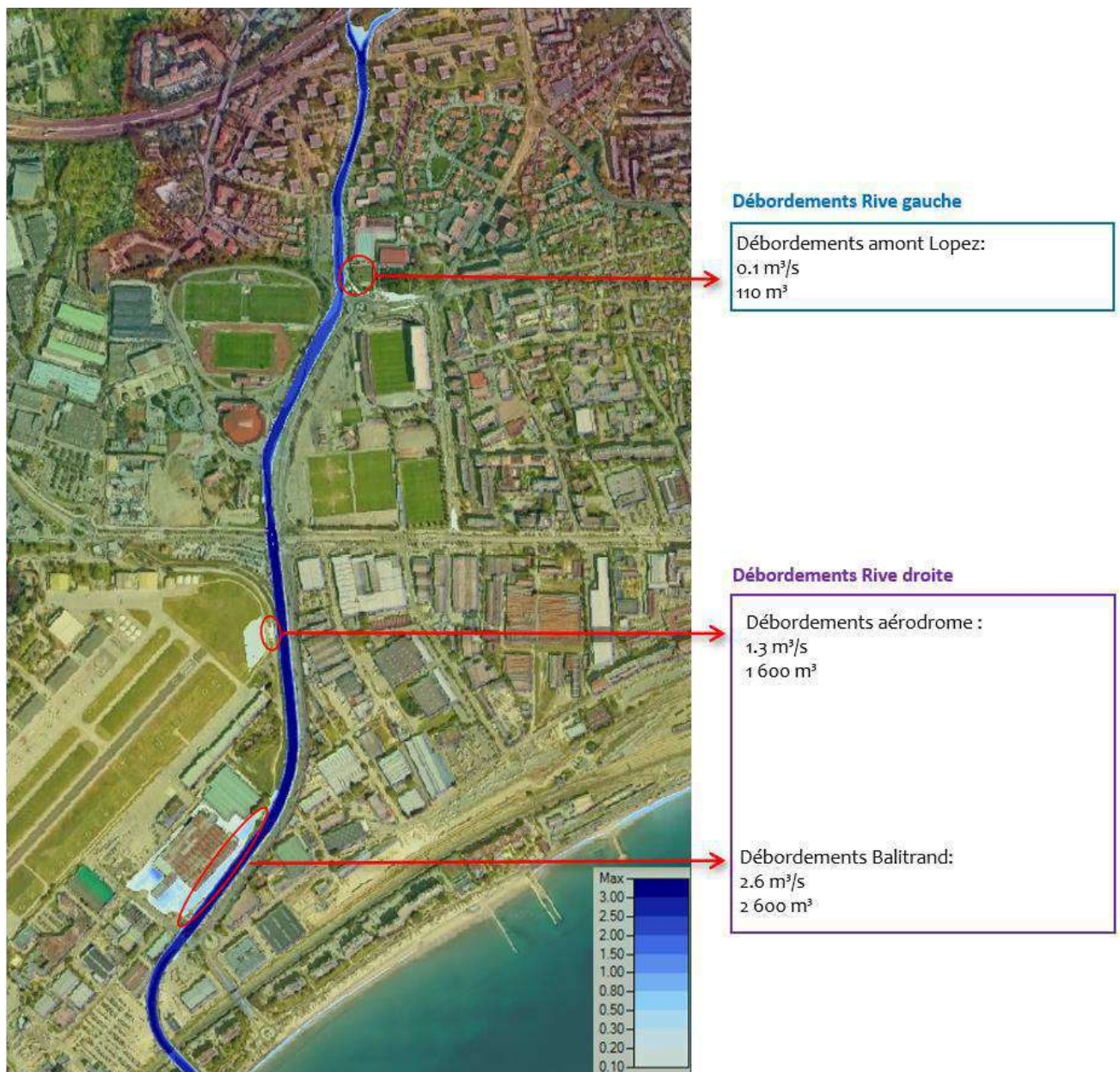


Figure 45: Résultats état projet scénario 2 – avec embâcles – Hauteur maximale crue centennale

Le scénario 2 permet de supprimer totalement les débordements en crue centennale en amont du pont Francis Tonner. En revanche, on observe en aval des débordements en rive droite au niveau du Balitrand (scénario avec embâcles), sans doute liés à un point bas dans la digue dans ce secteur.

On observe, en comparaison avec le scénario 1, que la charge au niveau du pont Francis Tonner est encore plus élevée (cf §2.3.11. , ce qui est cohérent compte tenu du fait que le rehaussement des berges empêche les débordements sur les tronçons situés en amont du pont. Le débit au droit du pont est plus important, ce qui provoque cette élévation.

Aussi, si ce scénario répond à l'objectif de protection centennale en amont de Francis Tonner, les débordements en aval en rive droite, au niveau de Balitrand devront être supprimés par mesure compensatoire au projet.

3. CHOIX RETENUS

Pour la suite de la mission de MOE, le MOA a retenu le principe de non-débordement vers le stade situé en rive droite (écartant de ce fait les scénarios 3 et 4). Aussi, pour garantir l'objectif de non-inondation en lit majeur jusqu'à la crue centennale, le scénario 2 (solution « réhausse locale des hauts de berges ») est retenue.

Le calage des hauts de berges dépend également d'autres paramètres :

- ➔ Le calage devra permettre de ne pas aggraver l'aléa du PPRI (lui-même calculé sur la base de la crue de type « 3 octobre 2015 », avec prise en compte d'embâcles au niveau des ouvrages)
- ➔ Le calage doit garantir la non-inondation pour la crue centennale sur l'ensemble du linéaire du projet, mais aussi en aval, jusqu'à la mer, en tenant compte d'une possible réduction des ouvrages par les embâcles, même si celles-ci peuvent être diminuées par des actions du PAPI (notamment avec la création du bassin du Carimaï, qui devrait réduire les embâcles de type « branchages », mais aussi avec la création de pièges à embâcles).

Aussi, les hypothèses suivantes sont prises, pour le dimensionnement du projet :

- ➔ La section hydraulique recalibrée est stabilisée, sur la base des résultats des simulations hydrauliques réalisées,
- ➔ Le calage des merlons est réalisé afin de répondre à plusieurs objectifs :
 - Non débordement pour la crue centennale, les ouvrages étant totalement fonctionnels, avec prise en compte d'une revanche de sécurité,
 - Non débordement pour la crue centennale avec ouvrages partiellement obstrués par des embâcles (selon la proportion retenue dans les études PAPI et PPRI), sans prise en compte de revanche de sécurité.

À noter : la revanche de sécurité est donc la différence de hauteur entre la ligne d'eau « avec ouvrages obstrués » et la ligne d'eau « ouvrages totalement fonctionnels ». Elle est variable et est de l'ordre de 10 à 30 cm.

- Non dégradation de l'aléa du PPRI.

Voir figures 59, 60, 61.

- ➔ Le niveau aval est de 1 m NGF, correspondant au niveau aval pris en compte dans les modélisations de l'étude PAPI.
- ➔ Le principe de décharge vers le stade en rive droite n'est pas retenu.
- ➔ Le niveau centennal avec embâcle est utilisé en tant que ligne de partage entre l'aménagement paysager (qui pourra se faire au-dessus de ce niveau NGF) et la renaturation du cours d'eau (qui se fera en dessous de ce niveau). Cf. schéma de principe ci-dessous.

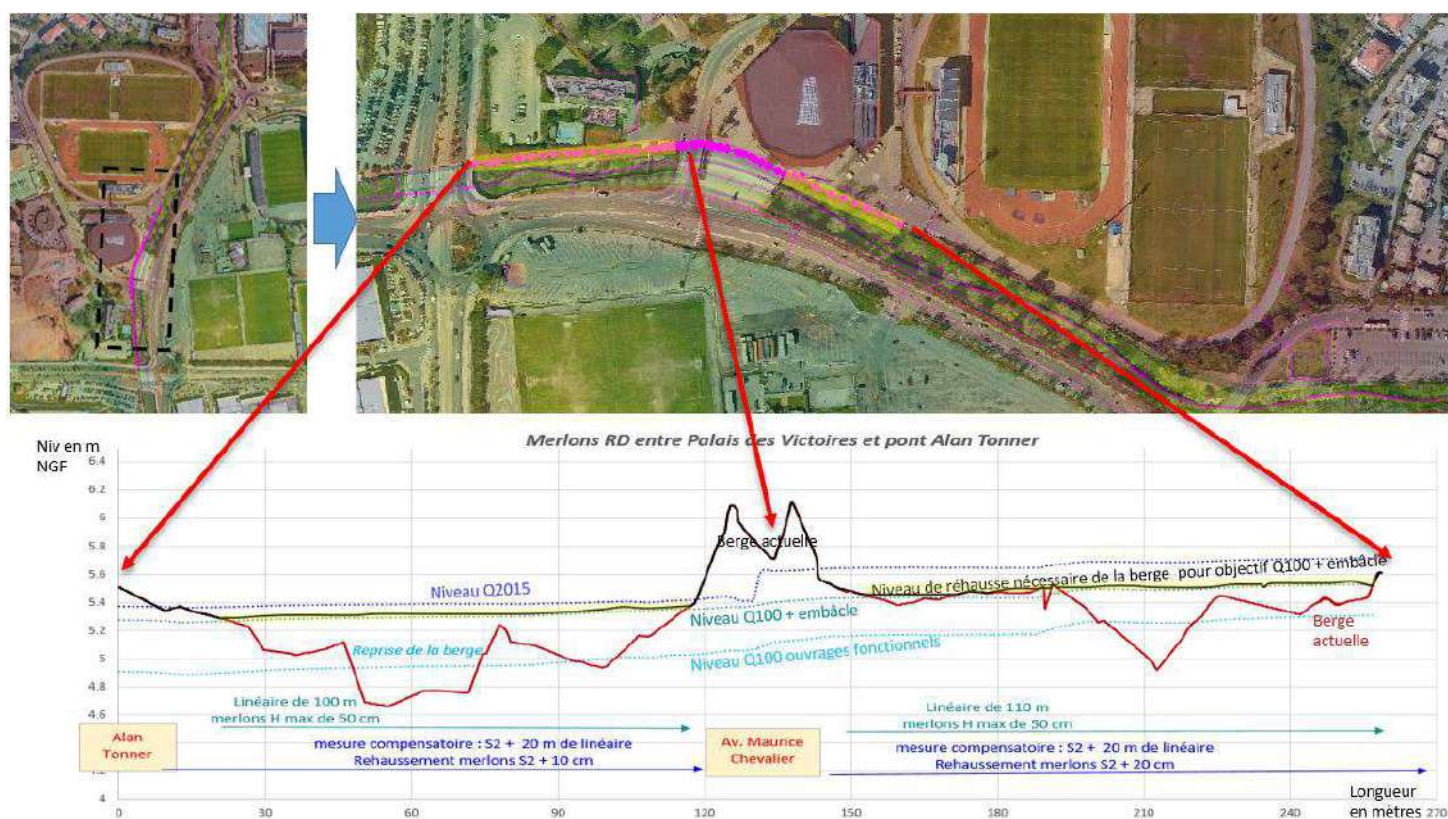
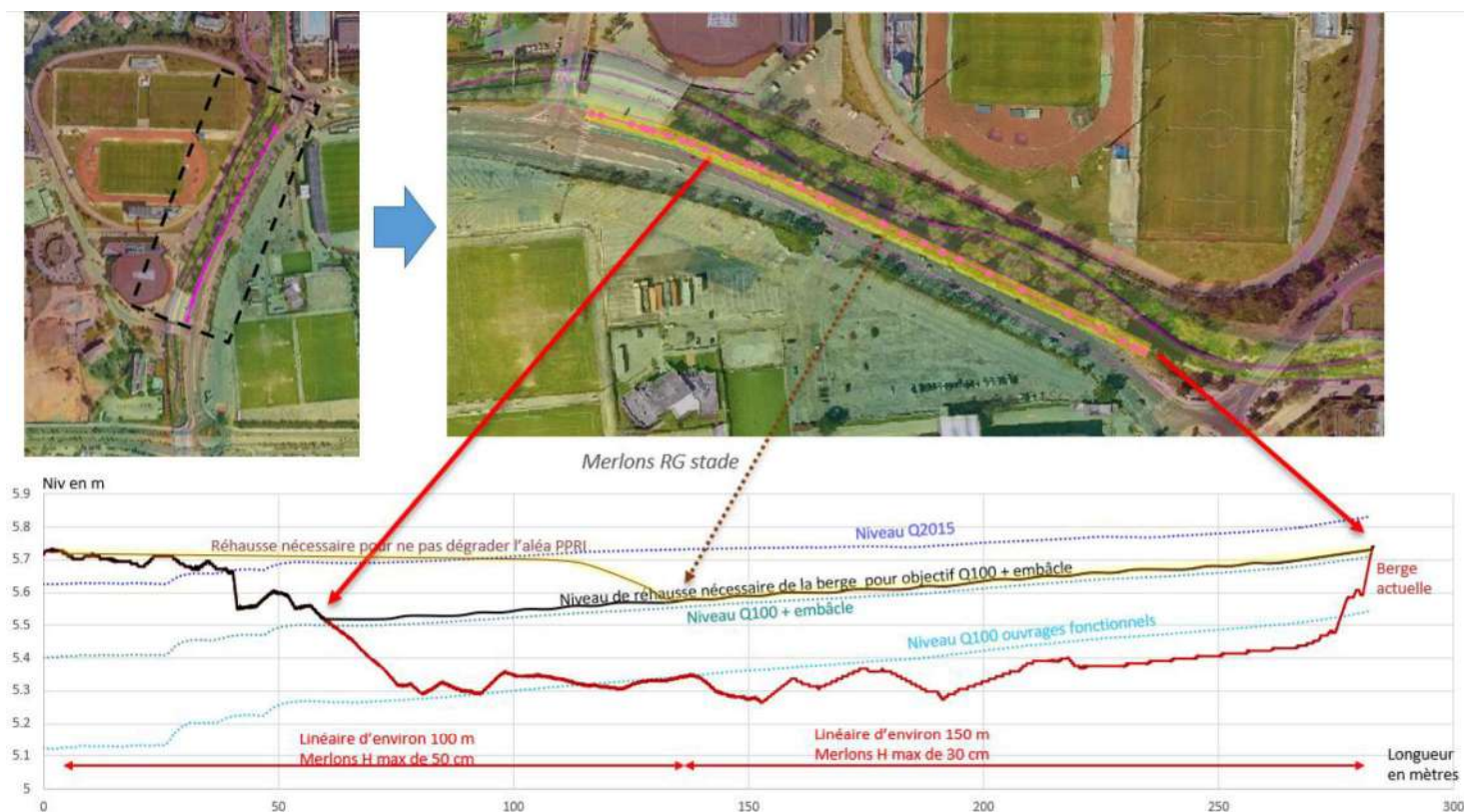


Figure 57: Schéma de principe – limite aménagement paysager / restauration du cours d'eau

Les réhausses nécessaires sont situés ci-dessous (à caler plus finement au niveau AVP) :



Figure 58: Réhausses des hauts de berges nécessaires au projet



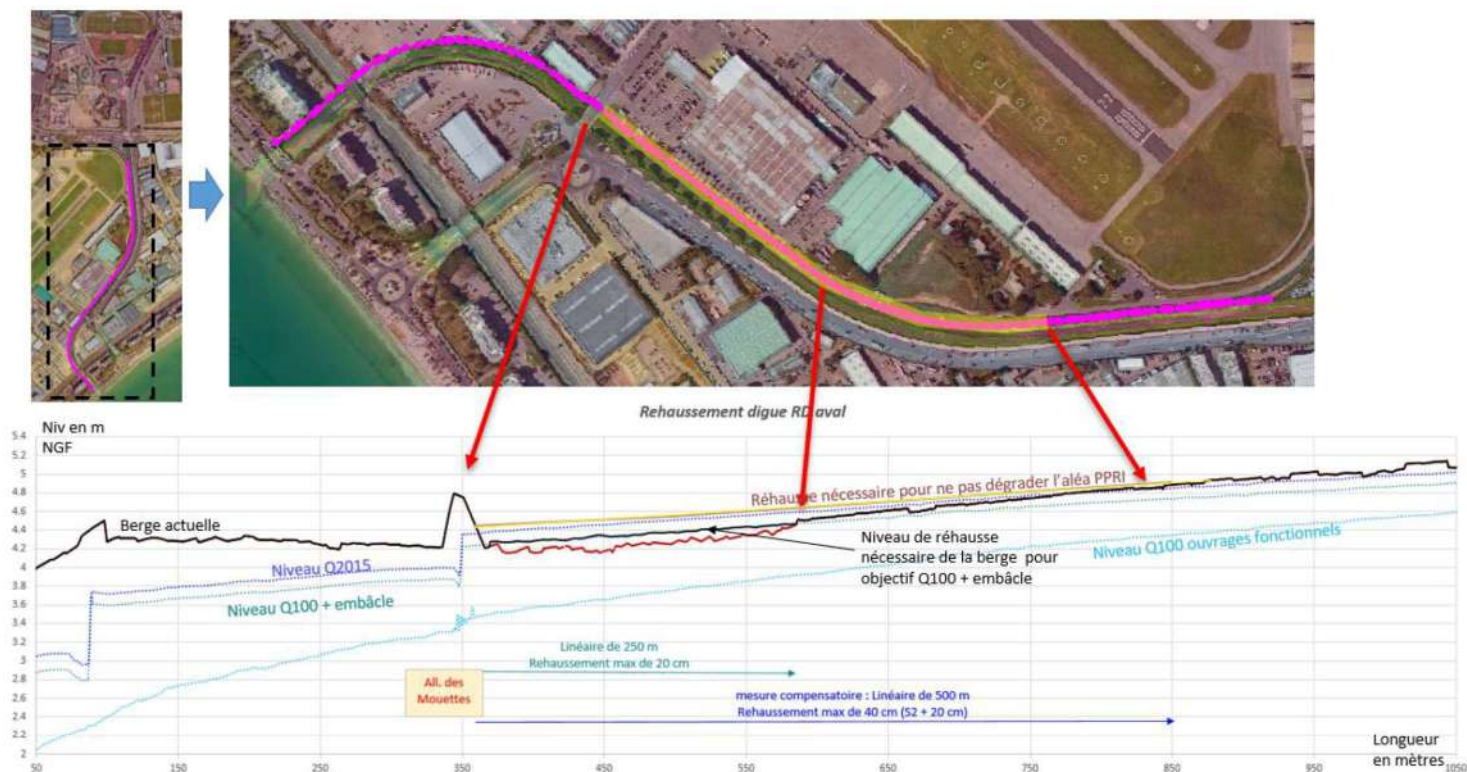


Figure 61: Principe de calage de la réhausse de berge (en jaune, le calage à retenir) – Secteur digue en rive droite secteur Balitrand – Aérodrome (hors périmètre du projet)

A noter :

La réhausse de la digue existante aura pour incidence réglementaire de devoir régulariser l'EDD existante.

Selon la hauteur nécessaire de réhausse des berges (par création de merlon ou diguettes) peut nécessiter la création d'une EDD sur le secteur amont de Francis Tonner.

L'impact sur les hauteurs d'eau, pour la crue type 2015 a été évaluée en se basant sur le calage des réhausses de berges telles que figurées ci-avant :

- D'abord selon le calage répondant à l'objectif de non-débordement pour la crue centennale
- Puis en rajoutant les réhausses nécessaires pour ne pas dégrader l'aléa PPRI (mesures qui concernent essentiellement la rive droite, en aval du pont Francis Tonner)

Les résultats sont donnés ci-après.



II. Planning prévisionnel, coût de l'opération et maîtrise foncière

Planning

Juin 2023 : Obtention de l'arrêté d'autorisation environnementale

Juin 2023 : Fin des travaux de la passerelle centrale

Été 2023 : Démolition des anciennes passerelles

Septembre 2023 : Abattages des arbres

Fin été 2023 : Démarrage des travaux de recalibrage

Été 2024 : Fin des travaux de recalibrage

Durée des travaux : **11 mois**

Estimation

La phase 1 du projet est estimée à **3 500 000 € HT**

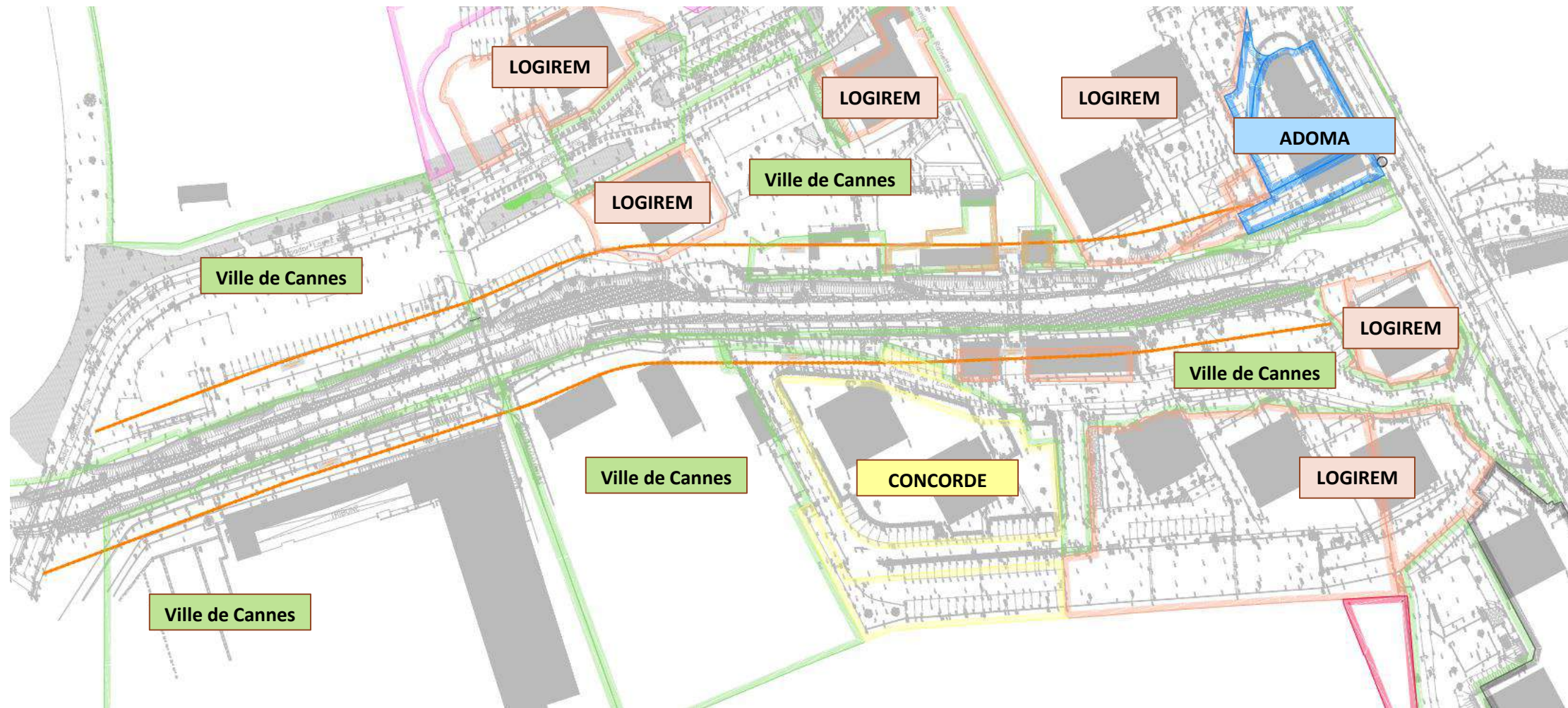
avec la participation de

Etat : 40%

Département : 10%

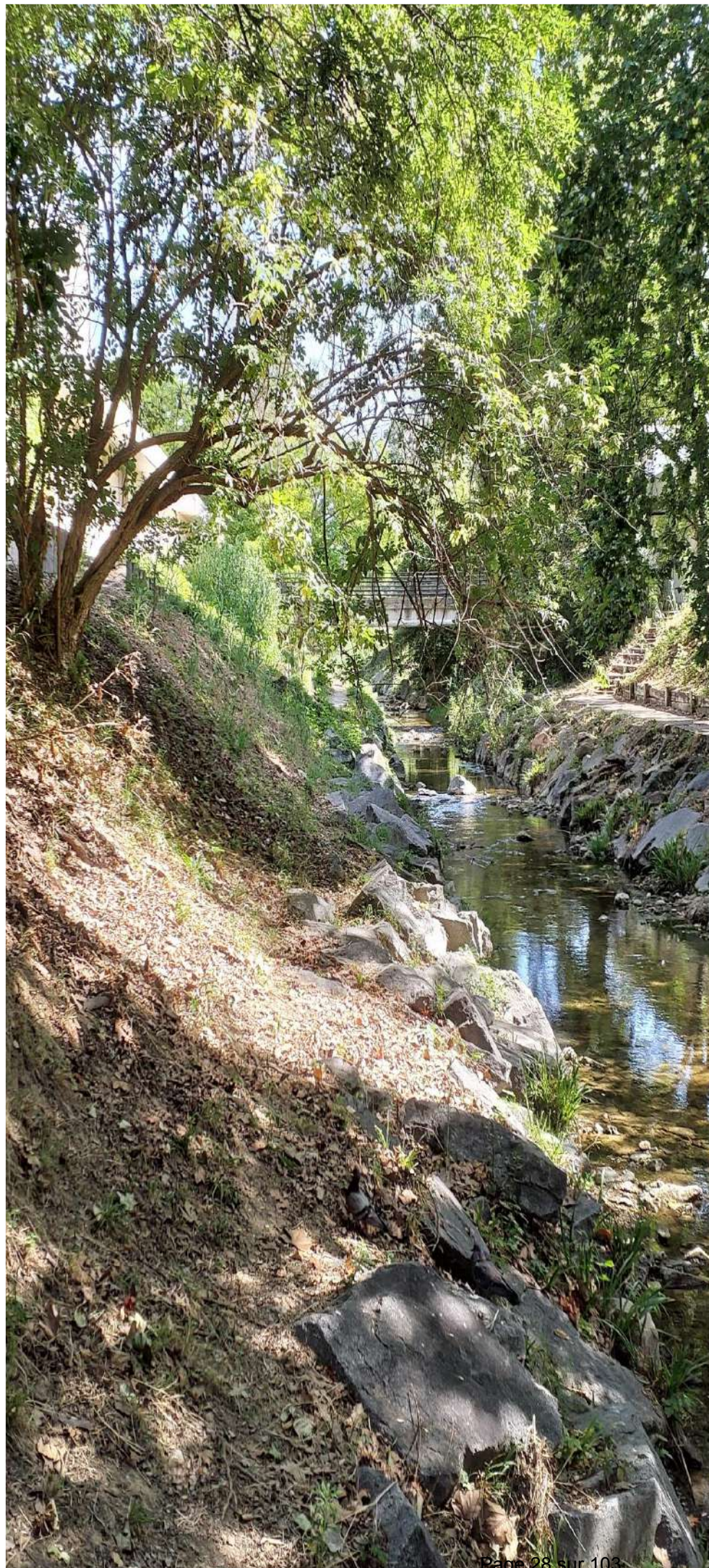
CACPL : 50%

PLAN MAÎTRISE FONCIERE





III. Zoom sur la mobilité et les passerelles créées et supprimées



CANNES
PAYS DE
LÉRINS

Projet d'aménagement de la
Frayère aval entre la
confluence et l'avenue
Francis Toner – Communauté
d'agglomération Cannes Pays
de Lérins (06)

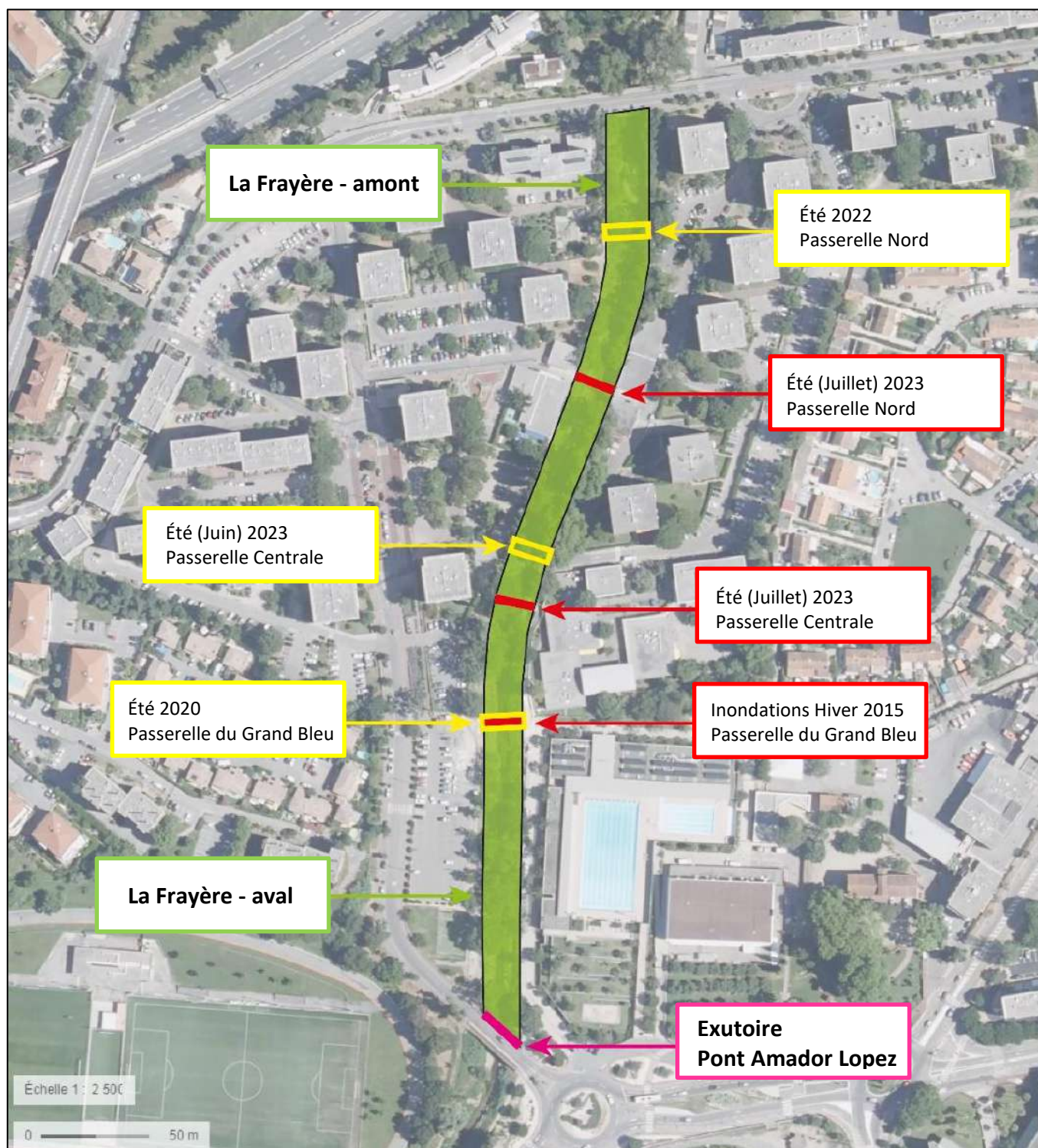
Février 2023

Notice complémentaire

Aperçu de la mobilité avec les passerelles créées et supprimées.

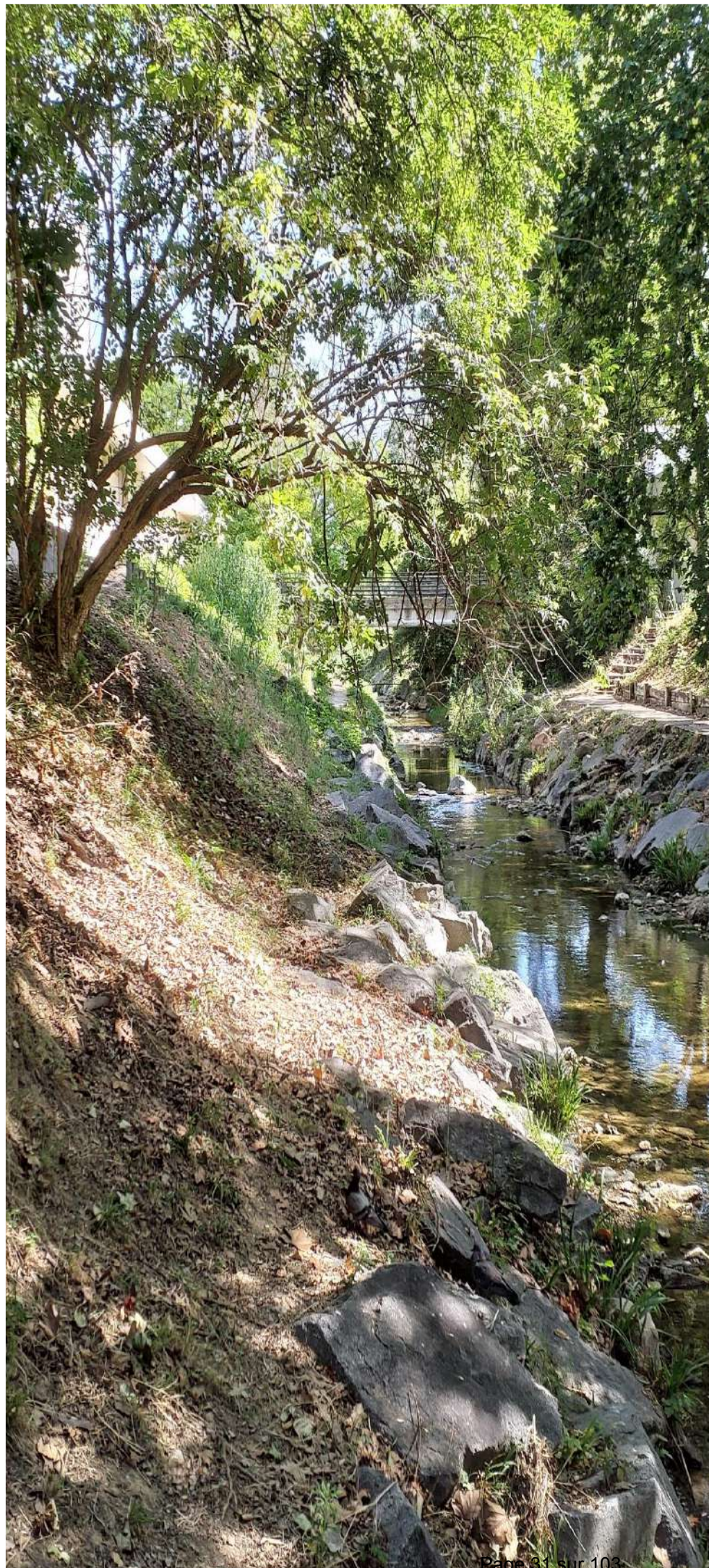
Présentation chronologique des différentes phases de création et démolition des passerelles.
A noter que pendant la phase des travaux 2023, aucune passerelle ne sera impactée.

	Suppression des passerelles
	Création de trois nouvelles passerelles
	Cours d'eau La Frayère





IV. Respects des procédures pour l'abattage des arbres ; futures espèces végétales implantées ; Aspects paysagers du site après travaux



**CANNES
PAYS DE
LÉRINS**

**Projet d'aménagement de la
Frayère aval entre la
confluence et l'avenue
Francis Toner – Communauté
d'agglomération Cannes Pays
de Lérins (06)**

Février 2023

Notice complémentaire

Respect des procédures pour l'abattage des arbres en alignement

Afin de réaliser un abattage de moindre impact, BIOTOPE préconise :

D'utiliser un grapin hydraulique. Ainsi, l'arbre sera, selon les contraintes techniques :

- Soit saisi puis tronçonné à la base sans être ébranché ;
- Soit « démonté » par une coupe tronçon par tronçon sans ébranchage. Chaque tronçon sera déposé au sol à l'aire du grapin hydraulique.

L'objectif est que les arbres ou les tronçons soient déposés au sol **délicatement** à l'aide du grapin hydraulique, cavités orientées vers le ciel, puis **laissés in situ pendant 48 h** afin de permettre aux éventuelles espèces animales encore présentes dans l'arbre de s'échapper. Passé le délai des 48 h l'arbre pourra être laissé sur site et ainsi servir d'abri à la petite faune, ou déplacé et découpé.

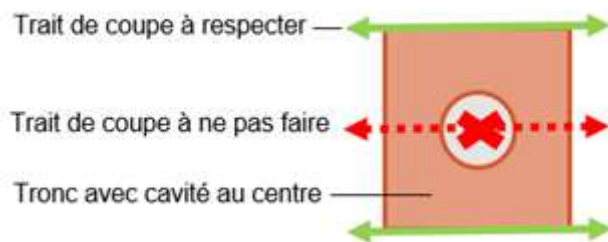
1. Dans le cas où l'utilisation du grapin n'est pas possible, de procéder à un ébranchage des arbres avant son abattage :

- Créer un dérangement préalable sur l'arbre avant la coupe totale de l'arbre afin de provoquer un envol des éventuelles espèces encore logées dans les cavités ;
- Créer un matelas de branches au sol permettant d'amortir le choc des billes de bois débitées et/ou de la grume. (Cette opération peut également être effectuée avec les résidus de coupes du défrichage encore présents sur place). Ce matelas de branches sera positionné de sorte que lors de l'abattage de l'arbre, les cavités ne se retrouvent pas orientées vers le sol.
- Une fois l'ébranchage réalisé, l'arbre sera abattu de façon à tomber sur le matelas de branches préalablement mis en place.
- Si la grume tombe du mauvais côté (cavités vers le sol) ou qu'elle présente des cavités sur plusieurs faces, elle sera débitée en autant de billes que nécessaire, chacune d'entre elles étant ensuite orientée correctement, cavités tournées vers le ciel.
- Les billes présentant des cavités seront laissées au sol 48h avant d'être évacuées.



Exemple : Débitage d'arbres et orientation des cavités vers le ciel.

NB : le débitage de l'arbre doit prendre en compte la position des cavités et veiller à ne pas les couper en deux (cf. schéma ci-dessous).



Coupe à réaliser au niveau des cavités

Au total, ce sont 23 arbres avec un diamètre supérieur à 30cm qui seront abattus et dessouchés sur 94 arbres identifiés. En effet, 71 arbres seront conservés et protégés.

D'autres espèces seront également ajoutés pour favoriser le développement de la faune et de la flore.

Transplantation de tubercules : Consoude Bulbeuse (*Symphytum bulbosum*) et Alpiste Aquatique (*Phalaris aquatica*) pris sur site de stockage (450 tubercules). Ces deux espèces végétales sont des espèces protégées.



Figure 1 : Consoude bulbeuse



Figure 2 : Alpiste Aquatique

Il y aura également d'autres espèces végétales telles que :

- **24** espèces de plantes **hélophytes** (6 726 en godet)
- **45** espèces de plantes **vivaces pour massifs** (3 047 en taille de pot C1.4-2L)
- **18** espèces de **plantes grimpantes** (379 en taille de pot C3-5L)
- **7** espèces d'**arbustes** (80 en taille de pot C10L)
- **8** espèces d'**arbustes** (80 en taille de pot C15L)
- **9** espèces d'**arbres** (48 en motte grillagée ou conteneur)

Coupes représentatives de l'aménagement du site après travaux



Figure 3: Localisation du site



Figure 5 : Evolution de la végétation après quelques mois d'implantation.



Figure 4 : Evolution de la végétation après quelques années d'implantation.

Représentation des différents profils en travers pour le recalibrage du cours d'eau :

Légende

- Ancien profil en travers
- Nouveau profil en travers

Profil type 1



Ech: 1/200e

Profil de référence, P11 (Pr 90.39) - Pharmacie
Dispositif de confortement type paroi clouée provisoire appliqué sur la Rive Gauche du Pr 38.00 au Pr 101.00

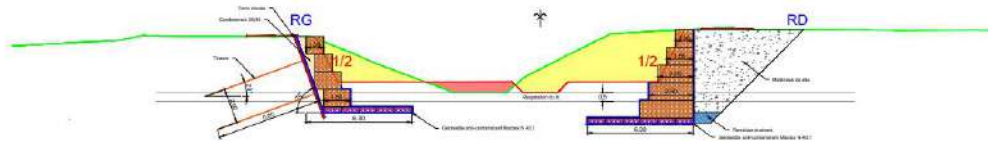
Profil type 2



Ech: 1/200e

Profil de référence, P21 (Pr 190.83) - Tour S
Dispositif de confortement type paroi clouée habillage gabions appliqué sur la Rive Droite du Pr 180.00 au Pr 195.00

Profil type 3



Ech: 1/200e

Profil de référence, P33 (Pr 313.30) - Voie pompier
Dispositif de confortement type paroi clouée habillage gabions appliqué sur la Rive Gauche du Pr 293.00 au Pr 380.00
Dispositif de confortement type mur poids gabions appliqué sur la Rive Droite du Pr 160.00 au Pr 180.00 et du Pr 195.00 au Pr 375.00
et sur la Rive Gauche du Pr 380.00 au Pr 390.00



V. Cohérence du projet avec les stratégies à plus grande échelle et les politiques d'aménagement du territoire

Le PAPI complet Cannes Lérins est un programme d'action abouti, proposant des mesures concrètes, immédiates et sur le long terme, pour se prémunir du risque inondation. Le PAPI Cannes Lérins signé le 27 mai 2021, prévoit un programme de 47 actions pour un montant total de plus de 56 millions d'euros dont 50 millions euros de travaux.

L'élaboration du PAPI CACPL s'est assurée de la cohérence du projet avec les stratégies de lutte contre les inondations nationales (SNGRI), à l'échelle du bassin (PGRI) et du territoire (SLGRI), ainsi qu'avec le SAGE de la Siagne, et le SCOT Ouest qui couvre le territoire de la CACPL.

Ce PAPI s'inscrit pleinement dans la stratégie locale de gestion des risques inondations (SLGRI) du TRI de Nice – Cannes – Mandelieu-la Napoule, qui constitue la déclinaison au niveau local des principes du plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) élaboré à l'échelle du bassin Rhône-méditerranée. Cette SLGRI comprend 5 grands objectifs déclinés en mesures concrètes :

- **Objectif n°1** : Améliorer la prise en compte du risque d'inondation et de ruissellement urbain dans l'aménagement du territoire et l'occupation des sols
- **Objectif n°2** : Améliorer la prévision des phénomènes hydrométéorologiques et se préparer à la crise
- **Objectif n°3** : Poursuivre la restauration des ouvrages de protection et favoriser les opérations de réduction de l'aléa qui comprend dont l'une des mesures est de favoriser le ralentissement des écoulements ;
- **Objectif n°4** : Améliorer la perception et la mobilisation des populations face au risque inondation
- **Objectif n°5** : Fédérer les acteurs du TRI 06 autour de la gestion du risque inondation

C'est donc dans ce cadre, que les travaux de restauration capacitaire de la Frayère Aval s'inscrivent. Ces travaux sont donc compatibles avec les stratégies à plus grande échelle et les politiques d'aménagement du territoire.



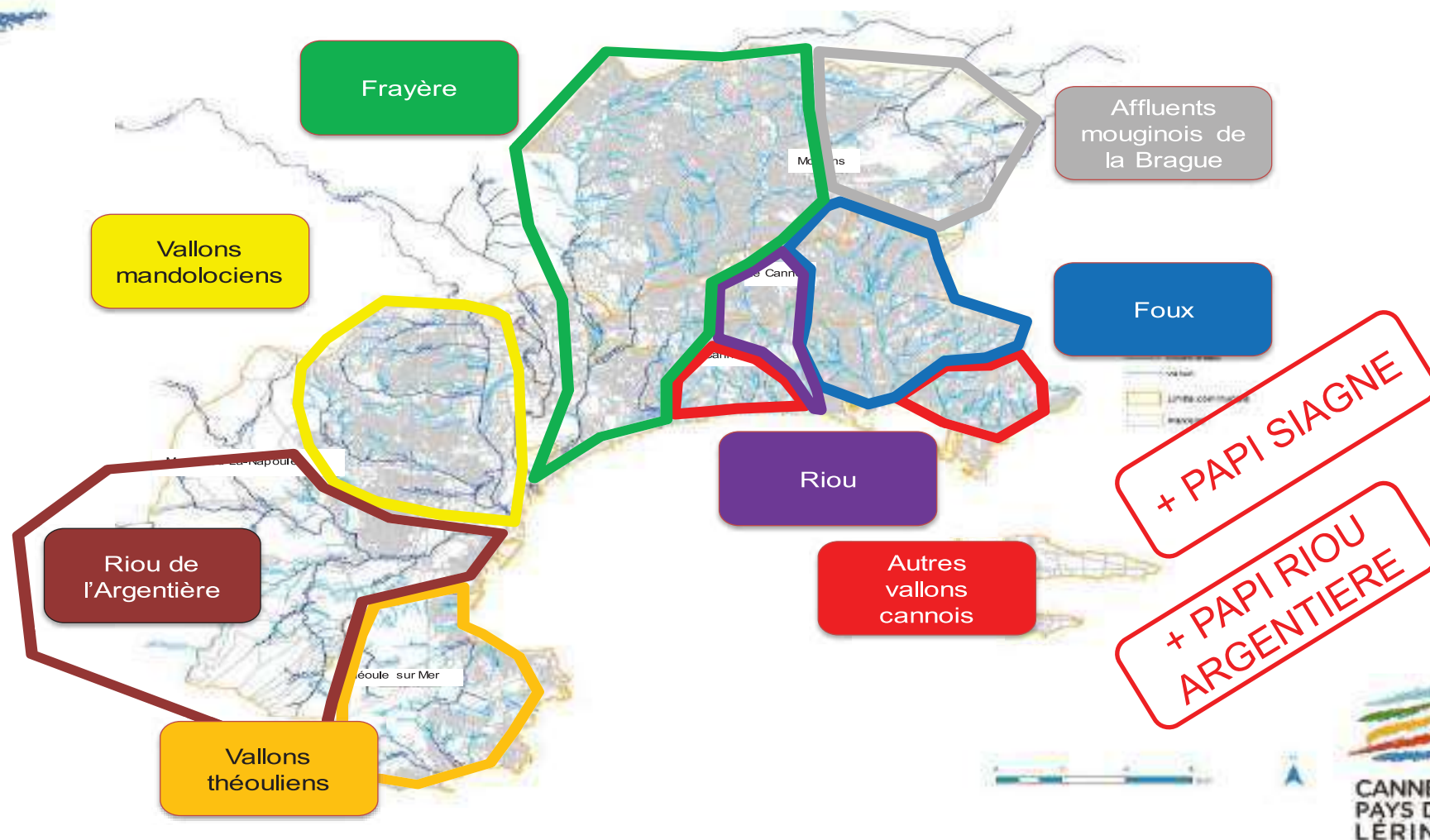
POLITIQUE COORDONNÉE DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATIONS DE L'AGGLOMÉRATION

**PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS
PAPI CANNES LERINS 2021-2026**

20 Novembre 2019



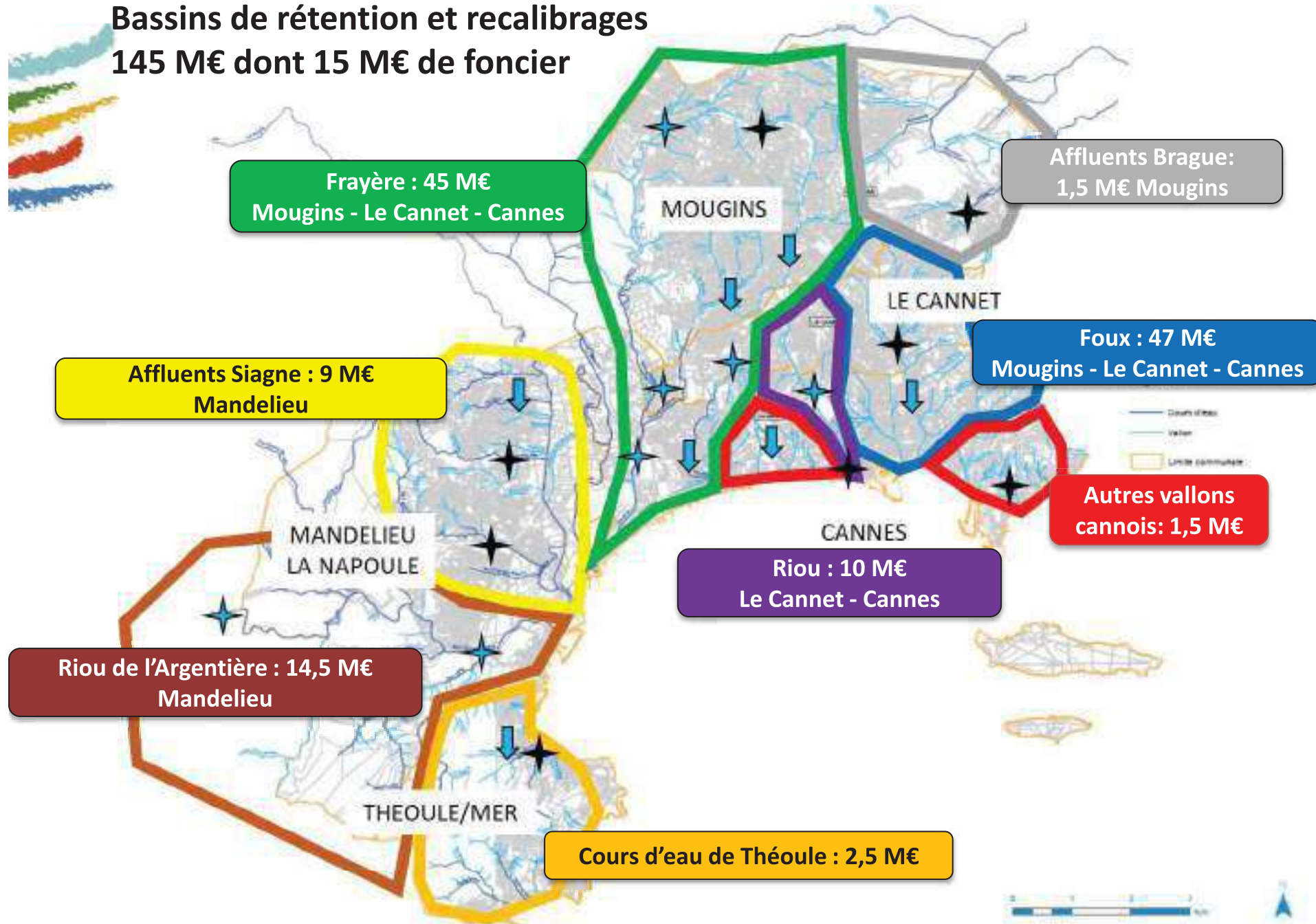
UN TERRITOIRE AVEC SES SPÉCIFICITÉS



Programme de travaux par bassins versants sur 18 ans (3 PAPIs)

Bassins de rétention et recalibrages

145 M€ dont 15 M€ de foncier



PAPI CANNES LÉRINS

UN NOUVEAU PROGRAMME 2021-2026

MOUGINS – Travaux de prévention des inondations

PAPI 1 : 7,3 M€

PAPI 2 : 2,2 M€

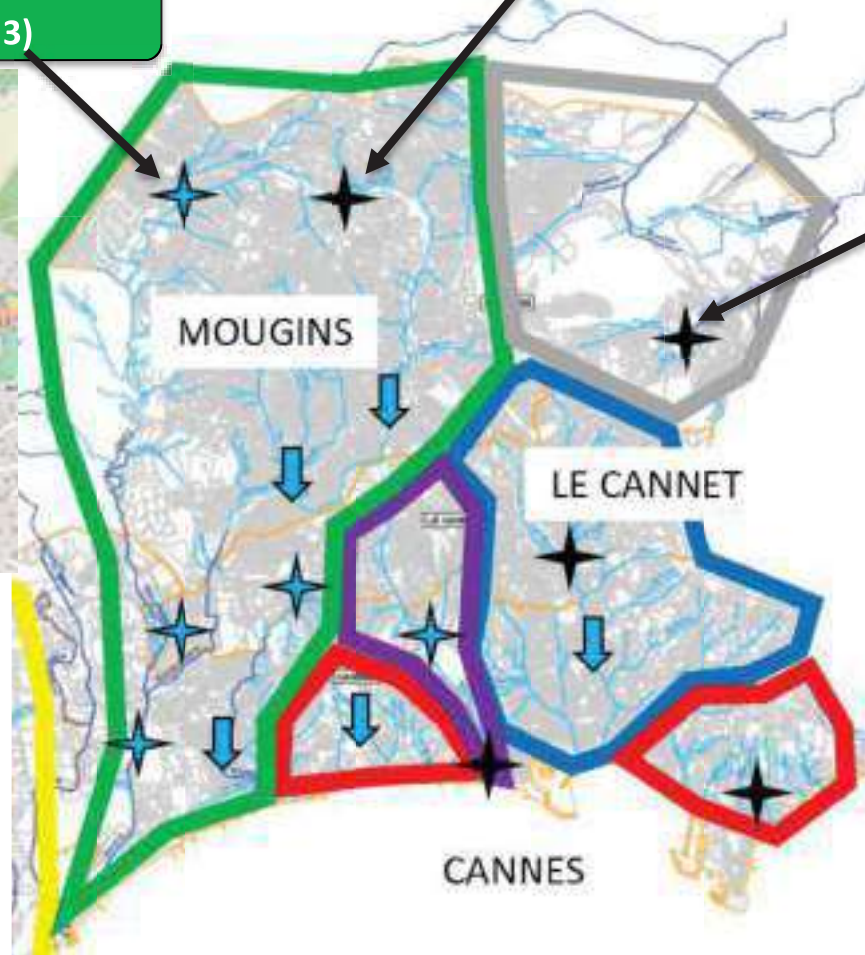
PAPI 3 : 2,2 M€



Rétention et recalibrage chemin
Plaine : 9 M€ (P1, 2 et 3)

Recalibrage Tournamy
hors PAPI

Rétention et recalibrage
Ferrandou : 1,3 M€ (P2)





Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) au stade complet des bassins versants de la CACPL

RESUME NON TECHNIQUE

VERSION 4



DATE : OCTOBRE 2019

SOMMAIRE

UNE GOUVERNANCE A TROIS NIVEAUX	4
LA CACPL	4
LE SMIAGE	4
SMIAGE et CACPL	4
LES COMMUNES	5
UNE COMPLEMENTARITE DES DIFFERENTS PAPI QUI COUVRENT LE TERRITOIRE	5
LE PERIMETRE DU PAPI CANNES LERINS	6
UNE DEMARCHE EN COHERENCE AVEC LES STRATEGIES A PLUS GRANDE ECHELLE ET LES POLITIQUES D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	6
BILAN ET ENSEIGNEMENTS DU PAPI D'INTENTION	6
Une véritable dynamique collective engagée avec les communes	7
La nécessité d'intervenir sur l'ensemble du territoire	7
Une complémentarité nécessaire entre réduction de l'aléa et réduction de la vulnérabilité	7
Une prudence des propriétaires vis-à-vis des diagnostics de vulnérabilité.	8
LA CRUE D'OCTOBRE 2015 : UN ELECTRO-CHOC POUR LE TERRITOIRE	8
L'EVENEMENT	8
LA REPOSE APPORTEE	9
UN TERRITOIRE TRES VULNERABLE	10
UNE PRISE EN COMPTE EN AMONT DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	11
DES RISQUES QUI AFFECTENT TOUT LE TERRITOIRE	12
DES DISPOSITIFS DE PREVENTION, D'ALERTE ET DE GESTION DE CRISE QUI SE SONT STRUCTURES DEPUIS 2015	13
DES PPRI ELABORES EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES	13
Un dispositif de prévision à plusieurs échelles en constante amélioration	14
Une gestion de crise qui a tiré les leçons de 2015	14
UNE STRATEGIE ISSUE DE L'ELAN COLLECTIF ENGAGE APRES LA CATASTROPHE DU 3 OCTOBRE 2015	15
UNE MOBILISATION NECESSAIRE DE TOUS LES LEVIERS	15
UNE MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	16
UNE REFLEXION A LONG TERME A L'ECHELLE DU TERRITOIRE	17
Un travail ambitieux sur la rétention des ruissellements à la source, pour l'intégration du risque dans l'aménagement du territoire et dans l'urbanisme	18
Une reconfiguration « raisonnée » des sections des vallons urbains	18
Un recours pertinent aux ouvrages hydrauliques	18
Une réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes	19

**Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)
au stade complet des bassins versants de la CACPL**

Résumé non technique

VERSION 4

Un travail de sensibilisation de la population avec pour enjeu l'entretien de la mémoire du risque	19
Un renforcement continu du dispositif de surveillance, d'alerte et de gestion de crise	19
UNE PRIORISATION DES ACTIONS ET LA DEFINITION D'UNE STRATEGIE A COURT TERME	20
UNE DECLINAISON PAR SECTEURS GEOGRAPHIQUES	21
Secteurs ouest (vallons théouliens et mandolociens, Riou de l'Argentière)	21
Frayère et Roquebilière	22
Secteurs est (vallons cannois et mouginois)	22
LE PROGRAMME D'ACTIONS	23
AXE 0 - PILOTAGE, COORDINATION ET SUIVI DES ACTIONS	23
AXE 1 – AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE	24
AXE 2 - SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS	24
AXE 3 - ALERTE ET GESTION DE CRISE	24
AXE 4 - PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME	25
AXE 5 - REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES PERSONNES ET DES BIENS	25
AXE 6 - RALENTISSEMENT DES ECOULEMENTS	26
AXE 7 - GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUES	26
AXE 8 - GESTION ENVIRONNEMENTALE DES EAUX	27
CONCERTATION SUR LE PROJET DE PAPI	28
Les actions des communes à la suite du 3 octobre 2015	28
Concertations réglementaires	29
Consultation sur le projet de PAPI	29
EVALUATION DU PROGRAMME D'ACTION	29
SYNTHESE DES GAINS ESCOMPTEES A L'HORIZON DU PAPI 1	29
BILAN FINANCIER	30
LE PROGRAMME A LONG TERME	30
LE PAPI 2021-2026	30
ANALYSE MULTI-CRITERES (AMC) ET/OU ANALYSE COUT-BENEFICE (ACB)	31
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	31
Enjeux particuliers des secteurs de projet	32

Le département des Alpes Maritimes, et plus particulièrement le territoire de la Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL), a subi le 3 octobre 2015 un événement pluvio-orageux exceptionnel qui a provoqué des inondations d'une grande intensité, aux conséquences dramatiques avec 20 décès et près de 650 M€ de dommages assurés.

Cette catastrophe a amené à une prise de conscience et une volonté des élus d'engager une démarche globale de réduction de la vulnérabilité aux risques inondations à l'échelle du territoire qui s'est notamment traduite par une prise de compétence GEMAPI anticipée de l'Agglomération dès le 1^{er} juin 2016, et par la signature le 27 juillet 2017 de la phase préliminaire d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations pour une durée de deux ans : le PAPI d'intention Cannes Lérins.

Conformément aux engagements techniques et financiers inscrits dans le PAPI d'intention, une réflexion collective a permis, à partir d'un diagnostic partagé, d'élaborer en concertation avec les parties prenantes une stratégie et un plan d'actions soutenus par les cinq communes membres de l'agglomération et les partenaires institutionnels, grâce à l'approfondissement des connaissances sur le risque inondation, et ce dans le respect du délai imparti de 2 ans.

Suite à cette étape essentielle, l'Agglomération propose aujourd'hui un dossier PAPI Cannes Lérins abouti, présentant le fruit du travail réalisé dans le cadre du PAPI d'intention Cannes Lérins, de la phase de diagnostic à la stratégie retenue et à sa déclinaison dans un plan d'actions portant sur les années 2021 à 2026, pragmatique et efficace, pour réduire les dommages aux personnes et aux biens liés aux risques d'inondations.

Le PAPI Cannes Lérins est un PAPI « nouvelle génération » qui met l'accent sur trois priorités :

- Fédérer l'ensemble du territoire, dans la mesure où la géographie de l'agglomération (vallons très courts, urbanisation des versants, pluies brutales) implique une continuité entre ruissellement et inondation, et où chacun est concerné par le risque et acteur de la démarche de prévention.
- Proposer une vision intégrée du risque pour agir sur tous les leviers, de la sensibilisation à la vulnérabilité, de la gestion de crise à la protection.
- Rechercher des solutions innovantes adaptées aux spécificités du secteur, et notamment à ses enjeux humains et environnementaux.

La CACPL (Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins) regroupe 5 communes (Théoule-sur-Mer, Mandelieu-la Napoule, Cannes, Le Cannet et Mougins).

Le SMIAGE (Syndicat mixte inondation, aménagement et gestion de l'eau) Maralpin, auquel adhère la CACPL, reconnu EPTB (Etablissement public territorial de

En revanche, l'Agglomération Cannes Lérins a conservé la maîtrise d'ouvrage d'un certain nombre d'actions sur son territoire essentiellement lorsque ces actions concernent des bassins versants inclus dans son périmètre, l'objectif étant de rechercher



une véritable synergie entre les deux échelles territoriales, interdépartementale et intercommunale.

La crue d'octobre 2015 a été un évènement traumatisant pour les habitants de la communauté d'agglomération encore toute jeune mais celle-ci a su créer une dynamique collective autour de la gestion intégrée du risque inondation à l'échelle intercommunale, permettant ainsi de mieux prendre en compte les logiques de bassins versants et se positionner comme un territoire résilient. La CACPL a souhaité rester en première ligne dans la gestion des conséquences de cet évènement, en conservant une proximité forte avec les citoyens de l'agglomération.

La CACPL, aujourd'hui forte de ses moyens déployés pour la prévention des inondations et plus généralement pour les politiques de l'eau et d'aménagement de son territoire, peut assumer avec ses équipes, à effectif constant, la maîtrise d'ouvrage d'une grande partie des actions du PAPI Cannes Lérins, concernant essentiellement le territoire communautaire, le reste étant porté par le SMIAGE Maralpin pour les missions lui incombant au titre du contrat territorial.

LES COMMUNES

Les communes conservent la gestion de crise qui relève de la responsabilité directe des maires. A ce titre, elles disposent de leurs propres dispositifs d'anticipation des phénomènes dangereux.

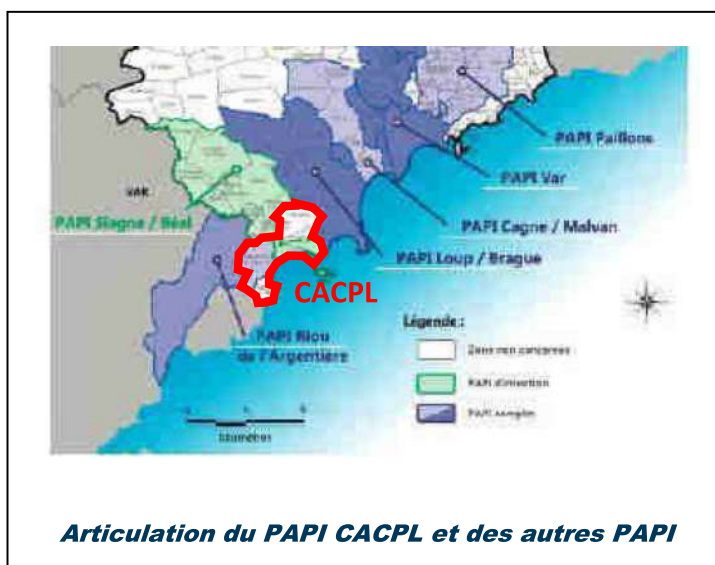
En matière d'urbanisme, elles ont souhaité garder la compétence de réalisation des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU). Il n'y a pas de PLU Intercommunal sur le territoire de l'agglomération.

UNE COMPLEMENTARITE DES DIFFERENTS PAPI QUI COUVRENT LE TERRITOIRE

L'évolution récente très rapide de la gouvernance de l'eau explique que plusieurs PAPI aient été engagés antérieurement sous des maîtrises d'ouvrages très différentes : le PAPI Siagne – Béal engagé par le SISA transféré au SMIAGE Maralpin, le PAPI « CASA » Brague – Loup - Côtiers engagé par la CASA et délégué au SMIAGE Maralpin. le PAPI du Riou de l'Argentièrre par la ville de Mandelieu transféré à la CACPL.

Le SMIAGE porte la réalisation des PAPI dont une partie du bassin versant concerné recoupe le territoire de la CACPL mais ont de fait un périmètre beaucoup plus large : il s'agit de la Siagne et du Béal, et de la Brague.

Ces deux PAPI doivent tenir compte, dans une logique de cohérence de bassin versant, des actions prévues sur le territoire de la CACPL sur les affluents mandolociens de la basse vallée de la Siagne d'une part, sur les affluents mouginois de la Brague d'autre part.



La **CACPL** a pris en charge le PAPI du Riou de l'Argentièrre, porté initialement par la commune de Mandelieu dans le cadre du transfert de la compétence GEMAPI.

Le PAPI du Riou de l'Argentièrre arrivant prochainement à échéance (fin 2019), il a été décidé d'intégrer au PAPI Cannes Lérins les actions relatives à l'ouvrage des Barnières et aux aménagements du secteur Minelle.

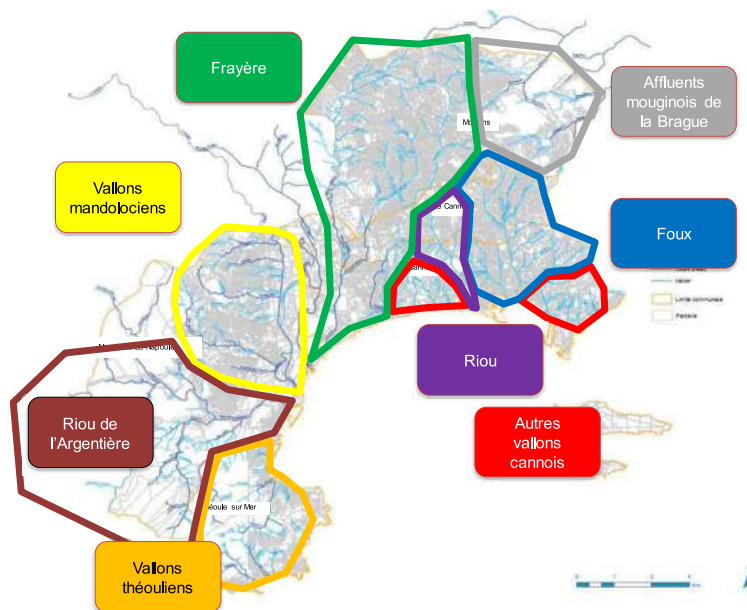
LE PERIMETRE DU PAPI CANNES LÉRINS

Le bassin versant du Riou de l'Argentière est aujourd'hui intégré au PAPI Cannes Lérins.

Le périmètre du PAPI Cannes Lérins couvre l'ensemble du territoire de la CACPL, excepté les zones inondables de la Siagne et du Béal incluses dans le périmètre du PAPI Siagne.

Chacune des deux démarches couvre ainsi clairement un des deux « objets » hydrauliques du territoire :

- Les grands cours d'eau à large champ d'inondation et à cinétique « plus lente » pour le PAPI Siagne.
- Les cours d'eau et vallons à réaction brutale et le ruissellement urbain pour le PAPI Cannes Lérins.



UNE DEMARCHE EN COHERENCE AVEC LES STRATEGIES A PLUS GRANDE ECHELLE ET LES POLITIQUES D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

L'élaboration du PAPI CACPL s'est assurée de la cohérence du projet avec les stratégies de lutte contre les inondations nationales (SNGRI), à l'échelle du bassin (PGRI) et du territoire (SLGRI), ainsi qu'avec le SAGE de la Siagne, et le SCOT Ouest qui couvre le territoire de la CACPL.

BILAN ET ENSEIGNEMENTS DU PAPI D'INTENTION

L'agglomération a lancé un PAPI d'intention, labélisé par la CMI le 27 avril 2017. L'objectif général de ce PAPI d'intention était d'asseoir une gouvernance de la gestion des risques d'inondation, laquelle doit s'inscrire dans une vision nouvelle de l'aménagement et du développement du territoire.

Pour aboutir à cette gouvernance, la CACPL s'est donné comme mission d'amener les acteurs à :

- **Partager une vision commune** des risques d'inondation à l'échelle du territoire, en alimentant leur réflexion et en développant leurs connaissances afin d'aboutir à un diagnostic territorial solide, qui intègre tous les facteurs de risques, y compris ceux exprimés par le retour d'expérience du 3 octobre 2015 ;
- **Décider d'ici fin septembre 2019 d'une stratégie de gestion** des risques à court, moyen et long terme, exprimés par le dossier de PAPI Complet objet du présent rapport.

Les 28 actions ont été menées à leur terme dans leur quasi-totalité.

Les quelques points qui n'ont pu être finalisés ne remettent pas en cause la pertinence du PAPI complet proposé :

- Un retard pris sur la pose de repères de crues
- Une réalisation des diagnostics de vulnérabilité plus lente que prévue en raison de réticences des particuliers.

Quatre enseignements principaux ont été retirés du PAPI d'intention :

UNE VERITABLE DYNAMIQUE COLLECTIVE ENGAGEE AVEC LES COMMUNES

Le traumatisme des événements d'octobre 2015 a nécessité une réponse politique immédiate apportée dans un premier temps par les maires, responsables de la gestion de crise.

La communauté d'agglomération, encore toute jeune, s'est emparée de la thématique de prévention du risque inondation en élaborant un PAPI d'intention qui a permis de fédérer les 5 communes autour d'un projet commun de territoire résilient. Cette stratégie portée collectivement, traduite dans un plan d'action cohérent, a fait émerger des spécifications communes pour la prise en compte du risque inondation dans les documents d'urbanisme, des perspectives de mutualisation des moyens de gestion des crises et des mécanismes nouveaux de solidarité.

LA NECESSITE D'INTERVENIR SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Les études conduites dans le cadre du PAPI d'intention ont permis de mettre en évidence la nécessité d'une réflexion englobant l'ensemble du territoire :

- Il n'y a pas de limite tranchée entre inondation, écoulement, ruissellement, concentration de la pluie : la notion de zone inondable est ici un concept flou.
- Il y a un lien directement perceptible par chacun entre les zones de production des ruissellements et les zones qui les subissent : ce constat permet une mobilisation accrue de tout le territoire pour maîtriser ces ruissellements à la source.

En conséquence, c'est toute la politique d'aménagement du territoire qui intègre le risque inondation.

Les révisions des PLU (Mandelieu et Cannes pour les plus récents) ont permis de développer une vision d'ensemble du territoire, où le risque n'est plus une simple contrainte, mais un élément structurant : préservation claire des zones inondables (plaine de la Siagne, site de Minelle, etc.), projets d'ensemble intégrant le risque (Cannes Grand Ouest).

Le Scot'Ouest en cours de concertation structure cette démarche globale.



Embâcles sur la Grande Frayère

UNE COMPLEMENTARITE NECESSAIRE ENTRE REDUCTION DE L'ALEA ET REDUCTION DE LA VULNERABILITE

Les études ont permis de confirmer que la protection absolue contre un événement du type octobre 2015 n'était pas raisonnablement envisageable.

Les ouvrages de prévention et de protection peuvent réduire la fréquence des débordements, en modérer l'ampleur, mais ne permettront pas de supprimer tout risque.

Il reste donc indispensable de travailler en parallèle à la réduction de la vulnérabilité, par des réflexions ciblées à l'échelle de chaque bâtiment.

UNE PRUDENCE DES PROPRIETAIRES VIS-A-VIS DES DIAGNOSTICS DE VULNERABILITE.

Le PAPI d'intention s'est voulu pilote dans un déploiement à large échelle des diagnostics de vulnérabilité du bâti proposés gracieusement aux propriétaires.

La montée en puissance de ce dispositif est progressive (près de 300 diagnostics réalisés en octobre 2019 pour 800 provisionnés).

Si la communication peut sans doute être renforcée pour accélérer la réalisation des diagnostics, il semble que les propriétaires restent prudents quant au recours aux diagnostics qui pourraient les engager, alors même que les conditions de financement des travaux n'étaient jusqu'à récemment pas clairement établies.

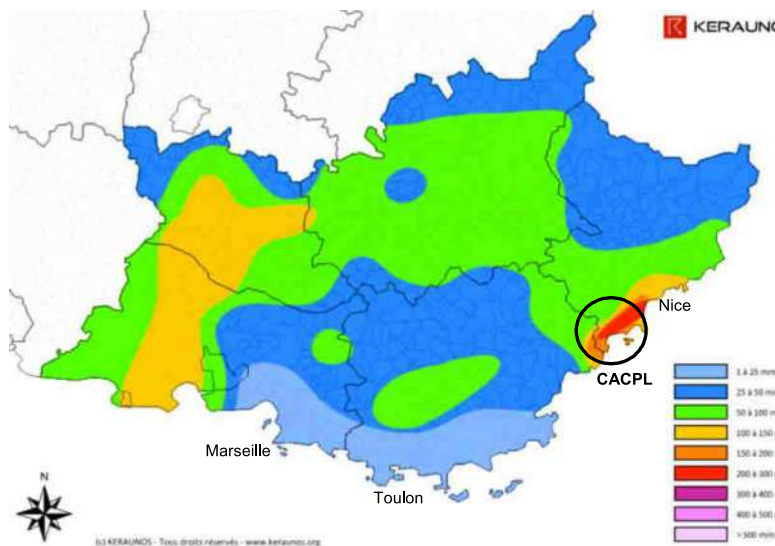
Ce constat a été partagé avec l'Etat (DDTM), et une réflexion est engagée pour clarifier les obligations des propriétaires et les mécanismes d'aide, d'autant que l'approbation des PPRI rendra ces diagnostics obligatoires sur une partie du territoire. A noter que le nouveau PLU de Cannes prévoit également l'obligation de diagnostic sur l'ensemble du territoire (prédiagnostic d'identification des risques, et diagnostic complet obligatoire en cas de risque identifié).

LA CRUE D'OCTOBRE 2015 : UN ELECTRO-CHOC POUR LE TERRITOIRE

L'EVENEMENT

Le samedi 3 octobre 2015 entre 20h et 22h, une ligne d'orages localisés, à la brièveté et à la brutalité exceptionnelles, a touché les zones proches du littoral de l'ouest des Alpes-Maritimes, sur les communes situées entre Mandelieu-la-Napoule et Nice. Les valeurs enregistrées constituent des records pluviométriques pour le sud-est méditerranéen.

L'analyse réalisée à partir des stations pluviométriques et des données des radars hydrométéorologiques conduit à considérer que l'épisode a atteint une période de retour bien supérieure à 100 ans.



Episode pluvieux du 3 octobre 2015

La crue de 2015 représente un épisode exceptionnel par son bilan humain avec vingt victimes directement liées aux inondations dont 13 sur le territoire de la CACPL.

En comparaison, sept décès liés à des inondations avaient été recensés dans les Alpes-Maritimes entre 1973 et 2014.

L'événement de 2015 était centré sur le littoral, dans une zone de relief où la densité de population est importante et qui explique pour une part son caractère dramatique.

L'évaluation des principaux facteurs de risque fait néanmoins apparaître que les causes des décès sont essentiellement liées à des habitudes adoptées par les populations riveraines lors des épisodes ordinaires, qui se sont avérées dangereuses dans des circonstances aussi exceptionnelles.

L'impact le plus dramatique (9 décès sur 13) de l'évènement est dû à des personnes qui ont voulu aller chercher leur véhicule pour le mettre hors d'eau. C'était une pratique « habituelle » pour des parkings souvent inondés par un peu d'eau : elle s'est avérée mortelle pour un évènement majeur.

L'épisode orageux du 3 octobre 2015 est un des événements les plus importants enregistrés en France si on se réfère au montant des dommages.

D'après les données de la caisse centrale de réassurance (CCR), l'évènement aurait entraîné entre 550 et 650 millions d'euros de dommages assurés, ce qui en ferait le 4^e évènement en termes de montant de dommages assurés, derrière la tempête Xynthia des 27-28 février 2010, la crue du Rhône du 1^{er} au 5 décembre 2003 et les inondations dans le Gard les 8 et 9 septembre 2002.

Le retour d'expérience de la crue a mis aussi en évidence le manque de préparation du territoire à des épisodes aussi intenses, que ce soit dans l'alerte, la préparation à la gestion de crise ou la réaction des habitants. En revanche, l'efficacité de la mobilisation pour gérer la crise et l'après-crise, ainsi que l'efficacité du système de communication auprès des habitants, mérite d'être souligné.



Évènement d'octobre 2015

LA REPONSE APPORTEE

La stratégie proposée est essentiellement une réponse aux événements du 3 octobre 2015, lesquels ont catalysé les ambitions des acteurs institutionnels pour améliorer la protection des populations contre le risque inondation.

Avant ces événements en effet, l'attention portait surtout sur les cours d'eau les plus importants (Siagne, Riou de l'Argentière, Frayère) pour lesquels des politiques d'aménagement avaient été engagées depuis de nombreuses années. Les études sur les vallons restaient donc plus ponctuelles.

Les crues d'octobre 2015 ont montré l'importance des phénomènes de ruissellement et la nécessité de surmonter largement les « frontières » usuelles entre inondations de rivière et gestion des eaux pluviales pour embrasser globalement le cycle des eaux de pluie.

Après 2015, les collectivités se sont mobilisées pour apporter rapidement de premières réponses :

- Une mise à niveau des plans de gestion de crise pour valoriser l'expérience des événements d'octobre 2015.
- Un déploiement des dispositifs d'annonce des risques tant au niveau communal (abonnement Predict) qu'au niveau départemental, sous la houlette du SMIAGE (système Rainpol).
- De premières campagnes de communication et de sensibilisation sur les risques.
- La mise en place de déclarations d'intérêt général (DIG) pour l'entretien des vallons et cours d'eau afin de limiter les phénomènes d'embâcles.
- Un travail sur la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire : travail avec les services de l'Etat sur la révision des Plan de Prévention des Risques Inondation, prise en compte du risque lors de la révision des Plans Locaux d'Urbanisme, etc.
- L'élaboration d'une stratégie à moyen et long terme dans le cadre d'un « PAPI d'intention » signé en 2017.

UN TERRITOIRE TRES VULNERABLE

Le territoire accueille une population sédentaire de 165.000 personnes dont 26 % (se trouve exposée, sur un territoire d'environ 100 km², à des inondations multiples : ruissellement, submersion marine, débordement de cours d'eau. Cannes et Mandelieu la Napoule sont les communes les plus exposées.

Population de la CACPL	
Cannes	75 226
Le Cannet	42 016
Mandelieu-la-Napoule	22 558
Mougins	18 819
Théoule-sur-Mer	1 554
TOTAL	160 173

Le territoire compte une proportion de retraités importante. C'est une population vulnérable, exigeante pour sa sécurité et qui peut se montrer réticente aux transformations en profondeur de son environnement.

Le territoire accueille également une forte population touristique en toutes saisons.

Jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle, les zones inondables restent à peu près vierges : l'habitat se positionne sur les éminences.

L'attractivité touristique de Cannes se fait sentir dès la seconde moitié du 19^{ème} siècle, et l'urbanisation explose au 20^{ème} siècle.

La population saisonnière est comprise entre 100 000 personnes en hiver et 220 000 au plus fort de l'été (en août), c'est-à-dire entre 60 et 140% de la population permanente.

La situation « naturelle » du réseau hydrographique de la communauté d'agglomération présentait deux ensembles :

- Dans les collines, des talwegs probablement secs pour la plupart l'essentiel de l'année.
- Des fonds de vallées mal drainés, dans lesquels les ruissellements s'épandent sans cours d'eau marqué.

Les lits des vallons ont servi souvent à l'aménagement d'axes de circulation qui sont devenus des artères importantes.



1860



1950



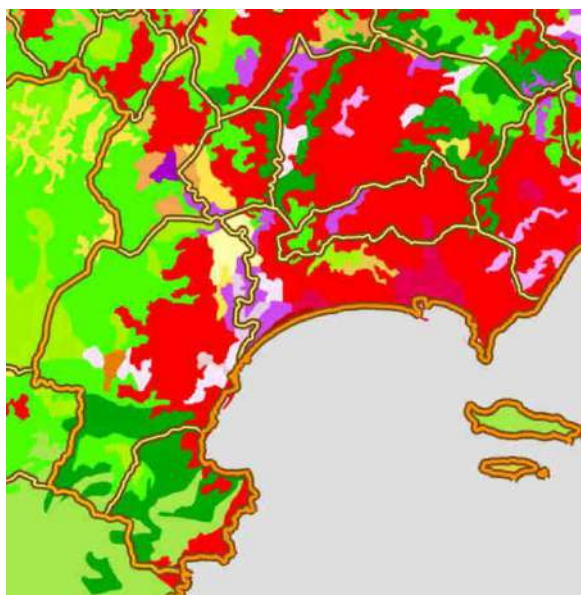
1990



2010

L'imperméabilisation du territoire

source : Alex Andrejak, ENS Paysage



Urbanisation sur le territoire de la CACPL

zones urbanisées en rouge
source Corine Landcover

Cette urbanisation largement étendue y compris sur les collines et dans les fonds des vallons explique à la fois la brutalité de la réaction des vallons à la moindre pluie, l'extrême vulnérabilité du territoire aux inondations et la difficulté de dégager la place nécessaire aux aménagements correctifs.

Jusqu'à l'évènement de 2015, la prise en compte du risque dans l'aménagement du territoire restait insuffisante : le plus souvent subie, elle se heurtait au poids des enjeux d'aménagement et des pressions foncières qui conduisaient à pousser le développement du territoire aux limites de l'acceptable.

La crue de 2015 a profondément – et sans doute durablement – modifier l'angle de vue.

La préservation des zones inondables est devenue aujourd'hui un véritable objectif (affirmation de la vallée de la Siagne comme « poumon agricole » de la CACPL, protection de la zone restée naturelle de Minelle à Mandelieu, suppressions d'activités trop vulnérables, etc.).

Les projets intègrent pleinement le risque dès leur conception.

Le zonage des nouveaux PLU est pensé en intégrant les prescriptions des PPRI.

UNE PRISE EN COMPTE EN AMONT DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La majeure partie de l'agglomération est comprise soit dans un site classé (Esterel), soit dans un site inscrit.

Au total, les zones à enjeux de biodiversité couvrent une large part du territoire, en dehors des zones les plus densément urbanisées.

Les 6 cours d'eau principaux du territoire accueillent des sites de frayères pour les poissons de catégorie 1 et 2.

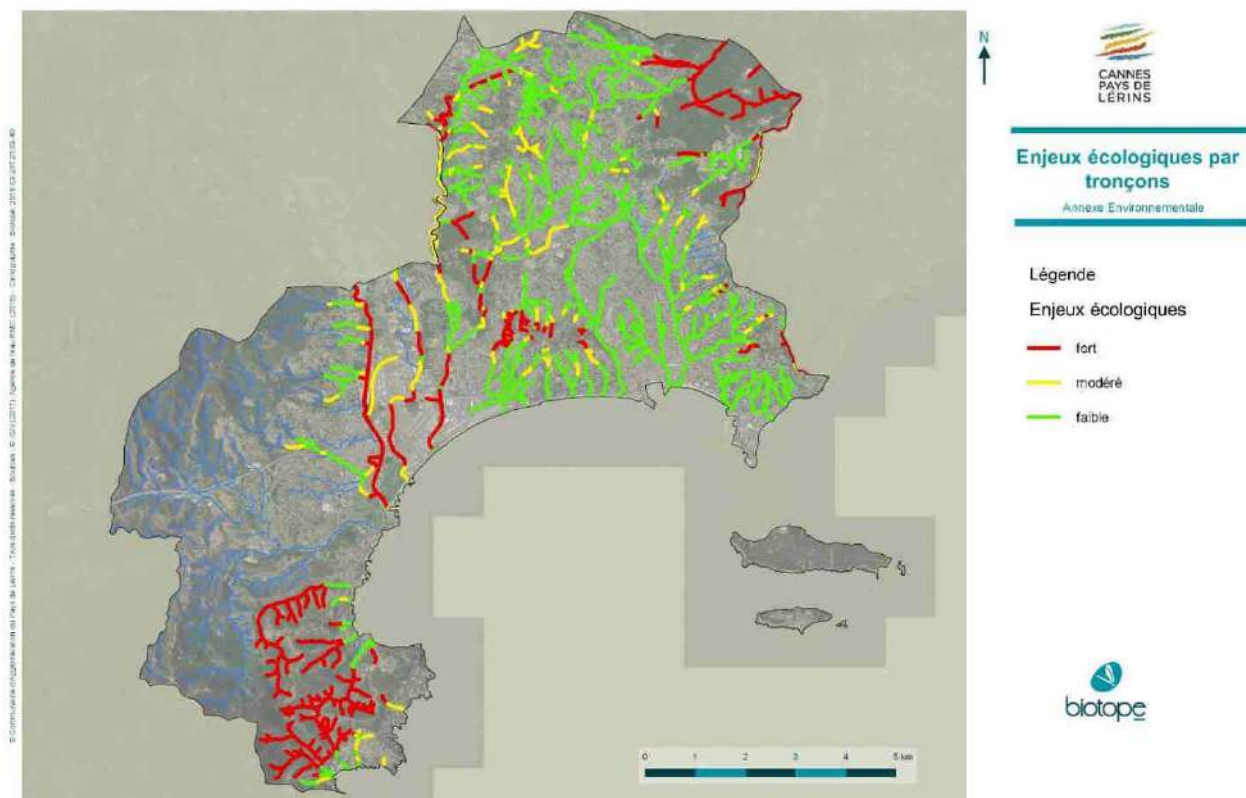
Les zones humides sont présentes sur le territoire majoritairement le long des cours d'eau majeurs, le Riou de l'Argentière et ses affluents, la Siagne, le Béal, le ruisseau de la Valmasque et le ruisseau de la Bouillide ainsi que le canal de la Siagne. D'autres zones humides sont présentes sous la forme d'étang, plan d'eau artificiel etc.

La synthèse des enjeux écologiques des cours d'eau permet de prioriser les cours d'eau et d'identifier les secteurs à préserver, restaurer ou valoriser.

Outre la Siagne et le Béal, il s'agit essentiellement :

- du Riou de l'Argentière
- de la Frayère aval
- de tronçons médians de la Petite et de la Grande Frayère

- des affluents de la Brague à Mougins
- des têtes de bassin



Nota : hors Riou de l'Argentière, qui n'était pas intégré au périmètre lors des analyses

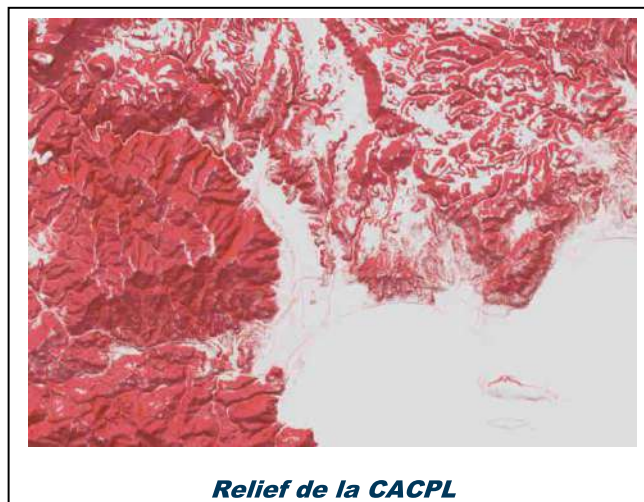
DES RISQUES QUI AFFECTENT TOUT LE TERRITOIRE

Le climat méditerranéen qui caractérise le territoire de la CACPL est marqué par des précipitations soutenues durant les intersaisons (à l'automne et au printemps), souvent sous forme d'orage.

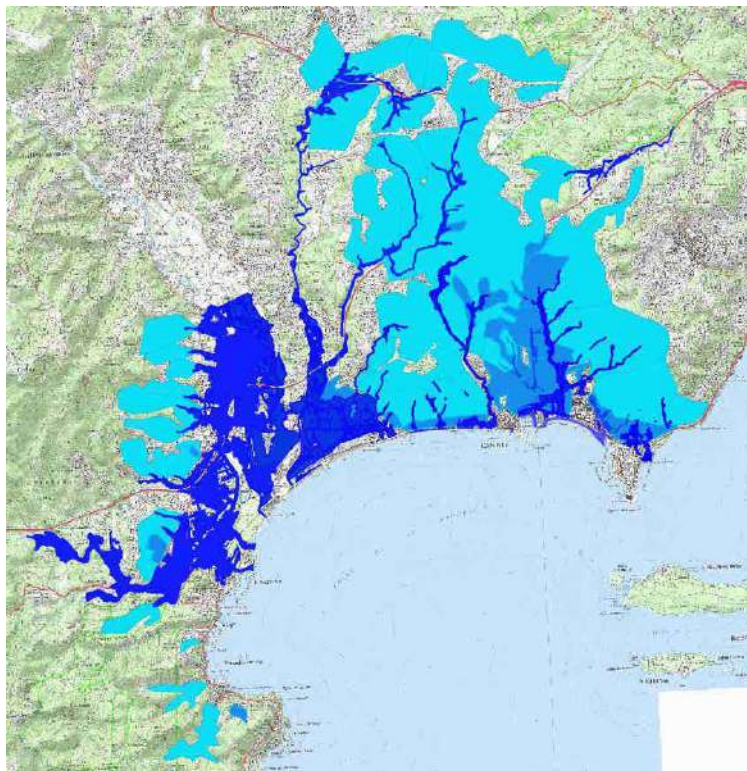
Ces pluies intenses peuvent représenter jusqu'à 40% du total de pluie annuel en 3 mois, et apporter en quelques heures 4 fois plus d'eau que la moyenne mensuelle en un lieu donné, notamment à proximité du relief.

Toutefois, l'averse du 3 octobre n'explique pas à elle seule les hauteurs d'eau atteintes par le ruissellement.

La configuration géographique a favorisé la concentration des écoulements : versants pentus à faible épaisseur de sol, vallons raides, encaissés et courts, souvent urbanisés ...



Relief de la CACPL



Ruissellement et inondation sur le territoire de la CACPL

	Zones inondables
	Zones de ruissellement urbain
	Zones de production directe du ruissellement urbain

La crue d'octobre 2015 a montré un rôle important des embâcles. De nombreux vallons couverts n'ont pas pu atteindre leur capacité maximale en raison d'obstruction à l'entonnement.

Il faut noter également que les risques de submersion littoraux sont ici limités par le relief et les infrastructures linéaires qui longent la côte.

La caractéristique du territoire est la proximité, voire la superposition, entre les zones de production des ruissellements et les zones de débordement de ces mêmes ruissellements.

L'intensité des ruissellements peuvent conduire à des « inondations » même en dehors des zones inondables dûment cartographiées.

Il n'y a pas de limite claire entre zones touchées par la pluie, le ruissellement et l'inondation.

On ne sait pas si c'est « la ville qui déborde dans les vallons ou les vallons qui débordent dans la ville ».

Ce constat, ressenti inconsciemment par les habitants, doit conduire à réfléchir à une gestion du risque à l'échelle de l'ensemble du territoire.

DES DISPOSITIFS DE PREVENTION, D'ALERTE ET DE GESTION DE CRISE QUI SE SONT STRUCTURES DEPUIS 2015

DES PPRI ELABORES EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES

Suite au retour d'expérience réalisé sur les inondations de 2015, l'Etat a engagé une démarche d'élaboration ou de révision des plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) de 4 communes de la CACPL (Mougins, Le Cannet, Cannes, Mandelieu-le Napoule).

L'élaboration de ces PPRI s'est effectuée en relation étroite avec la CACPL et les communes qui ont salué l'effort d'association de l'Etat à leur égard.

UN DISPOSITIF DE PREVISION A PLUSIEURS ECHELLES EN CONSTANTE AMELIORATION

Les inondations sur ce territoire sont liées à des précipitations localisées avec des temps de réaction très brefs.

Le dispositif de prévision pertinent sur le territoire doit donc reposer sur la prévision et la mesure des précipitations sur les bassins versants qui le composent.

Plusieurs dispositifs existent sur le territoire :

- la vigilance météorologique, assurée par Météo France, disponible sur l'ensemble des communes à l'échelle départementale ;
- APIC (Avertissements pluies intenses à l'échelle des communes), assuré par MétéoFrance, disponibles sur certaines communes ;
- service d'alerte local de crue (SDAL), assuré par le SMIAGE, disponibles pour certaines communes.

Le développement d'une culture du risque spécifique à ce territoire intégrant la question des prévisions (intérêt / limites / interprétations) est nécessaire.

La prévision est techniquement délicate sur ce territoire : instrumentation spécifique, modélisation et calage à développer, seuils d'alerte à définir. Mais l'exemple du schéma local d'alerte sur la Siagne et le Riou de l'Argentière montre que des systèmes locaux peuvent être utilement développés.

La couverture du territoire par des systèmes de prévision locaux – notamment sur les zones à enjeux – paraît insuffisante.

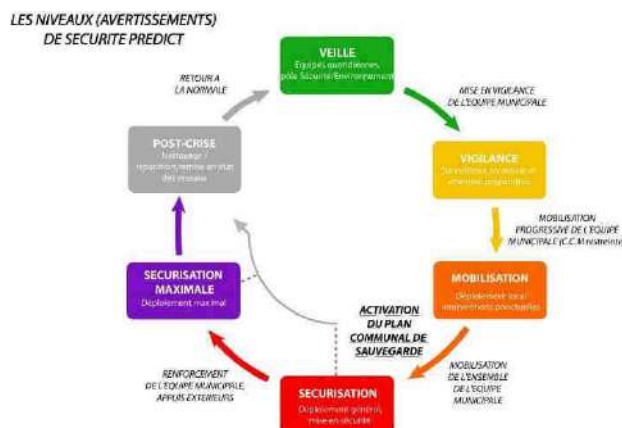
UNE GESTION DE CRISE QUI A TIRE LES LEÇONS DE 2015

La Préfecture, suite à l'évènement du 3 octobre 2015, a renforcé le dispositif de vigilance et d'alerte aux acteurs de la gestion de crise en mettant en place un schéma départemental d'alerte.

Toutes les communes possèdent un PCS et diffusent un DICRIM. Tous les PCS ont été refaits par predict depuis 2015. Les DICRIM ont été également actualisés après l'évènement.

Les communes bénéficient d'un contrat global sur le territoire de CACPL pour l'appui à l'alerte et la gestion de crise. Toutes les communes possédaient un PCS en 2015, mais ceux-ci ont été jugés peu opérationnels dans le retour d'expérience. Face à ce constat et afin de renforcer l'alerte, la société Predict intervient à 2 niveaux :

- La diffusion d'une alerte – indexée sur les niveaux de vigilance de MétéoFrance, mais affinée par l'analyse de la situation par les experts (état de saturation des sols, par exemple), et les échanges avec l'équipe chargée de la prévision au SMIAGE ;
- La refonte des PCS afin de les rendre plus opérationnels avec différents niveaux de sécurité et une montée en puissance graduée.



Les moyens, tant humain que matériel ont été renforcés pour faire face à ce type d'évènement. Cependant, l'organisation des transmissions d'information reste encore mal définie.

Des exercices de gestion de crise ont eu lieu (le dernier en date le 25 septembre 2019 sur la Siagne) : il convient de les poursuivre en augmentant encore leur fréquence afin de former les nouveaux arrivants, permettre une transmission de la connaissance, et procéder aux améliorations continues nécessaires.

La rapidité de la diffusion de l'alerte et la connaissance des comportements à tenir est déterminant pour les évènements soudains et très menaçants auxquels est confronté le territoire de la CAPL.

Le territoire CAPL bénéficie des campagnes de sensibilisation Arc Méditerranéen, mise en place à l'échelle interrégionale depuis 2015.

Plus localement, les moyens d'alerte ont été démultipliés sur les communes. Chaque commune possède son système d'appels en masse ; le choix de prestataire différents constitue un élément de robustesse aux yeux des communes.

Le développement d'une culture du risque spécifique à ce territoire intégrant la question des prévisions (intérêt / limites / interprétations) est nécessaire. D'autant plus que le temps passant, la mémoire de l'évènement du 3 octobre 2015 aura tendance à s'effacer, avec le niveau de vigilance des communes.

La démarche engagée par l'agglomération et les communes place le citoyen au cœur de la politique de prévention : c'est pour lui permettre d'adopter les bons comportements que sont multipliées les actions de formation des scolaires, les démarches PFMS (plans familiaux de mise en sécurité) auprès des familles, le volet pédagogique des diagnostics de vulnérabilité, la diffusion des DICRIM, ...

UNE STRATEGIE ISSUE DE L'ELAN COLLECTIF ENGAGE APRES LA CATASTROPHE DU 3 OCTOBRE 2015

UNE MOBILISATION NECESSAIRE DE TOUS LES LEVIERS

Trois idées clés peuvent résumer les caractéristiques du territoire vis-à-vis du risque d'inondation :

- Une localisation diffuse du risque croisée avec une grande rapidité des évènements : il n'y a pas de solution de continuité entre les zones de production des ruissellements, les zones de ruissellement généralisé et les zones proprement inondable. Tout le territoire est ainsi menacé à des degrés divers.
- L'importance de l'urbanisation, la part notable de personnes âgées, la fréquentation touristique importante en toutes saisons : les facteurs de vulnérabilité sont importants et requièrent des réponses adaptées.
- Le potentiel de rétention, de ralentissement des crues, de régulation en amont des zones menacées est limité en raison du relief et de l'extension de l'urbanisation. La maîtrise d'une crue comme celle de 2015 est une chimère.

En réponse à ces enjeux, seule une combinaison de tous les leviers d'action permettra d'apporter une réponse durable aux enjeux d'inondation :

- ✓ Un travail en profondeur de sensibilisation des populations et d'entretien de la culture du risque
- ✓ Une démarche systématique de réduction de la vulnérabilité
- ✓ Une recherche d'une réduction des ruissellements à l'échelle de la parcelle
- ✓ Des travaux de protection réalistes adaptés à l'importance des enjeux
- ✓ Une valorisation écologique et paysagère des cours d'eau pour leur donner une place dans l'imaginaire collectif.

UNE MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Le diagnostic du territoire a montré que le risque restait diffus, que les zones inondables n'ont pas de limites tranchées et qu'il y a recouvrement entre les zones de production des ruissellements et les zones qui en subissent les conséquences.

Ce constat conduit à privilégier une démarche qui mobilise l'ensemble du territoire.



Cette « mobilisation générale » revêt plusieurs formes :

- Des stratégies sont définies pour chaque parcelle du territoire.
- Des règles d'urbanisme communes prévoient une prise en compte du risque sur tout le territoire, en considérant que des projets hors zones inondables dûment identifiées peuvent être soumis à des risques locaux de ruissellement.
- Le programme d'action cherche à intervenir sur toute la chaîne du ruissellement, de la source à l'embouchure.

En fonction de l'aléa inondation et du degré d'urbanisation, différentes stratégies sont envisagées :

	Zones non inondables	Zones inondables
Non urbanisé	<ul style="list-style-type: none">• Identification des zones contribuant activement au ruissellement urbain → mesures de réduction des ruissellements à la source.	<ul style="list-style-type: none">• Valorisation écologique en zone humide.• Valorisation en zone d'expansion de crue.• Maintien de l'usage actuel considéré comme adapté.
Urbanisation diffuse ou dense	<ul style="list-style-type: none">• Identification des zones soumises à un ruissellement urbain menaçant → prescriptions spécifiques.• Identification des zones contribuant activement au ruissellement urbain → mesures de réduction adaptées au degré d'urbanisation.	<ul style="list-style-type: none">• Réduction de l'aléa possible → actions de réduction de l'aléa + traitement de la vulnérabilité résiduelle.• Réduction de l'aléa difficile → actions de réduction de la vulnérabilité et de gestion de crise.• Priorisation et définition des actions modulées selon l'aléa et le degré d'urbanisation.

5 « leviers stratégiques » sont ainsi identifiés :

Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) au stade complet des bassins versants de la CACPL

Résumé non technique

VERSION 4

Levier stratégique	Application sur les secteurs ciblés	Démarche en dehors des secteurs ciblés
Renforcement de l'expansion des crues	<i>Zones inondables naturelles où une gestion volontariste de l'expansion des crues peut contribuer à atténuer les crues.</i>	<i>Les autres zones inondables non urbanisées doivent être préservées au mieux, mais leur usage actuel compatible avec le risque (agriculture, golf, ...) ne permet pas une gestion plus volontariste.</i>
Gestion spécifique du ruissellement urbain	<i>Secteurs en dehors des zones inondables cartographiées, soumis à un risque de ruissellement urbain notamment sur les corps de rue avec des risques pour les personnes et les biens qui nécessitent une gestion spécifique (mesures de réduction, mesures de mitigation) qui ne relèvent pas de la simple gestion du réseau pluvial.</i>	<i>Risque de ruissellement moins prégnant (pentes faibles ou nulles, bassin versant amont inférieur à 10 ha, faible imperméabilisation, etc.)</i>
Gestion écologique	<i>Secteurs inondables à fort potentiel écologique : démarche de restauration du milieu physique et de la qualité des milieux naturels.</i>	<i>Gestion standard des enjeux écologiques.</i>
Maîtrise des ruissellements	<i>Secteurs prioritaires pour rechercher une maîtrise des ruissellements : secteurs à forte pente à l'amont proche des zones vulnérables, et contribuant à la formation de la pointe de crue.</i>	<i>Politique générale de réduction des ruissellements à l'occasion des projets nouveaux, mais sans mesures volontaristes particulières sur l'existant (zones à faibles pentes, partie aval des grands bassins versants qui ne contribue pas à la pointe de crue).</i>
Réduction de l'aléa	<i>Secteurs où une réduction de l'aléa est possible et souhaitable à l'horizon du PAPI 1. Des mesures de réduction de la vulnérabilité pourront rester nécessaires pour les lieux qui resteront fortement menacés.</i>	<i>Secteur où une réduction de l'aléa est difficile à l'horizon du PAPI1 (solutions techniques difficile ou programmées sur du plus long terme, enjeux ponctuels, etc.). Mesures prioritaires de réduction de la vulnérabilité.</i>

UNE REFLEXION A LONG TERME A L'ECHELLE DU TERRITOIRE

Sur ces bases, le PAPI Cannes Lérins porte l'ambition d'une approche globale à l'échelle du territoire et du recours équilibré aux différentes solutions de prévention et de protection.

Le PAPI prévu sur 6 ans sera inclus dans une stratégie à 20 ans.

Un panachage subtil entre les différentes voies de mise en sécurité des populations est proposé :

- Un travail ambitieux sur la rétention des ruissellements à la source ;
- Une reconfiguration « raisonnée » des sections des vallons urbains ;
- Un recours pertinent aux ouvrages hydrauliques ;
- Une réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes
- Un travail de sensibilisation de la population avec pour enjeu l'entretien de la mémoire du risque

Les mesures sont ajustées et priorisées en tenant compte de l'équilibre entre les enjeux (enjeux humains, et enjeux économiques des biens menacés) et la faisabilité opérationnelle des opérations (coûts, disponibilités foncières, etc.).

UN TRAVAIL AMBITIEUX SUR LA RETENTION DES RUISSELLEMENTS A LA SOURCE, POUR L'INTEGRATION DU RISQUE DANS L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DANS L'URBANISME

Sur un secteur de relief très urbanisé, la maîtrise de la production du ruissellement est un enjeu majeur, même si l'on sait que pour des événements type octobre 2015, la saturation des sols est telle que tous les dispositifs sont saturés.

A travers les documents d'urbanisme, une stratégie ambitieuse sera déployée :

- Promotion d'une démarche novatrice de qualification et de prise en compte des phénomènes de ruissellement urbain, qui sera déclinée sur l'ensemble du territoire à travers un **schéma directeur des eaux pluviales (SDEP)** et un zonage pluvial ;
- Compensation de l'imperméabilisation de tout projet nouveau, avec mise à niveau de l'existant à cette occasion ;
- Réflexion sur des démarches pilotes pour réduire la production des parcelles construites même lorsqu'il n'y a pas de projet, par exemple en favorisant **la déconnexion des eaux pluviales du réseau en les détournant vers les jardins** avec des aménagements légers ;
- Réduction du ruissellement des secteurs naturels par des dispositifs de terrasses de pierres sèches (restanques) ou de modelé des vallons.



Restanque sur la Croix des Gardes

UNE RECONFIGURATION « RAISONNEE » DES SECTIONS DES VALLONS URBAINS

La majeure partie du territoire est concernée par des vallons qui ont été fortement calibrés, et surtout couverts, dans leur traversée des zones urbaines.

La section de ces vallons est le plus souvent très inférieure à celle nécessaire pour évacuer les événements les plus rares.

Sur la base d'une identification de la capacité « nominale » de ces vallons (c'est-à-dire, la capacité générale sans tenir compte des points singuliers), et des points singuliers qui la réduisent localement, la démarche engagée prévoit deux approches complémentaires :

- Une intervention sur les points singuliers pour atteindre à court terme la capacité nominale ;
- Un objectif de capacité à long terme qui servira à guider les interventions urbaines structurantes qui pourront survenir (sur le modèle de la reprise des Cadereaux de Nîmes, toujours inachevée 30 ans après la crue de 1988 qui a servi de catalyseur).

UN RECOURS PERTINENT AUX OUVRAGES HYDRAULIQUES

Les réflexions en cours partagées avec les communes sur les meilleures réponses à apporter pour réduire l'intensité des débordements s'orientent vers un recours très ciblé aux ouvrages hydrauliques structurants :



Le vallon de la Foux au Cannet

- Concernant **les dispositifs de rétention**, ils ne peuvent pas représenter une solution généralisée en raison de la géographie du territoire : de fortes pentes et des vallons encaissés qui rendent le ratio volume / hauteur d'ouvrage peu efficient, une occupation de l'espace (entre urbanisation et espaces naturels résiduels très protégés) qui laisse peu de marge à des aménagements lourds. Leur déploiement sera surtout envisagé à l'amont des bassins versants, lorsque des volumes mobilisables avec des hauteurs d'eau modérées répondent efficacement aux volumes de ruissellement en jeu. Sur la partie aval des vallons, seuls des « barrages » de hauteur importante pourraient apporter un gain qui reste souvent incertain en raison de la variabilité des hypothèses hydrologiques. Ce type d'ouvrage ne pourra être envisagé que de manière exceptionnelle.
- Concernant **les systèmes d'endiguement**, ils sont historiquement peu présents sur le territoire. Il ne semble pas pertinent d'y recourir massivement, parce qu'ils sont peu adaptés à la brutalité des phénomènes en jeu.

UNE REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES

Le contexte des cours d'eau et vallons de la CACPL, notamment les fortes pentes qui rendent les bassins de rétention inefficients et le tissu urbain qui engendre un manque d'espace pour des aménagements hydraulique conduit ainsi à reconnaître que les secteurs touchés en 2015 resteront menacés, même si on compte réduire la fréquence et l'intensité des phénomènes.

La réduction de vulnérabilité est donc apparue comme une voie incontournable sur l'ensemble du territoire.

La démarche a été initiée sur les secteurs les plus menacés (aléa fort) : elle reste indispensable sur tous les secteurs potentiellement touchés, puisque le programme ne supprimera pas les risques pour les événements les plus violents. Les PPRI vont généraliser les diagnostics et les travaux de réduction de vulnérabilité sur les secteurs cartographiés comme inondables.



Flyer

Diagnostic de vulnérabilité à destination du public

UN TRAVAIL DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION AVEC POUR ENJEU L'ENTRETIEN DE LA MEMOIRE DU RISQUE

Le travail de sensibilisation de la population a été engagé dans la continuité des communications réalisées pour accompagner les sinistrés de la crue d'octobre 2015.

Il passe par la mise en place d'ambassadeurs du risque, chargés de former les habitants, en particulier ceux résidant dans les zones les plus susceptibles d'être impactés, aux comportements à adopter en cas d'inondation.

Des démarches ciblées sur les différentes populations concernés (habitants des zones à risque, touristes, scolaires, professionnels, etc.) sont prévues.

UN RENFORCEMENT CONTINU DU DISPOSITIF DE SURVEILLANCE, D'ALERTE ET DE GESTION DE CRISE

En partenariat étroit d'une part avec le SMIAGE qui concentre les compétences techniques et les communes qui portent la responsabilité de la gestion de crise, un processus continu de renforcement des connaissances, des outils d'observation en temps réel, de prévision et d'alerte, et des procédures de gestion de crise est engagé et sera conforté dans le PAPI 2021-2026.

UNE PRIORISATION DES ACTIONS ET LA DEFINITION D'UNE STRATEGIE A COURT TERME

Cette réflexion à long terme permet de définir une stratégie cohérente à l'échelle du territoire.

Toutefois, elle représente un investissement dépassant 150 M€ : les moyens financiers mobilisables imposent d'étaler cette stratégie sur au moins trois programmes de 6 ans.

Pour le plan d'action 2021 – 2026, la priorisation des interventions a reposé sur les principes suivants :

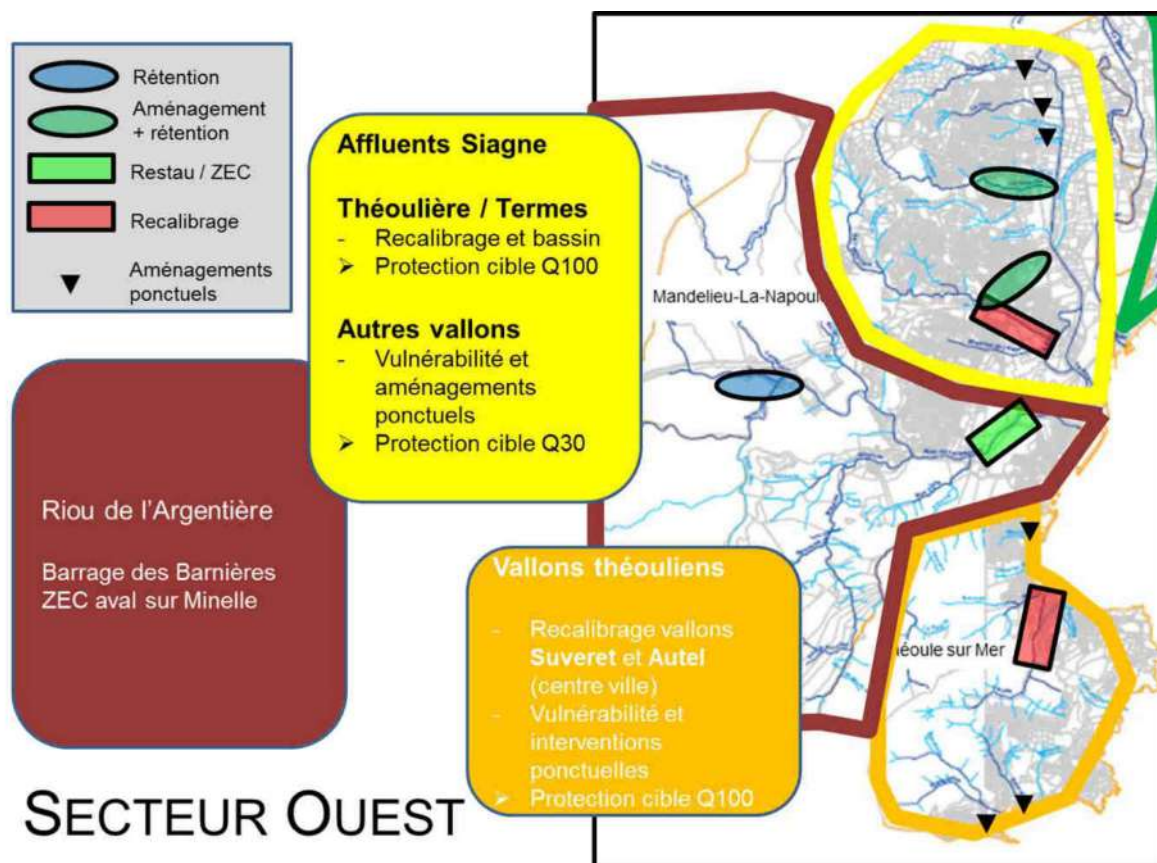
- Poursuivre et amplifier le travail de sensibilisation des populations, d'optimisation des moyens de surveillance et d'alerte, de mutualisation des moyens de gestion de crise et de réduction de la vulnérabilité engagé dans le cadre du PAPI d'intention.
- Concentrer les efforts de protection sur les secteurs les plus touchés en 2015 où une action à court terme est possible :
 - *Le Riou de l'Argentière*
 - *Le centre ville de Mandelieu (Théoulières et vallon des Termes)*
 - *La Frayère amont dans le secteur de la Plaine (Mougins)*
 - *La Frayère aval dans le secteur Garibondy – La Bocca (Le Cannet et Cannes).*

Les secteurs du Riou de Cannes et surtout de la Foux (boulevard de la République), particulièrement touchés en 2015, sont trop contraints pour une intervention à court terme : il est nécessaire d'envisager un programme d'action de longue haleine sur le modèle de ce qui a été fait à Nîmes sur les « cadereaux » (les vallons nîmois) après la catastrophe de 1988 : trente ans après, le programme porte largement ses fruits, mais n'est pas encore totalement achevé.

- Pour les secteurs qui ne peuvent pas être traités en profondeur dès le programme 2021-2026 :
 - *Engager les études pour être prêt à intervenir dès que les moyens financiers seront disponibles*
 - *Renforcer le programme de réduction de la vulnérabilité pour améliorer sensiblement la sécurité des populations*
 - *Garantir le bon fonctionnement des ouvrages hydrauliques dans leur capacité actuelle : entretien des cours d'eau, pièges à embâcles, dégraveurs, ouvrages d'entonnement.*

UNE DECLINAISON PAR SECTEURS GEOGRAPHIQUES

SECTEURS OUEST (VALLONS THEOULIENS ET MANDOLOCIENS, RIOU DE L'ARGENTIERE)



La stratégie à long terme intègre des aménagements sur l'ensemble des vallons, de différente ampleur selon le contexte local et l'importance des enjeux menacés :

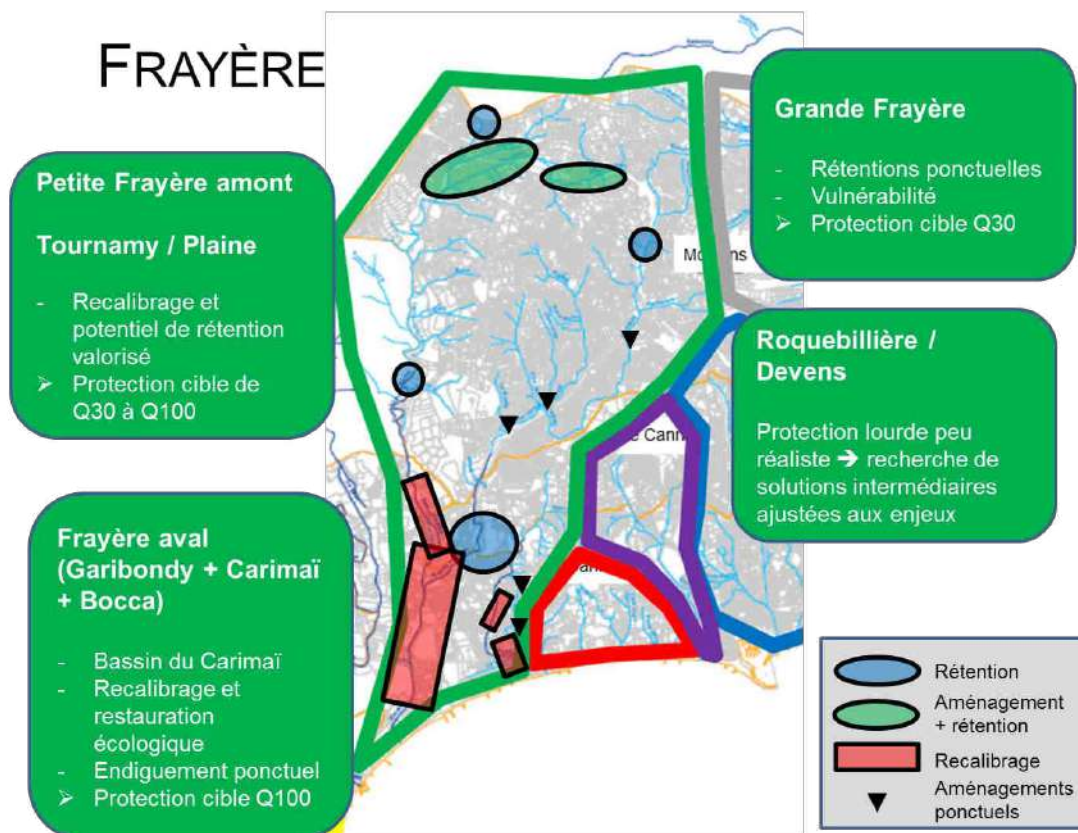
- Des aménagements structurants sur le Riou et la Théoulière à Mandelieu et le vallon de l'Autel à Théoule
- Des aménagements plus ponctuels sur les autres vallons mandolociens et théouliens, avec toutefois une attention particulière portée sur les vallons de la Vernède et de la Sumerie.

La priorité a été accordée en PAPI1 au traitement du Riou de l'Argentière (amorcé dans le cadre du PAPI Riou) où ont été constatés tous les décès à Mandelieu en 2015.

L'importance des investissements nécessaires sur le Riou de l'Argentière a conduit à phaser les travaux sur la Théoulière, avec en PAPI1 un bassin de rétention sur le vallon des Termes qui apporte une première protection du quartier du Cottage, et à décaler les travaux sur les autres vallons de Mandelieu.

Sur Théoule, la ville a souhaité adapté le calendrier de la reprise du vallon de l'Autel au calendrier prévisionnel de requalification du centre-ville, après 2026.

FRAYÈRE ET ROQUEBILIERE



La stratégie à long terme comprend :

- Une conjugaison d'ouvrages de rétention et de recalibrage sur le haut bassin de la Petite Frayère (Mougins) pour protéger les zones urbanisées sans aggraver le risque à l'aval ;
- Des travaux plus ponctuels sur les hauts bassins de la Grande Frayère amont et de la Roquebilière, adaptés à des enjeux forts, mais isolés ;
- Une valorisation du potentiel de ralentissement des crues sur les tronçons intermédiaires moins urbanisés
- Une réflexion à poursuivre sur la plaine de la Bocca inondée par la Roquebilière et le Devens pour tirer profit des projets en cours d'émergence (Projet Cannes Grand Ouest, Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur) qui offrent des opportunités intéressantes ;
- Une programme ambitieux et cohérent de protection de la Frayère aval, pour une protection centennale, y compris les parties aval de la Petite Frayère et de la Grande Frayère.

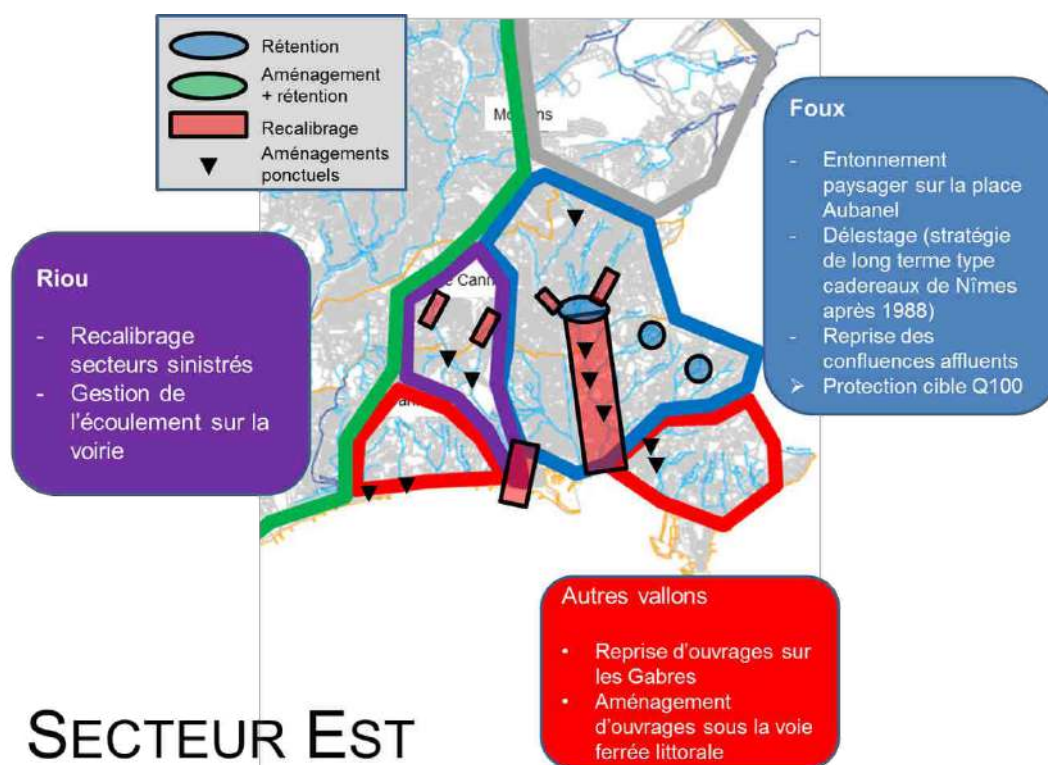
La priorité a été donnée en PAPI1 aux programmes d'ensemble sur la Plaine à Mougins et sur la Frayère aval, ainsi qu'à des aménagements plus ponctuels visant des enjeux sensibles (Palestre).

SECTEURS EST (VALLONS CANNOIS ET MOUGINOIS)

Sur les vallons cannois, l'intensité de l'urbanisation rend difficile toute intervention sur les vallons existants, coincés entre les habitations quand ils ne sont pas totalement couverts.

La seule solution de long terme est l'aménagement de délestages sous les avenues : des études de faisabilité seront conduites pendant le 1^{er} PAPI pour préciser les conditions de réalisation de ces ouvrages et préciser l'articulation des travaux avec les projets de requalification de ces avenues.

Dans le 1^{er} PAPI, seuls des travaux ponctuels sont programmés, pour garantir le fonctionnement à pleine capacité des ouvrages existants (secteur Impasse Nouvelle sur le Riou, secteur Aubanel sur la Foux, vallon de la Californie).



Sur les affluents mouginois de la Brague, le secteur de l'Ecoparc a connu des débordements en 2015.

Le programme prévoit l'aménagement d'un bassin de 8500 m³ sur le vallon du Ferrandou en amont de l'Ecoparc, et un recalibrage des ouvrages et sections limitantes.

LE PROGRAMME D'ACTIONS

Le PAPI Cannes Pays de Lérins déploie les 7 axes du cahier des charges PAPI3, auxquels s'ajoutent un axe 0 pour le pilotage global du programme et un axe 8 qui concerne la gestion environnementale des eaux.

Les 3 premiers axes, déjà largement engagés avec le PAPI d'intention, sont poursuivis et renforcés.

Sur les axes 4 à 7, le PAPI revendique un « pragmatisme ambitieux », en travaillant sur une articulation entre traitement à la source des ruissellements, réduction de la vulnérabilité, ralentissement des écoulements et protections des secteurs les plus menacés.

AXE 0 - PILOTAGE, COORDINATION ET SUIVI DES ACTIONS

La mobilisation d'un(e) chargé(e) de mission dédié au suivi du PAPI sera la condition essentielle de la réussite de la démarche.

La stratégie générale étant fixée à l'horizon 20 ans, l'évaluation en temps réel de la mise en œuvre du PAPI, le bilan général en fin de période et la préparation du PAPI suivant prendront une teinte spécifique, ambitieuse : il s'agira d'évaluer à l'avancement dans quelle mesure les retours d'expérience des premières opérations et les résultats des études prévues conduiront à amender la stratégie globale.

AXE 1 – AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE

Un travail important a été déjà réalisé pour connaître les risques : ils sont aujourd'hui complètement cartographiés sur l'ensemble des vallons.

En parallèle, les communes et la CACPL ont enclenché des campagnes de sensibilisation à destination des différents publics : habitants des zones les plus vulnérables, scolaires, touristes, etc.

Il est fondamental de poursuivre sur le long terme cette démarche pour que la mémoire du risque ne disparaisse pas.

L'expérience montre que la mémoire d'une crue catastrophique est vive pendant 5 ans, mais s'estompe au-delà de 10 ans et disparaît après 20 ans.

Une « maison du risque » sera créée : elle sera au cœur de la démarche de sensibilisation, de culture de la mémoire du risque et de la formation des différents publics.

Axe 1 : les actions phares

- Création d'outils pédagogiques pour la « maison du risque »
- Campagnes de sensibilisation du public
- Formation des acteurs à la gestion de crise et à la prise en compte du risque dans l'urbanisme.

AXE 2 - SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS

Axe 2 : les actions phares

- Instruments de mesures complémentaires dans les vallons
- Améliorer la compréhension des phénomènes météorologiques

Sur des vallons qui réagissent très vite à des pluies soudaines, l'annonce de crue se confond avec l'alerte.

L'agglomération poursuivra le programme d'équipement en instruments de mesure de la pluie et des débits d'écoulement, pour mieux comprendre année après année la réaction des différents vallons.

AXE 3 - ALERTE ET GESTION DE CRISE

L'alerte et la gestion de crise ont été complètement repensées pour tenir compte des enseignements des événements d'octobre 2015.

Les communes, en 1^{ère} ligne sur ces enjeux de sécurité publique, sont toutes dotées de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) et de DICRIM (Document d'information communal sur les risques majeurs).

L'objectif est d'être en mesure d'agir, même si la prochaine inondation n'a lieu que dans 10 ou 20 ans, pour :

- éviter les atteintes aux personnes
- limiter les dommages matériels
- organiser la reprise rapide de l'activité après l'évènement.

Axe 3 : les actions phares

- Animation d'un groupe de travail « PCS » pour échanger les bonnes pratiques, encadrer les nouveaux arrivants, organiser et tirer les enseignements des exercices de gestion de crise, travailler régulièrement sur des thématiques particulières.
- Sécurisation des axes routiers et des sites sensibles

Une des ambitions du PAPI est de rechercher les leviers de **mutualisation des moyens des communes pour une meilleure gestion collective des crises**.

AXE 4 - PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME

Les plans locaux d'urbanisme (PLU) intègrent de mieux en mieux l'ensemble des risques : les zones inondables, qu'elles soient identifiées dans le PPRI ou non, font l'objet de prescriptions pour limiter ou adapter (selon l'intensité des crues) la construction de nouveaux bâtiments.

Des règles communes de gestion des inondations et des eaux pluviales ont été élaborées : elles seront incorporées progressivement aux PLU à l'occasion de leur révision.

Les projets structurants, comme le projet urbain de Cannes Grand Ouest entre la Frayère et la Bocca, feront l'objet d'une prise en compte exemplaire des risques.

Les zones soumises à des risques de ruissellement sur les rues sont aujourd'hui mal connues : un travail innovant de cartographie de ce risque spécifique sera engagé.

Sur un secteur de relief marqué très urbanisé, la maîtrise de la production du ruissellement est un enjeu majeur, même si l'on sait que pour des événements type octobre 2015, la saturation des sols est telle que tous les dispositifs sont saturés.

Axe 4 : les actions phares

- Harmoniser les règles de gestion des inondations et des eaux pluviales, au travers des règles communes qui seront incorporées progressivement aux PLU au fur et à mesure de leur révision
- Cartographie innovante du ruissellement à l'échelle du territoire

AXE 5 - REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES PERSONNES ET DES BIENS

Un événement comme celui de 2015 ne pourra pas être totalement maîtrisé : les actions de prévention et de protection des inondations envisagées (axes 6 et 7) vont permettre de réduire la fréquence des inondations, leur importance, mais ne pourront pas supprimer tout risque :

- La violence des pluies conduit à des volumes d'eau très importants difficiles à maîtriser.
- Les fortes pentes, le relief souvent accusé et l'urbanisation des collines ne permettent pas de généraliser des ouvrages de rétention des eaux à la hauteur des volumes en jeu.
- La couverture ou le busage des nombreux vallons, ainsi que l'urbanisation souvent au plus près des vallons encore à ciel ouvert, rendent difficile l'écoulement des eaux.



Démonstration d'un batardeau
devant les locaux de MAYANE

Axe 5 : les actions phares

- Poursuivre les diagnostics
- Accompagner les riverains pour réaliser les travaux
- Réduire la vulnérabilité des établissements recevant du public

La réduction de vulnérabilité restera donc une voie incontournable sur l'ensemble du territoire.

La démarche a été initiée sur les secteurs les plus menacés (aléa fort) : elle reste indispensable sur tous les secteurs potentiellement touchés, puisque le programme ne supprimera pas les risques pour les événements les plus violents.

L'effort sera concentré sur les secteurs prioritaires à forts enjeux qui ne bénéficieront pas du programme de protection

du PAPI1 en raison de la complexité de la mise en œuvre du programme (coûts, insertion urbaine), et les secteurs plus isolés dont la protection apparaît difficile.

Un déploiement de Plans Familiaux de Mise en Sécurité (PFMS) et de Plans d'Organisation de Mise en Sécurité (POMS, pour les établissements recevant du public) est prévu.

AXE 6 - RALENTISSEMENT DES ECOULEMENTS

Le programme prévoit des interventions à plusieurs niveaux :

- Un travail de longue haleine à l'échelle de la parcelle pour réduire le ruissellement. Dans les zones naturelles, une opération pilote de restauration et d'aménagement des ouvrages de ralentissement comme les « restanques » traditionnelles. Dans les zones pavillonnaires, on accompagnera les propriétaires pour mettre en œuvre des mesures simples de rétention des eaux : modelé du jardin, orientation des eaux du toit vers un point bas de la propriété plutôt que vers le réseau public...
- Une restauration du lit naturel des cours d'eau où c'est encore possible pour valoriser les zones d'expansion des crues (la Frayère sur Mougins, secteur de Minelle à Mandelieu sur le Riou de l'Argentière).
- Des bassins de rétention des eaux sur des terrains non urbanisés résiduels dans les zones à enjeux (secteur de la Plaine à Mougins, rue des Vignes à Mandelieu, Impasse Nouvelle sur le Riou, la Palestre sur la Roquebilière).
- Deux bassins de rétention structurants :
 - Le barrage des Barnières sur le Riou de l'Argentière pour protéger les zones les plus vulnérables de Mandelieu.
 - Le bassin du Carimaï, sur la Grande Frayère, pour protéger l'aval du bassin versant, dans le secteur de la Bocca.

Axe 6 : les actions phares

- Opération pilote de réduction des ruissellements dans les collines et les zones pavillonnaires.
- Ouvrage de ralentissement dynamique des Barnières sur le Riou de l'Argentière.
- Zone d'expansion des crues de Minelles sur le riou de l'Argentière
- Ouvrage de ralentissement dynamique du Carimaï sur la Grande Frayère.



Projet de barrage des Barnières

Au total, le volume stocké dans les bassins de rétention dépassera 500 000 m³.

AXE 7 - GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUES

La majeure partie du territoire est concernée par des vallons qui ont été fortement calibrés, et surtout couverts, dans leur traversée des zones urbaines.

La section de ces vallons est le plus souvent très inférieure à celle nécessaire pour évacuer les eaux d'événements pluvieux exceptionnels.

Le programme d'intervention prévoit la reprise complète des réseaux enterrés ou cuvelés (section bétonnée à ciel ouvert) lorsque les enjeux le justifient.

Mais ce programme devra être conduit sur du long terme.

Sur la Foux (Le Cannet et Cannes, secteur du boulevard de la République), l'ampleur des travaux (près de 50 M€ pour atteindre la capacité nécessaire) ne permet pas de les réaliser dans les toutes prochaines années.

Un programme à long terme est défini : il devra être décliné dans le temps en tenant compte des points singuliers à traiter en priorité, des perspectives de requalification urbaine qui pourraient être conduite

en même temps et des capacités financières.

L'exemple de Nîmes est à ce titre instructif. Fortement touchée en 1988, la ville a programmé une reprise des « cadereaux » (le nom local des vallons) qui s'est engagé progressivement : 30 ans après, tout n'est pas encore achevé, mais la situation s'est très fortement améliorée.

Axe 7 : les actions phares

- Recalibrage du vallon de la Plaine à Mougins
- Aménagement pour une protection centennale de la Frayère aval, y compris les deux branches terminales de la Petite Frayère (doublement de l'ouvrage sous l'A8) et de la Grande Frayère (bassin du Carimaï).

Les interventions seront déclinées selon les mêmes principes, mais sur des horizons plus courts, sur des vallons moins importants ou moins urbanisés où les enjeux sont forts : Théoulière et Vernède à Mandelieu, vallon de l'Autel à Théoule-sur-Mer, Riou de Cannes, La Plaine à Mougins, etc.

Sur les secteurs identifiés comme présentant de forts enjeux écologiques, le programme de travaux a été conçu de façon à valoriser la restauration morphologique et écologique des cours d'eau et la continuité paysagère : c'est le cas notamment sur les parties aval du Riou de l'Agentière et de la Frayère.

AXE 8 - GESTION ENVIRONNEMENTALE DES EAUX

Le PAPI comprendra des actions destinées à l'amélioration des milieux aquatiques.

Une des priorités est de travailler sur toutes les canalisations d'eaux usées qui ont été posées par facilité dans les vallons.

Un programme de résorption des canalisations sera établi, et des actions prioritaires seront engagées dès les prochaines années.

Au-delà de cette « mise à niveau », l'ambition du PAPI est de favoriser la biodiversité dans les vallons, et d'en refaire des lieux de vie au quotidien.



Le Riou de l'Agentière à Mandelieu

Axe 8 : les actions phares

- Traitement des canalisations obstacles et sources de pollutions dans les vallons
- Gestion globale de la biodiversité : stratégie de compensation des espèces protégées concernées par les interventions
- Poursuite des DIG (Déclarations d'intérêt général) entretien des vallons
- Revalorisation paysagère et sociale des vallons (cf. école du paysage)

Une étude globale sur les espèces protégées potentiellement concernées par les interventions (typiquement, la Consoude bulbeuse largement répandue sur les vallons) permettra de définir une stratégie de compensation dans le cadre de l'entretien des vallons, de façon à pouvoir planifier les interventions.

Une réflexion a été engagée avec l'Ecole du Paysage de Marseille pour favoriser la réappropriation des vallons par la population : c'est sans doute le meilleur vecteur d'une prise de conscience durable de leur importance sur ce territoire.

CONCERTATION SUR LE PROJET DE PAPI

La démarche d'information et de consultation du public sur le PAPI ne pouvait pas être dissociée du travail de concertation que les collectivités ont engagé dès le lendemain de la crue du 3 octobre 2015.

En effet, le traumatisme de l'évènement a nécessité un dialogue permanent avec la population sur les réponses tant individuelles que collectives qui pouvaient être apportées : les actions prévues dans le PAPI ont souvent émergé de ces échanges.

La concertation propre au PAPI n'est donc intervenue que comme la « clé de voûte » des deux démarches de concertation engagées entre 2015 et 2019 :

- La **concertation publique** portée par les communes et l'agglomération, qui s'est prolongé par des échanges permanents entre le pôle « cycle de l'eau » de la CACPL (et les services correspondants des communes) et les habitants concernés ;
- Les **concertations réglementaires** (PPRI, PLU, DIG) qui ont bien évidemment aussi permis l'expression de la population sur les enjeux d'inondation et les solutions à apporter.

LES ACTIONS DES COMMUNES A LA SUITE DU 3 OCTOBRE 2015

A la suite de la tragédie du 3 octobre 2015, les maires ont enclenché une dynamique pour aller au contact de la population, recueillir ses besoins et revendications. Ces actions ont par la suite permis de nourrir le diagnostic de territoire du PAPI Cannes Lérins :

- Au moment de la gestion de la crise humaine, **dispositifs d'écoute et d'accompagnement**
- **Documents d'information** et actions de sensibilisation
- **Réunions publiques**

Dans le cadre des compétences GEMAPI acquises par la CACPL et de la mise en œuvre du PAPI d'intention, de nombreux contacts avec la population ont été noués :

- 3000 réclamations des usagers auprès de la CACPL, concernant en particulier l'entretien des vallons, des problématiques de fuite et débordement des eaux (notamment inondation de caves, parkings).

- 300 visites à domicile (à ce jour) réalisées dans le cadre de la mission de réduction de la vulnérabilité conduite par le cabinet Mayane.

CONCERTATIONS REGLEMENTAIRES

En à peine 4 ans, une dizaine de concertations réglementaires ont permis de dialoguer avec les populations entre autres sur le risque inondation : PPRI, PLU, DIG.

CONSULTATION SUR LE PROJET DE PAPI

La consultation menée suite à l'élaboration du PAPI Cannes Lérins est venue conclure la démarche engagée avec la population depuis le 3 octobre 2015.

Un livret de consultation incluant des cartes schématiques des aménagements prévus a été mis en ligne sur le site web de la CACPL début août 2019, invitant les administrés à fournir leur avis sur la démarche. Une réunion publique a été organisée le 27 septembre 2019, afin de recueillir les avis de la population sur les propositions d'actions formulées par la CACPL.

Au total, l'expression du public sur le projet de PAPI a été limitée, mais cela s'explique aisément :

- Une forte attente de solutions, et donc une adhésion de principe au projet.
- Une cohérence d'ensemble saluée qui fait écho aux messages portés par toutes les collectivités depuis 2015 : il faut noter en particulier l'idée centrale aujourd'hui largement partagée que les risques peuvent être atténués, mais en aucun cas supprimés.
- Des opérations qui ont peu d'impacts directs pour les riverains : ouvrages utilisant des secteurs sinistrés évacués après la crue (hameau de Carimaï, Impasse Nouvelle, camping et tennis de Mandelieu, ...), intervention sur des sites non construits, etc. : les oppositions locales de propriétaires fonciers n'ont jamais conduit à une critique des fondements du projet.

EVALUATION DU PROGRAMME D'ACTION

SYNTHESE DES GAINS ESCOMPTEES A L'HORIZON DU PAPI 1

Les effets attendus du PAPI 2021-2026 relèvent de 4 composantes complémentaires :

- Une appropriation des enjeux d'inondation par l'ensemble des acteurs et populations du territoire : citoyens, scolaires, touristes, aménageurs, services des collectivités, entreprises :
 - Par la mise en place de la « maison du risque » ;
 - Par des campagnes ciblées à destination des différents publics ;
 - Par les effets incitatifs et pédagogiques des nouvelles règles inscrites dans les documents d'urbanisme.
- Une organisation renforcée pour la prévention des risques, l'alerte et la gestion de crise :
 - Par la mise en œuvre des nouveaux PPRI et des règles communes de prise en compte des risques de ruissellement et d'inondation dans les documents d'urbanisme ;
 - Par le renforcement des outils de connaissance et d'alerte ;
 - Par la mutualisation des moyens de gestion de crise des communes.
- Une réduction généralisée de la vulnérabilité du bâti sur les secteurs qui ne peuvent pas bénéficier à court terme de travaux de protection.

- Une protection efficace des secteurs identifiés comme prioritaires après prise en compte de l'équation enjeux / faisabilité / coûts, et une définition des travaux à engager par la suite sur les autres secteurs :
 - Des interventions massives sur le Riou de l'Argentière et la Frayère (Petite Trayère et Frayère aval)
 - Des actions plus localisées sur des secteurs particuliers (Californie, Termes, ...) et à l'entrée des vallons couverts pour assurer leur fonctionnement à pleine capacité (Impasse Nouvelle, place Aubanel, Roquebilière, Devens, ...).

D'autres secteurs à fort enjeu ne peuvent pas être traités à court terme : Riou de Cannes, Foux au Cannet et Cannes, Autel à Théoule.

La principale raison est la nécessité de préciser les conditions de réalisation en cohérence avec les projets urbains, dans la mesure où les travaux nécessiteront des interventions sur des axes routiers majeurs. La Théoulière à Mandelieu a été différée en raison des investissements nécessaires sur le Riou de L'Argentière voisin.

Ces secteurs seront étudiés dans le cadre du PAPI 2021-2026 pour permettre d'engager les travaux dans la foulée.

BILAN FINANCIER

LE PROGRAMME A LONG TERME

Le programme a été élaboré sur une durée prévisionnelle de l'ordre de 20 ans (3 PAPI successifs).

Il assure une cohérence d'ensemble dans laquelle s'insère le programme 2021-2026.

Les actions au-delà du premier PAPI devront bien évidemment être réinterrogées à la lumière du retour d'expérience du premier PAPI et des études qui auront été conduites pour préparer les programmes suivants.

Le bilan financier prévisionnel du programme complet s'établit comme suit :

PROGRAMME GLOBAL SUR 20 ANS	
	141 343 000
AXE 0 – PILOTAGE, COORDINATION ET SUIVI DES ACTIONS	1 100 000
AXE 1 – AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE	1 462 000
AXE 2 - SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS	810 000
AXE 3 – ALERTE ET GESTION DE CRISE	1 226 000
AXE 4 – PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME	695 000
AXE 5 – ACTIONS DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES PERSONNES ET DES BIENS	2 890 000
AXE 6 – RALENTISSEMENT DES ECOULEMENTS	27 945 000
AXE 7 – GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUE	101 930 000
Axe 8 - GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	3 285 000

LE PAPI 2021-2026

Le PAPI 2021-2026 s'inscrit dans la logique du programme complet : toutefois, il s'agit d'un programme autonome, c'est-à-dire qu'il trouve en lui-même sa justification et son équilibre.

PAPI 2021-2026	
	54 211 000
AXE 0 – PILOTAGE, COORDINATION ET SUIVI DES ACTIONS	400 000
AXE 1 – AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE	574 000
AXE 2 - SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS	570 000
AXE 3 – ALERTE ET GESTION DE CRISE	312 000
AXE 4 – PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME	695 000
AXE 5 – ACTIONS DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES PERSONNES ET DES BIENS	2 890 000
AXE 6 – RALENTISSEMENT DES ECOULEMENTS	24 960 000
AXE 7 – GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUE	23 000 000
Axe 8 - GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	810 000

ANALYSE MULTI-CRITERES (AMC) ET/OU ANALYSE COUT-BENEFICE (ACB)

Tous les aménagements programmés dans le PAPI 2021-2026 ont fait l'objet d'une analyse coût-bénéfice et/ou d'une analyse multicritère conforme au cahier des charges PAPI3.

Les principaux résultats des ACB pour les ouvrages majeurs (supérieurs à 2 M€) sont présentés ci-dessous.

DEMA = Dommage évité moyen annuel

VAN = Valeur ajoutée nette

B/C = rapport bénéfice / coût

Action	Travaux M€	DEMA k€/an	VAN à 50 ans M€	Horizon de VAN>0 années	B/C
Riou de l'Argentière	14,9	1 263	16,2	18	1,9
Petite Frayère, Plaine	7,0	403	3,8	26	1,49
Frayère aval, Carimai, Petite Frayère aval (A8)	17,5	1 840	32,1	12	2,6

Dans les trois secteurs, le bilan est largement positif.

Les autres actions ont fait également l'objet d'une analyse multicritères.

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La cartographie amont des zonages réglementaires, contractuels, d'inventaires et autres a permis de maîtriser les conséquences des aménagements proposés.

Aucun aménagement ne se situe au niveau d'un périmètre de protection au titre de la biodiversité. Cependant la majorité des aménagements se situent en site inscrit.

Le projet des Barnières concerne toutefois un site classé.

ENJEUX PARTICULIERS DES SECTEURS DE PROJET

Chaque ouvrage a fait l'objet d'une évaluation en amont des enjeux écologiques afin d'anticiper les différentes contraintes réglementaires.

Cette analyse est réalisée sous forme d'un tableau d'analyse multi-critère prenant en compte les différentes données à disposition, à travers les données bibliographique, les données du SDAGE, les zonages, l'interprétation des milieux via photo-interprétation, et sur quelques terrains via un passage unique sur site.

Les deux grands enjeux environnementaux du programme de travaux sont:

- La réussite des opérations de restauration des lits de la Frayère aval et du Riou de l'Argentières à l'occasion de l'accroissement de leur gabarit hydraulique.
- La prise en compte des enjeux floristiques sur certains sites de rétention : Barnières (avec également des enjeux paysagers), vallon de l'Aussel, bassin du Carimaï.

La lutte contre les espèces envahissantes sera intégrée au sein de la démarche de l'entretien des cours d'eau.

La Communauté d'Agglomération a également engagé une vaste démarche d'accroissement de la connaissance des espèces à enjeux sur son territoire et notamment la Consoude bulbeuse (*Symphytum bulbosum*).

Anticiper sa présence permet de mieux focaliser les expertises de terrain, anticiper l'application de la séquence Eviter-Réduire et prévoir des parcelles propices au développement de l'espèce s'il devient nécessaire de compenser.

7 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS RELATIFS A LA GESTION DE L'EAU

7.1 COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE

Le projet est localisé sur le territoire du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027. Le tableau suivant démontre la compatibilité du projet avec ce dernier. Le projet est compatible avec la masse d'eau superficielle la Grande Frayère, classé dans le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 (SIE RM), sous le code FRDR10085 et faisant partie du sous-bassin de la Siagne et de ses affluents.

Tableau 34 : Compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE DU PAPI avec le SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET avec le SDAGE
OF 2 – Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	Disposition 2-01 mettre en œuvre la séquence « Eviter- réduire compenser »		Au niveau du projet d'aménagement de la Frayère aval, toutes les mesures d'intégration environnementale sont prises dès la conception des travaux afin de viser la meilleure option environnementale possible. La priorité a été donnée à l'évitement puis aux mesures de réduction. C'est pourquoi, au chapitre 5.3 du présent dossier, l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi ont été indiquées. Ainsi, au sein de ses mesures, sont prévues notamment : la pose de barrage filtrants, le maintien de la continuité hydraulique pendant les travaux, la transplantation des espèces protégées floristiques et la réalisation de pêche de sauvegarde. Le projet est donc compatible avec le SDAGE.
	Disposition 2-02 Evaluer et suivre les impacts des projets		Grâce aux mesures d'intégration environnementale l'impact des travaux sur le milieu aquatique est limité (pêche de sauvetage, barrage filtrant, continuité hydraulique avec les travaux en demi-lit, ...) Par ailleurs, les travaux ont pour objectif, au-delà de la prévention du risque inondation, l'amélioration du milieu notamment aquatique avec un lit mineur qui sera retravaillé, avec des risbermes basses de part et d'autres d'un lit d'étiage. Aussi, les travaux seront bénéfiques pour sur les aspects biologiques et hydromorphologiques. Pour finir, des mesures de suivi en phase préparatoire, en phase chantier et post-chantier seront prévues afin de suivre les éléments biologiques (voir chapitre 5.3.4 mesures de suivi) notamment le suivi de la ichtyofaune (suivi annuel sur 10 ans). Le projet est donc compatible avec le SDAGE.
OF 4 - Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	Disposition 4-02 Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et contrats de milieux		
	Disposition 4-06 Assurer la coordination au niveau supra bassin versant		
OF 5 - Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	Disposition 5A-03 Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	Insertion d'un axe « 8 » dans le PAPI concernant la gestion environnementale. Les actions prévues dans cet axe sont destinées à améliorer la qualité des milieux aquatiques. L'ambition du PAPI complet Cannes Lérins est de favoriser la biodiversité et d'améliorer la qualité du milieu naturel.	Au niveau du projet d'aménagement de la Frayère aval, toutes les mesures en phase chantier pour limiter les pollutions des réseaux et du milieu naturel seront prise afin d'éviter le lessivage des berges remaniées par temps de pluie (filtres, décantation, etc.). En phase d'exploitation, la renaturation/végétalisation des berges de la Frayère évitera le ruissellement des vers le milieu naturel.

ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE DU PAPI avec le SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET avec le SDAGE
	Disposition 5A-04 Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Elaboration d'une doctrine commune à toutes les communes de la CACPL, ambitieuse sur la compensation des nouvelles surfaces imperméabilisées, mais aussi des existantes.	Le projet d'aménagement de la Frayère aval ne prévoit pas d'imperméabilisation supplémentaire.
OF 6 - Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	OF 6 [A] : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques		
	Disposition 6A-02 Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	Actions volontaristes sur les cours d'eau qui ont un réel potentiel : le Riou de l'Argentière et la Frayère (autre bien sûr la Siagne)	Le projet d'aménagement de la Frayère aval prévoit une amélioration des conditions de fonctionnement du milieu aquatique ainsi qu'une amélioration des milieux connexes.
	Disposition 6A-04 Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	Programme d'entretien (DIG) appuyé sur des inventaires faune – flore approfondis.	Le projet d'aménagement de la Frayère aval prévoit une restauration de la qualité des milieux rivulaires représentés au niveau des berges.
	Disposition 6A-05 Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques	Prise en compte de la continuité biologique dans les aménagements sur les cours d'eau à enjeux (Riou de l'Argentière et Frayère)	En phase travaux, les continuités écologiques seront maintenues.
	Disposition 6A-07 Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments	Etude hydromorphologique sur le Riou de l'Argentière.	
	OF 6 [B] : Préserver, restaurer et gérer les zones humides	Prise en compte du potentiel de restauration de zones humides (vergers de Minelle à Mandelieu, Frayère aval)	Le projet d'aménagement de la Frayère aval prévoit la restauration des berges et l'amélioration de la qualité des milieux et notamment des zones potentiellement humides.
	OF 6 [C] : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	Action spécifique de gestion globale des espèces protégées potentiellement concernées par les projets du PAPI, pour la consoude bulbeuse notamment.	Le projet d'aménagement de la Frayère aval a intégré la biodiversité du milieu. Des mesures d'évitement et de préservation de la flore et de la faune locale sont intégrées au projet et notamment pour les espèces patrimoniales et protégées faisant l'objet d'une demande de dérogation.
OF 8 – Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Disposition 8-01 Préserver les champs d'expansion des crues	Interdiction de toute urbanisation dans les champs d'expansion de crue, qui se superposent ici aux zones rouges des PPRI.	
	Disposition 8-02 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	Valorisation des sites potentiels (Riou Argentière, Frayère), mais constat d'une géographie peu propice à l'expansion des crues.	Le projet d'aménagement de la Frayère aval a pour objectif de redonner de la capacité hydraulique au cours d'eau afin de répondre aux objectifs de protection des populations.
	Disposition 8-03 Éviter les remblais en zones inondables	Intégré aux PPRI.	Le projet ne prévoit pas de remblais.
	Disposition 8-04 Limiter la création de nouveaux ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	Priorité mise sur les actions « légères » : deux ouvrages majeurs seulement prévus au programme : ouvrage des Barnières et ouvrage du Carimaï, à l'amont de zones à très forts enjeux.	
	Disposition 8-05 Limiter le ruissellement à la source	Outre les mesures inscrites dans la doctrine commune, actions pilotes de réduction du ruissellement dans les collines (restanques) et dans les zones pavillonnaires (déconnexion des jardins)	

ORIENTATION	DISPOSITION	COMPATIBILITE DU PAPI avec le SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET avec le SDAGE
	Disposition 8-06 Favoriser la rétention dynamique des écoulements	Valorisation des sites potentiels (Riou Argentière, Frayère), mais constat d'une géographie peu propice à la rétention dynamique (fortes pentes).	
	Disposition 8-07 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	Restauration morphologique du Riou de l'Argentière et de la Frayère	Le projet d'aménagement de la Frayère aval vise directement cette disposition du SDAGE afin de restituer de la capacité hydraulique au cours d'eau.
	Disposition 8-08 Préserver ou améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	Prise en compte sur le Riou de l'Argentière. Les autres vallons n'avaient pas atteint d'équilibre sédimentaire (vallons sur substratum rocheux, tracés artificiels dans les plaines littorales initialement marécageuses).	
	Disposition 8-09 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	Elaboration de DIG appuyées sur des inventaires faune-flore approfondis.	Le projet d'aménagement de la Frayère aval prévoit la renaturation des berges. Une gestion raisonnée sera mise en place en fonction des enjeux écologiques relevés lors des expertises. L'objectif étant la recréation d'un milieu naturel de qualité favorable à la biodiversité.

Au regard de l'objectif même du projet de recalibrage et restauration des milieux, le projet apparaît donc compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021.



VI. Arrêté décision cas par cas de l'autorité environnementale



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° AE-F09322P0015 du 11/02/2022
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3-1 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 24/08/2020 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09322P0015, relative à la réalisation d'un projet d'aménagement de la Frayère aval, entre l'avenue des Buissons Ardents et le pont Amador Lopez sur la commune de Cannes (06), déposée par la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL), reçue le 11/01/2022 et considérée complète le 13/01/2022 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 13/01/2022 ;

Considérant la nature du projet, qui relève des rubriques 10 et 47a du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en un recalibrage du cours d'eau La Frayère sur une longueur de 415 mètres linéaires, avec élargissement du fond et reprise des pentes des berges, pour une surface totale de travaux de 9 000 m² dans le lit majeur du cours d'eau, et comprenant :

- une augmentation de la section hydraulique du cours d'eau afin de restaurer son fonctionnement et de supprimer, pour une crue centennale, les risques de débordements sur les secteurs urbanisés avoisinants ;
- la restauration de l'espace de mobilité du cours d'eau au sein du lit mineur, avec remodelage et végétalisation des berges ;
- un défrichement sur une surface de 6 617 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectifs d'accroître la protection des personnes et des biens du quartier Bocca contre les risques d'inondation, de participer à l'amélioration de la qualité du milieu actuel et du cadre de vie, et s'intègre dans le cadre plus global de la mise en œuvre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de la commune de Cannes ;

Considérant la localisation du projet :

- le long du cours d'eau La Frayère ;

- aux abords immédiats de secteurs largement urbanisés et artificialisés ;
- sur le territoire d'une commune littorale ;
- en site inscrit « Bande côtière de Nice à Théoule » ;
- en zone d'aléa inondation, d'aléa mouvements de terrain, et d'aléa retrait et gonflement des argiles ;
- à environ 750 mètres du site classé « Butte de Saint-Cassien à Cannes » ;
- à environ 800 mètres de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) terrestre type II « Rocher de Roquebillière » ;
- à environ 900 mètres du périmètre concerné par l'arrêté préfectoral de protection de biotope « Vallon et Rocher de Roquebillière » ;

Considérant le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit le projet, qui est concerné par :

- une autorisation « Loi sur l'Eau » au titre des rubriques 2.1.5.0 et 3.1.2.0 de la nomenclature de l'article R214-1 du Code de l'Environnement, et que, dans ce contexte, il fera l'objet d'une évaluation de ses incidences sur l'environnement ;
- une procédure de demande de dérogation « espèces protégées » ;

Considérant que le pétitionnaire a fait réaliser une notice d'incidences, incluant des prospections écologiques de terrain, ayant permis :

- d'identifier des enjeux de conservation :
 - forts concernant la préservation des continuités écologiques, la flore, les insectes, les poissons et l'avifaune, avec la présence potentielle d'espèces protégées ;
 - moyens concernant les mammifères, les reptiles et les amphibiens ;
- de définir un ensemble de mesures d'atténuation des impacts du projet sur l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre un ensemble de mesures d'atténuation (éviter, réduire, et accompagner) des impacts potentiels du projet sur l'environnement, en particulier :

- adaptation du calendrier des travaux afin d'atténuer les nuisances sur la faune, et réalisation des travaux uniquement de jour afin de limiter les nuisances sur les chiroptères utilisant le cours d'eau comme axe de déplacement ;
- limitation des emprises de chantier au strict nécessaire et mise en défens des secteurs présentant les plus fortes sensibilités écologiques, liées en particulier à la présence d'espèces végétales protégées ;
- déploiement de dispositifs techniques adaptés afin de limiter les risques de nuisances et de pollutions accidentelles liés au chantier ;
- installation de barrages filtrants en amont et en aval du secteur concerné par les travaux, afin d'éviter les matières en suspension dans le cours d'eau ;
- adaptation des interventions en phase de travaux afin de permettre le maintien de la continuité hydraulique du cours d'eau ;
- mise en place de protocoles adaptés concernant l'abattage des arbres à cavité, qui sera effectué à des périodes de moindre sensibilité écologique pour les chiroptères et l'avifaune ;
- limitation des risques de propagation d'espèces végétales invasives ;
- remise en état du site à l'issue des travaux, et restauration de ses fonctionnalités écologiques, et mise en place d'un plan de gestion des berges, avec un entretien des ripisylves et un suivi pluriannuel de la reprise de la végétation ;

Considérant les incidences positives des travaux prévus, qui s'intègrent dans le cadre plus global de la mise en œuvre du PAPI de Cannes, en termes de réduction des risques d'inondation ;

Considérant que le projet intègre une démarche de diagnostic et de prise en compte des enjeux environnementaux ;

Considérant que la bonne mise en œuvre et le suivi des mesures d'évitement et de réduction proposées sont de nature à permettre de limiter les impacts potentiels du projet sur l'environnement ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

Le projet d'aménagement de la Frayère aval, entre l'avenue des Buissons Ardents et le pont Amador Lopez situé sur la commune de Cannes (06) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL).

Fait à Marseille, le 11/02/2022.

Pour le préfet de région et par délégation,

Fabrice LEVASSORT
fabrice.levassort

Signature numérique de Fabrice
LEVASSORT fabrice.levassort
Date : 2022.02.11 18:28:16
+01'00'

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).



VII. Arrêté dérogation espèces protégées (CNPN)

Réf. : DREAL-SBEP-AP n°2022-~~670~~

Nice, le



ARRÊTÉ

portant dérogation à l'interdiction de destruction d'individus d'espèces végétales protégées dans le cadre des travaux d'aménagement de la Frayère aval sur la commune de Cannes (06)

Le préfet des Alpes-Maritimes.
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 163-1, L. 163-4, L. 163-5, L. 171-7, L. 171-8, L. 411-1, L. 411-2, L. 415-3 et R. 411-1 à R. 411-14 ;
- Vu** l'arrêté interministériel modifié du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 9 mai 1994 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- Vu** la demande de dérogation déposée le 28 mars 2022 par la Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL), composée des formulaires CERFA n°11 633*02, 13 614*01, 13 616*01 et 13 617*01 et du dossier technique intitulé : « Aménagement de la Frayère aval entre la confluence et l'Avenue Francis Tonner, sur la commune de Cannes (06) – CACPL Novembre 2021 - Dossier de demande de dérogation au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement » rédigé par le bureau d'études Biotope et daté du 7 décembre 2021 ;
- Vu** les avis des experts délégués faune et flore du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN), datés respectivement du 23 juin et du 22 juin 2022 ;
- Vu** la consultation du public réalisée sur le site internet de la DREAL PACA du 29 avril au 29 mai 2022 ;

Considérant que la protection de l'environnement et notamment la protection des espaces naturels, la préservation des espèces animales et végétales sont d'intérêt général ;

Considérant que la réalisation des travaux d'aménagement de la Frayère aval sur la commune de Cannes (06) implique la destruction et l'enlèvement d'individus d'espèces protégées au titre de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'un projet d'aménagement ou de construction d'une personne publique ou privée susceptible d'affecter la conservation d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats peut être autorisé, à titre dérogatoire, notamment s'il répond, par sa nature à une raison impérative d'intérêt public majeur. En présence d'un tel intérêt, le projet ne peut cependant être autorisé, eu égard aux atteintes portées aux espèces protégées appréciées en tenant compte des mesures de réduction et de compensation prévues, que si, d'une part, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et, d'autre part, cette dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que le projet d'aménagement de la Frayère aval est inscrite au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) porté par la Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL) et signé le 20 mai 2021, à la suite des inondations du 3 octobre 2015 ;

Considérant que la réalisation de ces travaux d'aménagement répond à une raison impérative d'intérêt de la sécurité publique, étayée dans le dossier technique susvisé, étant donné que le cours d'eau de la Frayère a dévasté le quartier de la Bocca, situé à l'ouest de la commune de Cannes, lors des inondations du 3 octobre 2015 ;

Considérant l'absence d'autres solutions alternatives satisfaisantes permettant de limiter les atteintes à l'environnement, sur les espèces et leur état de conservation, voire de les favoriser compte tenu de la situation urbaine du cours d'eau et du modelage des berges pour une diversité des profils et un adoucissement des pentes ;

Considérant les mesures de réduction des impacts sur les espèces protégées d'une part, et les mesures d'accompagnement et de suivi d'autre part, que le Maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de ces travaux ;

Considérant que l'impact résiduel des travaux ne remet pas en cause l'état de conservation des populations des espèces protégées concernées, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de réduction, d'accompagnement et de suivi proposées dans le dossier technique ou prescrites par le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur régional, par intérim, de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1^{er}. - Objet et identité du bénéficiaire de la dérogation

Dans le cadre des travaux d'aménagement de la Frayère aval entre la confluence et l'Avenue Francis Tonner, sur la commune de Cannes (06), les bénéficiaires de la présente dérogation sont la Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL), sise au n°28 Boulevard du Midi Louise Moreau, 06150 Cannes, dénommée ci-après le Maître d'ouvrage, ainsi que ses mandataires chargés de l'exécution des prescriptions du présent arrêté.

Article 2. - Nature de la dérogation

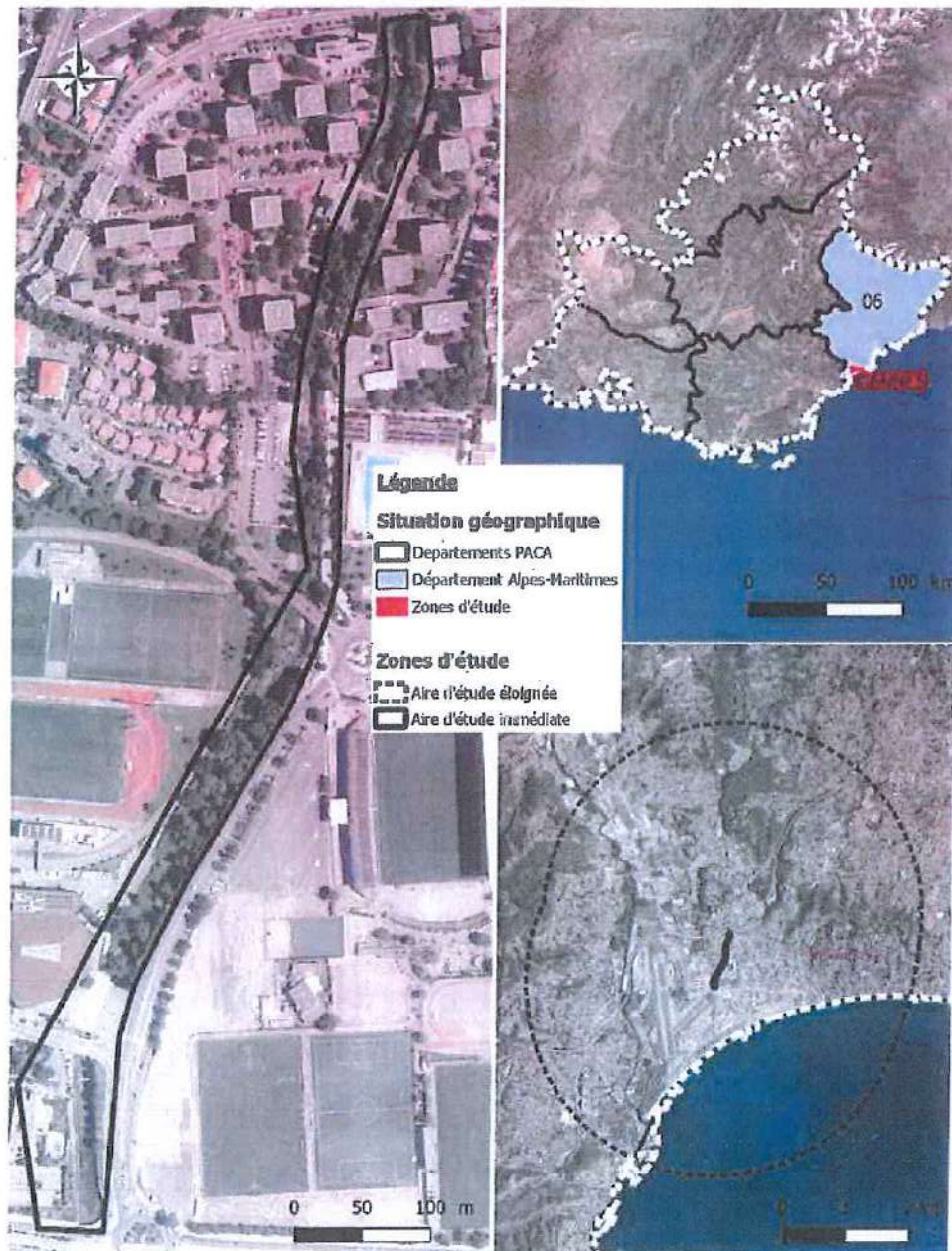
Dans le cadre de l'aménagement visé à l'article 1, la dérogation porte, conformément aux formulaires CERFA susvisés, sur :

- l'enlèvement et le transport de centaines de pieds répartis en 14 spots de Consoude bulbeuse *Symphytum bulbosum* et de 12 spots d'Alpiste aquatique, sur une surface de 0,9 ha d'habitats favorables ;

- la destruction d'un gîte potentiel à chiroptères (Pipistrelles ssp), présent sur un ouvrage d'art ;
- la destruction ($n < 10$) ou l'enlèvement d'individus de Crapaud épineux *Bufo spinosus*, Rainette méridionale *Hyla meridionalis*, Grenouille rieuse *Pelophylax ridibundus*, Couleuvre de Montpellier *Malpolon monspessulanus*, Couleuvre vipérine *Natrix maura*, Lézard des murailles *Podarcis muralis*, Orvet de Vérone *Anguis veronensis*, Couleuvre helvétique *Natrix helvetica*, Hémidactyle verruqueux *Hemidactylus turcicus*, Tarente de Maurétanie *Tarantola mauritanica*.

Les atteintes à cette espèce seront exclusivement effectuées au sein de l'emprise du chantier des travaux visé à l'article 1, pour toute la durée de réalisation de cette phase de travaux.

Carte de localisation de la zone de travaux



La zone d'emprise concernée par le présent arrêté préfectoral porte sur la moitié nord de la zone d'étude globale, d'une surface totale de 1,3 ha dont 0,9 ha d'habitats naturels.

Article 3. - Mesures de réduction, d'accompagnement et de suivis des impacts

Conformément aux propositions contenues dans sa demande de dérogation, le Maître d'ouvrage

met en œuvre et prend intégralement en charge financièrement les actions mentionnées aux articles 3.1 à 3.2.

Ces mesures seront mises en œuvre avant le démarrage de la phase de chantier, sauf mention contraire dans les articles 3.1 à 3.2 du présent arrêté.

Les objectifs de résultat l'emportent sur les objectifs de moyens et visent, sur la durée d'exploitation des ouvrages, à une absence de perte nette, voire à un gain de biodiversité. Les montants financiers indiqués dans le dossier technique susvisé sont prévisionnels et indicatifs.

Une modification du projet pourra être répercutée sur les engagements du Maître d'ouvrage mentionnés dans le présent article. Les modifications sont soumises à validation préalable de l'administration.

3.1.- Mesures de réduction des impacts

MR1 : Phasage des travaux et calendrier

Les travaux liés à la libération des emprises (débroussaillage et coupe des arbres) sont à réaliser entre septembre et octobre. Dans l'impossibilité de respecter ce calendrier, les travaux sur la végétation et sur les arbres peuvent éventuellement être réalisés dans le courant du mois de mars.

Les autres travaux seront effectués dans la continuité de la période de libération des emprises.

Dans le lit mineur du cours d'eau, les travaux seront réalisés dans la continuité, de mai 2023 à août 2024.

Les périodes de transplantation des espèces végétales protégées vont de septembre à novembre pour la Consoude bulbeuse et de novembre à janvier pour l'Alpiste aquatique.

MR2 : Horaires d'intervention et conditions

Afin de limiter l'impact sur la faune crépusculaire et nocturne, les travaux de nuit sont proscrits. Les travaux auront obligatoirement lieu pendant la journée, et l'éclairage nocturne du chantier est strictement limité à des impératifs de sécurité.

MR3 : Transplantation de la Consoude bulbeuse, gestion du site

Une double transplantation des individus de Consoude bulbeuse sera effectuée, sous le contrôle d'un botaniste expérimenté :

- en amont des travaux, balisage des mottes de mars à avril, et récupération des mottes de terre de la zone d'emprise des travaux et transplantation vers le site receveur entre septembre et novembre (site du Carimaï pressenti) ;
- le site receveur fera l'objet d'un diagnostic afin de garantir l'absence d'impacts négatifs sur les espèces patrimoniales présentes sur les sites de transplantation intermédiaire. La transplantation sera réalisée suffisamment proche du cours d'eau pour garantir des conditions hydrologiques optimales pour cette espèce ;
- après les travaux, récupération des mottes de terre du site receveur et transplantation sur le site initial.

La transplantation sera réalisée, selon les dates prescrites à la mesure MR1, conformément aux modalités techniques de transplantation présentées dans la fiche G du Plan Régional d'Action en faveur de la Consoude bulbeuse¹.

En complément, un plan de gestion sera établi (cf. mesure MR16), en phase d'exploitation, afin de

¹ Plan régional d'actions en faveur de *Symphytum bulbosum* Schimp. 2020-2030 - Enjeux « eau », « biodiversité » et « risques » Alpes-Maritimes et Var (M. Le Berre, K. Djadema, M. Sorrentino, K. Souriguère – CBNM Porquerolles, agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse, SMIAGE – décembre 2019

favoriser le développement de la Consoude bulbeuse, tout en prenant en considération les espèces faunistiques protégées et patrimoniales.

Après la phase travaux, une évaluation du succès de l'opération devra être réalisée au printemps, suivant les travaux et pendant une durée de 10 ans (cf. mesure S2).

MR4 : Transplantation d'Alpiste aquatique, gestion du site

Une double transplantation des individus d'Alpiste aquatique sera effectuée, sous le contrôle d'un botaniste expérimenté :

- en amont des travaux, balisage des mottes de mai à juillet, et récupération des mottes de terre de la zone d'emprise des travaux et transplantation vers le site receveur (site du Carimaï pressenti) ;
- après les travaux, récupération des mottes de terre du site receveur et transplantation entre novembre et janvier sur le site initial.

En complément, un plan de gestion sera établi, en phase d'exploitation, afin de favoriser le développement de l'Alpiste aquatique, tout en prenant en considération les espèces faunistiques protégées et patrimoniales.

Après la phase travaux, une évaluation du succès de l'opération devra être réalisée au printemps, suivant les travaux et pendant une durée de 10 ans (cf. mesure S2).

MR5 : Installations de chantier et zones de piège

La zone d'emprise de chantier temporaire sera soumise, en amont du démarrage des travaux, à validation préalable d'un écologue expérimenté. Elle sera implantée en retrait des secteurs à enjeux, exclusivement sur les zones urbanisées existantes à proximité de la zone de projet, sur une aire étanchéifiée. Un système de collecte des eaux de lessivage du chantier et un bassin de décantation seront aménagés de manière à éviter la diffusion d'eau souillée dans le milieu naturel.

Les opérations de nettoyage, d'entretien, de réparation, de ravitaillement des engins et du matériel ainsi que le stockage des matériaux se feront exclusivement à l'intérieur de cette aire.

Le personnel du chantier sera sensibilisé et informé des enjeux et règles environnementales applicables sur le chantier.

MR6 : Plan de circulation des engins

Un plan de circulation sera défini par un écologue expérimenté et appliqué de manière à éviter les aires de croisement et de retournement sur des zones à enjeux naturalistes, et à optimiser le nombre et les durées d'intervention d'engins sur le site.

Les pistes seront arrosées pour éviter l'envol de poussières liées au passage des engins, en particulier en période de vent.

MR7 : Contrôle des produits utilisés et mesures préventives contre les pollutions

Le Maître d'ouvrage mettra en place les dispositifs techniques préventifs nécessaires à l'évitement de toute pollution : utilisation de produits biodégradables ; décantation, filtration, régulation des écoulements lors des travaux ; retraitement des fluides et déchets dans des filières de traitement appropriées ; stockage des lubrifiants et hydrocarbures sur des plateformes étanches avec rebord ou des containers ; nettoyage, entretien, réparation et ravitaillement des engins et du matériel sur l'emprise des installations de chantier ; mise en disposition de kits anti-pollution en cas de pollution accidentelle et suivi analytique du milieu pollué ; etc.

MR8 : Gestion des déchets

Un plan de gestion des déchets sera défini et appliqué afin de réduire, trier, stocker, collecter, transporter, valoriser et traiter les déchets dans les conditions propres à éviter des pollutions et des nuisances.

MR9 : Défavorabilisation du site et libération des emprises - Intervention sur la végétation herbacée et arbustive

Avant le démarrage des travaux, des interventions sur la végétation seront pratiquées, sous le contrôle d'un écologue expérimenté, afin de libérer les emprises travaux et rendre la zone défavorable aux espèces sensibles : restriction des emprises au strict nécessaire ; débroussaillage manuel de préférence ou à l'aide d'engins légers ; progression des travaux d'une extrémité à l'autre du tronçon de façon à favoriser la fuite des individus de faune vers des secteurs non concernés par les travaux ; vitesse de fauche/débroussaillage inférieure à 10 km/h ; hauteur de coupe de 15 cm minimum ; maintenir une bande libre de végétation ; broyage et exportation de l'essentiel des rémanents ; respect du calendrier écologique de défavorabilisation (cf. mesure MR1).

MR10 : Défavorabilisation du site et libération des emprises - Intervention sur la végétation arborescente et ouvrage d'art Nord

Les arbres-gîtes à chiroptères, avérés ou potentiels, qui devront être abattus seront traités selon un protocole défini préalablement, sous le contrôle d'un écologue expérimenté, pour rendre défavorable l'habitat aux chiroptères : diagnostic et marquage des arbres ; obstruction des gîtes après le départ des chiroptères présents ; abattage doux et maintien au sol pendant 24 à 48 h en cas de présence potentielle de chiroptères ; pose de nichoirs arboricoles.

MR11 : Aménagement de gîtes favorables aux chiroptères sur un ouvrage d'art

La passerelle présent au Nord du site abritant un gîte potentiel est vouée à la démolition. Le Maître d'ouvrage mettra en place, sous le contrôle d'un expert chiroptérologue, des aménagements favorables aux chiroptères (5 à 10 gîtes), répartis sur les différentes passerelles et ponts de la zone de travaux. Ces aménagements seront mis en œuvre avant la démolition de l'ouvrage actuellement utilisé comme gîte par les chiroptères.

MR12 : Défavorabilisation du site et libération des emprises – Démantèlements précautionneux des enrochements

Les enrochements et milieux empierrés feront l'objet d'un démantèlement précautionneux, les friches, fourrés et ronciers seront débroussaillés, conformément aux prescriptions définies à la mesure MR9 du présent arrêté.

Les travaux de défavorabilisation sur les habitats des reptiles seront réalisés en présence d'un herpétologue expérimenté qui pourra être amené à déplacer des individus en cas de présence dans la zone d'emprise des travaux. Cette intervention aura lieu en dehors des périodes d'hibernation et dans la mesure du possible en période d'activité des reptiles (temps sec et ensoleillé, température comprise entre 10°C et 25°C), entre août et octobre, voire entre mars et mai.

MR13 : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Le maître d'ouvrage mettra en œuvre toutes les mesures adaptées pour éviter la colonisation par des espèces végétales exotiques envahissantes des espaces internes et connexes aux zones de travaux : diagnostic préalable au printemps et balisage par un écologue expérimenté ; définition et mise en œuvre de traitements spécifiques aux différentes espèces présentes ; élimination des déchets dans des filières agréées ; contrôle des engins de chantier avant et après intervention ; suivi

quinquennal de la zone d'emprise des travaux et éradication en cas d'apparition d'individus d'espèces végétales exotiques envahissantes.

MR14 : Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces – Faune piscicole

En amont des travaux de construction de l'ouvrage, une portion du cours d'eau sera déviée ou un côté de la berge sera isolé. Les batardeaux ou merlons seront mis en place afin de mettre en service le bras secondaire. Une pêche de sauvegarde sera réalisée par un ichtyologue expérimenté en amont de la mise à sec de la portion du cours d'eau concernée par les travaux.

MR15 : Dispositif de remise en état des habitats naturels et insertion paysagère

À l'issue des travaux, une remise en état sera engagée sur les habitats terrestres et aquatiques, sous la conduite d'un écologue expérimenté, afin de restaurer la fonctionnalité écologique des milieux. La restauration des berges, la forme et le profil du cours d'eau, le choix des plantations et ensemencements, les aménagements pour la faune, la création d'une ripisylve fonctionnelle, etc., seront réalisés pour être propices à une recolonisation des espèces initialement présentes, notamment la Consoude bulbeuse et l'Alpiste aquatique (cf. mesures MR3 et MR4), le Morio, le Grillon des jonchères, les reptiles et amphibiens mentionnés à l'article 1 du présent arrêté.

Ces travaux de remise en état devront être effectués dans la période de moindre sensibilité des espèces, de la fin de l'été jusqu'à la fin octobre, voire jusqu'en novembre pour la partie terrestre.

MR16 : Plan de gestion du site post-travaux

Le Maître d'ouvrage concevra, sous le contrôle d'un écologue expérimenté, un plan de gestion du site, des strates herbacée et arborescente et du lit mineur, favorable à la restauration et au maintien des espèces de faune et de flore visées par le présent arrêté : débroussaillage manuel ou à l'aide d'engins légers, hors période de sensibilité écologique ; coupes et élagages limités à un enjeu de sécurité du public ; maintien d'abris naturels dans le cours d'eau, etc.

3.2. Mesures d'accompagnement et de suivi des effets du projet

MA1 : Création d'aménagement favorable à la mammalofaune

Des aménagements seront conçus et réalisés sous le contrôle d'un écologue expérimenté afin de recréer des habitats favorables pour les mammifères terrestres, en particulier pour le hérisson d'Europe.

MA2 : Création d'aménagement favorable à l'herpétofaune

Des aménagements seront conçus et réalisés sous le contrôle d'un herpétologue expérimenté afin de recréer des habitats favorables pour l'herpétofaune, reptiles et amphibiens, mais également pour les insectes : a minima 10 m² de murets de pierre sèche, en plusieurs aménagements, seront disposés en haut des berges, en dehors des zones inondables, à proximité de linéaires boisés et herbacés.

MS1 : Assistance environnementale de chantier

Le suivi des mesures environnementales sera initié dès la phase de construction pour les mesures mises en place avant le démarrage des travaux et sera maintenu pendant la durée totale du chantier pour s'assurer que les travaux se déroulent conformément aux prescriptions environnementales et n'entravent pas la réalisation des mesures encore non réalisées.

Ce suivi intégrera la présence, pendant toute la durée des travaux :

- d'un écologue de chantier rattaché à la maîtrise d'ouvrage afin de l'assister durant les phases

pré-travaux, de réalisation des travaux et post-travaux (notamment concernant les mesures de suivi) et de s'assurer sur le terrain de la mise en œuvre sur le terrain des mesures de réduction et d'accompagnement (formation et sensibilisation du personnel de chantier, suivi écologique du chantier, respect des zones sensibles et des mesures de réduction, audits réguliers et planifiés de chantier afin de faire respecter les mesures de protection des espèces) ;

- d'un responsable environnement au sein des entreprises en charge de l'application de la démarche de management environnemental, du PRE et de son suivi.

MS2 : Suivi post-chantier de l'évolution des habitats et de la flore patrimoniale

Les zones d'emprise et les mesures de réduction – notamment de transplantation temporaire et définitive – et d'accompagnement feront l'objet de suivi de la végétation (Consoude bulbeuse et Alpiste aquatique) réalisé, conformément aux recommandations du Plan Régional d'Action en faveur de la Consoude bulbeuse avant et post-implantation pour cette espèce, sur une période de 10 ans (années 1, 2, 3, 4, 6, 8 et 10, soit 7 années de suivi).

Ces suivis seront réalisés par mesures de densités sur quadrats pour les deux espèces protégées, ils devront inclure la fréquence des individus reproducteurs et des individus végétatifs, et comprendre au minimum deux sites de référence (populations en bon état) sur le même cours d'eau afin de comparer l'évolution interannuelle des densités et de la fréquence des individus reproducteurs dans le site restauré et dans les sites de référence.

3.3. - Suivi des mesures de réduction, de compensation et d'accompagnement

Les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement feront l'objet de suivis afin d'évaluer les impacts réels du projet sur les compartiments biologiques et l'efficacité des mesures proposées, selon l'échéancier et les modalités définis dans le dossier technique.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis naturalistes seront versées au système d'information sur la nature et les paysages (base régionale SILÈNE) et sur la plate-forme de dépôt légal des données de biodiversité (www.projets-environnement.gouv.fr) par le Maître d'ouvrage. Pour chaque lot de données, le Maître d'ouvrage fournira à la DREAL PACA l'attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILÈNE.

Article 4 : Mesures correctives et complémentaires

Si les suivis prévus à l'article 3 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire sera tenu de proposer à la DREAL PACA des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires. Le préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 5 : Information des services de l'État et publicité des résultats

Le Maître d'ouvrage transmet à la DREAL PACA les données cartographiques relatives à l'aménagement et à l'exploitation et aux mesures prévues à l'article 3, en vue de leur intégration dans l'outil national GéoMCE.

Il informe la DREAL PACA et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Alpes-Maritimes du début et de la fin des travaux.

Il est tenu de signaler sans délai à la DREAL PACA et à la DDTM des Alpes-Maritimes les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

Un compte-rendu sera adressé à la DREAL PACA chaque année de suivi.

Le Maître d'ouvrage rend compte à la DREAL PACA sous la forme d'un rapport de synthèse (où les

coûts estimatifs de ces mesures, par poste, sont présentés pour information) de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3, en janvier de chaque année jusqu'à leur mise en œuvre complète.

Il adresse une copie des conventions passées avec ses partenaires techniques ou scientifiques pour la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3 et des bilans produits à la DREAL PACA pour information.

Les résultats des suivis et bilans seront rendus publics sur le site internet de la DREAL PACA afin de permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets en milieu équivalent.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés au projet visé à l'article 1, dans la limite de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 7 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du Code de l'environnement.

Article 8 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté, notamment des dispositions prévues à l'article 3, est puni des sanctions définies à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Elle peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans ce même délai, qui prolonge de deux mois le délai ci-dessus mentionné.

Le tribunal administratif de Nice peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le lien www.telerecours.fr.

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le directeur régional, par intérim, de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes, le directeur régional de l'Office Français de la Biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes et mis en ligne sur le site internet de la DREAL PACA.


Pour le préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4522

Philippe LOOS



VIII. Délibération fixant les objectifs de la concertation publique

DELIBERATION
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE



AR Prefecture

006-200039915-20220311-DELIB_20-DE
Reçu le 17/03/2022
Publié le 17/03/2022

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CANNES PAYS DE LERINS

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 11 MARS 2022 - 9H00

DÉLIBÉRATION N° 20

OBJET :

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS - PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS
(PAPI) CANNES PAYS DE LERINS - ACTION 7-7 : AMENAGEMENT DE LA FRAYERE AVAL ENTRE LA
CONFLUENCE ET L'AVENUE FRANCIS TONNER A CANNES - OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE LA
CONCERTATION PUBLIQUE

L'an deux mille vingt-deux et le onze mars à neuf heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), dûment convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 5211-11, L. 2121-7, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au sein de la salle du Conseil Communautaire de Cannes située 31 boulevard de la Ferrage à l'hôtel de ville annexe de la Ville de Cannes, sous la Présidence de M. David LISNARD.

Etaient présents :

M. David LISNARD
M. Sébastien LEROY
M. Yves PIGRENET
M. Georges BOTELLA
M. Christophe FIORENTINO
Mme Odile GOUNY-DOZOL
Mme Françoise BRUNETEAUX
M. Gilles CIMA
Mme Joëlle ARINI
M. Nicolas GORJUX
Mme Emma VERAN
M. Frank CHIKLI
Mme Charlotte CLUET
M. Grégori BONETTO
Mme Noémie DEWAVRIN
Mme Véronique PIEL

M. Thomas DE PARIENTE
Mme Marie POURREYRON
Mme Béatrice GIBELIN
M. Jean-Pierre PANSIER
Mme Sophie INGALLINERA
M. André FRIZZI
Mme Mireille BOISSY
M. Jean-Marc CHIAPPINI
Mme Ana-Paula MARTINS DE
OLIVEIRA
Mme Apolline CRAPIZ
Mme Magali CHELPI-DEN HAMER
M. Haroutioun AINEJIAN
M. Bernard ALENDIA
Mme Michèle ALMES
M. Didier CARRETERO

Mme Florence ROMIUM
M. Jacques NESA
M. Marc OCCELLI
M. Mike CASTRO-DEMARIA
Mme Chantal CHASSERIAUD
Mme Christine LEQUILLIEC
Mme Muriel BERGUA
M. Eric CHAUMIER
Mme Marie TARDIEU
Mme Julie FLAMBARD
M. Charles BAREGE
Mme Fleur FRISON ROCHE
M. Christophe ULIVIERI
Mme Denise LAURENT
Mme Françoise DUHALDE-GUIGNARD

formant la majorité des membres en exercice.

Etaient excusés :

M. Richard GALY qui avait donné pouvoir à M. Christophe ULIVIERI.
M. Jean-Michel ARNAUD qui avait donné pouvoir à Mme Odile GOUNY-DOZOL.
M. Jacques GAUTHIER qui avait donné pouvoir à M. Grégori BONETTO.
M. Christian TARICCO qui avait donné pouvoir à M. André FRIZZI.
M. Eric CATANESE qui avait donné pouvoir à M. Jean-Marc CHIAPPINI.
Mme Michèle TABAROT qui avait donné pouvoir à M. Yves PIGRENET.
Mme Muriel DI BARI qui avait donné pouvoir à M. Marc OCCELLI.
Mme Monique GARRIOU qui avait donné pouvoir à Mme Michèle ALMES.
M. Bruno PEBEYRE qui avait donné pouvoir à Mme Florence ROMIUM.
Mme Suzanne BLONDEAU-MENACHE qui avait donné pouvoir à M. Jacques NESA.
Mme Stéphanie DONNET ANDRIVON qui avait donné pouvoir à M. Didier CARRETERO.
M. Gilles GAUCI qui avait donné pouvoir à M. Eric CHAUMIER.
M. Patrick PEIRETTI qui avait donné pouvoir à Mme Christine LEQUILLIEC.
M. Guy LOPINTO qui avait donné pouvoir à Mme Fleur FRISON-ROCHE.
Mme Maryse IMBERT qui avait donné pouvoir à Mme Denise LAURENT.

Etait absent :

M. Franck GALBERT

M. Didier CARRETERO a quitté la séance après le vote de la question n° 2 sans donner de pouvoir.
M. Bernard ALENDIA a quitté la séance après le vote de la question n° 3 sans donner de pouvoir.
M. Nicolas GORJUX a quitté la séance après le vote de la question n° 6 en donnant pouvoir à Mme Emma VERAN.

Le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 22/12/2021 est approuvé à l'unanimité.

La liste des décisions communautaires prises en application des articles L. 5211-10 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales est communiquée aux élus.

En application des articles L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Grégori BONETTO est désigné comme secrétaire de séance.

Afin de procéder à la constitution d'un bureau, Mme Charlotte CLUET et Mme Christine LEQUILLIEC sont désignées en qualité d'assesseurs.

Au cours de la séance, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur l'affaire suivante :

Monsieur David LISNARD, Président, donne la parole à Monsieur Christophe FIORENTINO, rapporteur.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 103-2 et suivants régissant la procédure de concertation publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins au 1^{er} janvier 2014, regroupant les Communes de Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer, modifié par arrêtés préfectoraux des 27 mai 2016, 23 décembre 2016, 28 décembre 2018, 24 décembre 2019 et 1^{er} juin 2021 portant notamment transfert de nouvelles compétences ;

VU les nouveaux statuts de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 3 du 11 décembre 2020 portant approbation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) Cannes Pays de Lérins et de la convention afférente ;

CONSIDERANT la gravité des conséquences des inondations d'octobre 2015 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) et notamment celles ayant impactées le cours d'eau de La Frayère à Cannes ;

CONSIDERANT de ce fait que le déploiement d'une politique coordonnée du risque inondation à l'échelle du territoire communautaire est un enjeu prioritaire pour la Communauté d'agglomération et ses Communes membres ;

CONSIDERANT l'ensemble des études conduites dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention permettant de définir et de prioriser les actions à mettre en œuvre dans un « PAPI complet » pour réduire durablement la vulnérabilité du territoire de la C.A.C.P.L. vis-à-vis du risque inondation ;

CONSIDERANT que le PAPI complet prévoit, pour lutter efficacement contre le risque inondation, plus de 50 millions d'euros d'études et de travaux ;

CONSIDERANT que l'une des actions phares dudit PAPI complet, l'action 7-7 : Aménagement de La Frayère aval entre la confluence et l'avenue Francis Tonner à Cannes, est estimée à 9 450 000,00 € HT d'études et de travaux ;

CONSIDERANT que ces travaux de recalibrage du cours d'eau visent quatre objectifs majeurs :

- Restaurer le fonctionnement hydraulique de La Frayère en augmentant la section du cours d'eau sur environ 1 kilomètre de long, afin de supprimer les débordements pour une crue centennale ;
- Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux en retravaillant l'espace de mobilité de La Frayère, en remodelant et en végétalisant les berges pour créer des risbermes ;

- Améliorer le cadre de vie du quartier, en réhabilitant les cheminements piétons à proximité du cours d'eau et en revalorisant la zone d'un point de vue paysager ;
- Renforcer la culture de la population au risque inondation en installant notamment des panneaux pédagogiques à proximité de l'aménagement ;

CONSIDERANT que les travaux prévus sur La Frayère aval nécessitent une décomposition en deux parties pour répondre à des exigences réglementaires et temporelles, notamment à l'articulation avec les travaux liés à l'opération de renouvellement urbain de La Nouvelle Frayère ;

CONSIDERANT que la décomposition opérationnelle est la suivante :

- Partie 1 : de l'avenue des Buissons Ardents au pont Amador Lopez ;
- Partie 2 : du pont Amador Lopez à l'avenue Francis Tonner ;

CONSIDERANT que les travaux de recalibrage et de renaturation de La Frayère sur la partie 1 se situent au sein du périmètre géographique dudit projet du Nouveau Programme national de Renouvellement Urbain (N.P.R.U.) de La Nouvelle Frayère ;

CONSIDERANT que ces premiers travaux doivent ainsi être réalisés préalablement à ceux prévus dans le cadre du N.P.R.U. de La Nouvelle Frayère ;

CONSIDERANT que lesdits travaux de recalibrage sur la partie 1 sont estimés à 2 000 000,00 € HT ;

CONSIDERANT qu'ils consistent en une modification de gabarit d'un cours d'eau dans une partie urbanisée d'une commune, dont le montant dépasse 1 900 000,00 € ;

CONSIDERANT qu'à ce titre et conformément à l'article R. 103-1 du Code de l'Urbanisme, les travaux de recalibrage et de renaturation de la Frayère sur la partie 1 sont soumis à concertation publique ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 103-3 du Code de l'Urbanisme, il est nécessaire de préciser les objectifs poursuivis et, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure, les modalités de ladite concertation publique ;

CONSIDERANT que les objectifs de cette concertation publique sont les suivants :

- Informer la population des futurs travaux prévus ;
- Recueillir, en amont, les avis de la population ;
- Faciliter l'adoption du projet par la population et donc en faciliter les travaux ;

CONSIDERANT qu'il est prévu une durée de concertation de cinq semaines ;

CONSIDERANT qu'une version numérisée du dossier technique, pour présenter le projet de recalibrage de La Frayère (Partie 1), ainsi qu'un registre dématérialisé, pour recueillir les remarques et les avis de la population, seront mis à disposition du public sur le site internet de la Communauté d'agglomération durant toute la durée de la concertation ;

CONSIDERANT que trois permanences seront prévues dans le Quartier de La Frayère, pendant la durée de la concertation, afin de mettre à disposition un dossier technique et un registre au format papier, facilitant ainsi l'accès à la concertation publique aux personnes ne disposant pas de moyens numériques ;

CONSIDERANT que des affiches seront implantées sur la voie publique dans ledit quartier et qu'un article de presse sera publié dans le magazine municipal « Cannes Soleil », afin d'informer la population des modalités liées à cette concertation publique ;

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 11 MARS 2022

QUESTION (SUITE) N° 20

AR Prefecture

CA Cannes Pays de Lérins

006-200039915-20220311-DELIB_20-DE

Reçu le 17/03/2022

Publié le 17/03/2022

CONSIDERANT qu'à l'issue de la concertation, un bilan sera dressé et figurera dans le dossier soumis à l'enquête publique ;

En conséquence, le Conseil Communautaire est appelé à :

- APPROUVER les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation publique à mener dans le cadre des travaux de recalibrage de La Frayère Partie 1, tels que présentés dans la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article L. 103-3 du Code de l'Urbanisme ;
- AUTORISER M. le Président, ou le Vice-président délégué à la GEMAPI, à entamer toutes les démarches nécessaires à la réalisation de ladite concertation publique, ainsi que toutes autres démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- AUTORISER M. le Président, ou le Vice-président délégué à la GEMAPI, à signer tous les actes ou documents à intervenir en exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire adopte à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits (suivent les signatures).

Pour extrait conforme,
Pour le Président et par délégation,



Le Cinquième Vice-président délégué
à la GEMAPI et à l'Assainissement
Christophe FIORENTINO



IX. Délibération approuvant le bilan de la concertation publique

DELIBERATION
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE



AR Prefecture

006-200039915-20220630-DELIBERATION33-DE
Reçu le 11/07/2022
Publié le 11/07/2022

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CANNES PAYS DE LERINS

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2022 - 9H00

DÉLIBÉRATION N° 33

OBJET :

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS - PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS
(PAPI) CANNES PAYS DE LERINS - ACTION 7-7 : AMENAGEMENT DE LA FRAYERE AVAL ENTRE LA
CONFLUENCE ET L'AVENUE FRANCIS TONNER A CANNES - BILAN DE LA CONCERTATION PUBLIQUE ET
DEPOT DES DOSSIERS REGLEMENTAIRES SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

L'an deux mille vingt-deux et le trente juin à neuf heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), dûment convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 5211-11, L. 2121-7, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est rassemblé au sein de la salle du Conseil Communautaire de Cannes située 31 boulevard de la Ferrage à l'hôtel de ville annexe de la Ville de Cannes, sous la Présidence de M. David LISNARD.

Etaient présents :

M. David LISNARD
M. Georges BOTELLA
M. Christophe FIORENTINO
Mme Odile GOUNY-DOZOL
M. Jean-Michel ARNAUD
Mme Françoise BRUNETEAUX
M. Gilles CIMA
Mme Joëlle ARINI
Mme Emma VERAN
Mme Charlotte CLUET
M. Grégori BONETTO
Mme Véronique PIEL
Mme Marie POURREYRON
M. Jacques GAUTHIER

Mme Béatrice GIBELIN
M. André FRIZZI
Mme Mireille BOISSY
Mme Ana-Paula MARTINS DE OLIVEIRA
M. Christian TARICCO
Mme Muriel DI BARI
M. Bernard ALEND
Mme Michèle ALMES
M. Didier CARRETERO
Mme Florence ROMIUM
M. Jacques NESA
M. Marc OCCELLI
Mme Stéphanie DONNET ANDRIVON

M. Franck GALBERT
M. Mike CASTRO-DEMARIA
Mme Chantal CHASSERIAUD
M. Gilles GAUCI
M. Eric CHAUMIER
M. Patrick PEIRETTI
M. Charles BAREGE
Mme Fleur FRISON ROCHE
Mme Denise LAURENT
Mme Maryse IMBERT
Mme Françoise DUHALDE-GUIGNARD

formant la majorité des membres en exercice.

Etaient excusés :

M. Sébastien LEROY qui avait donné pouvoir à M. Eric CHAUMIER.
M. Yves PIGRENET qui avait donné pouvoir à M. Bernard ALEND.
M. Richard GALY qui avait donné pouvoir à Mme Fleur FRISON-ROCHE.
M. Nicolas GORJUX qui avait donné pouvoir à Mme Ana-Paula MARTINS DE OLIVEIRA.
M. Frank CHIKLI qui avait donné pouvoir à Mme Emma VERAN.
Mme Noémie DEWAVRIN qui avait donné pouvoir à M. Grégori BONETTO.
M. Thomas DE PARIENTE qui avait donné pouvoir à M. André FRIZZI.
M. Jean-Pierre PANSIER qui avait donné pouvoir à M. Jacques GAUTHIER.
Mme Sophie INGALLINERA qui avait donné pouvoir à Mme Marie POURREYRON.
M. Jean-Marc CHIAPPINI qui avait donné pouvoir à Mme Mireille BOISSY.
Mme Apolline CRAPIZ qui avait donné pouvoir à Mme Charlotte CLUET.
M. Eric CATANESE qui avait donné pouvoir à M. Christian TARICCO.
Mme Magali CHELPI-DEN HAMER qui avait donné pouvoir à M. Gilles CIMA.
M. Haroutioun AINEJIAN qui avait donné pouvoir à Mme Joëlle ARINI.
Mme Michèle TABAROT qui avait donné pouvoir à Mme Muriel DI BARI.
Mme Monique GARRIOU qui avait donné pouvoir à Mme Michèle ALMES.
M. Bruno PEBEYRE qui avait donné pouvoir à M. Didier CARRETERO.
Mme Suzanne BLONDEAU-MENACHE qui avait donné pouvoir à Mme Florence ROMIUM.
Mme Christine LEQUILLIEC qui avait donné pouvoir à M. Patrick PEIRETTI.
Mme Muriel BERGUA qui avait donné pouvoir à M. Gilles GAUCI.
Mme Marie TARDIEU qui avait donné pouvoir à M. Charles BAREGE.
M. Christophe ULIVIERI qui avait donné pouvoir à Mme Denise LAURENT.

Hôtel de Ville, CS 50044, 06414 Cannes CEDEX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2022

QUESTION (SUITE) N° 33

AR Prefecture

006-2000392A520000630001 DÉLIBÉRATION 33-DE
CA Cannes Pays de Lérins
Reçu le 11/07/2022
Publié le 11/07/2022

M. Guy LOPINTO qui avait donné pouvoir à Mme Maryse IMBERT.

Était absente :

Mme Julie FLAMBARD.

Mme Odile GOUNY-DOZOL a quitté la séance après le vote de la question n° 1 en donnant pouvoir à Mme Véronique PIEL.

M. Gilles CIMA a quitté la séance après le vote de la question n° 24 en donnant pouvoir à Mme Béatrice GIBELIN.

L'approbation des procès-verbaux des séances du Conseil Communautaire des 11/03/2022 et 08/04/2022 est reportée à la prochaine séance.

La liste des délibérations communautaires du Bureau ainsi que celle des décisions communautaires prises en application des articles L. 5211-10 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales sont communiquées aux élus.

La liste des marchés publics et avenants suite à la délibération n° 7 du 17 juillet 2020 et en application des articles L. 5211-2 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales est communiquée aux élus.

En application des articles L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Grégori BONETTO est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur l'affaire suivante :

Monsieur David LISNARD, Président, donne la parole à Monsieur Christophe FIORENTINO, rapporteur.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 103-2 et suivants régissant la procédure de concertation publique ;

VU le Code de l'Environnement, plus particulièrement les articles L. 214-1 et suivants régissant le régime d'autorisation ou de déclaration en lien avec l'eau et les milieux aquatiques et les articles L. 411-2 et suivants concernant les dispositions prises pour la protection des espèces ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins au 1^{er} janvier 2014, regroupant les Communes de Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer, modifié par arrêtés préfectoraux des 27 mai 2016, 23 décembre 2016, 28 décembre 2018, 24 décembre 2019 et 1^{er} juin 2021 portant notamment transfert de nouvelles compétences ;

VU les nouveaux statuts de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 4 du 16 décembre 2015 portant transfert de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), de lutte contre les inondations et de submersion » au titre des compétences facultatives de la C.A.C.P.L. à compter du 1^{er} juin 2016 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 2 du 27 septembre 2019 relative aux modifications statutaires de la C.A.C.P.L. définissant comme obligatoire la compétence « GEMAPI » à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 3 du 11 décembre 2020 portant approbation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) Cannes Pays de Lérins et de la convention afférente ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° 20 du 11 mars 2022 fixant les objectifs et les modalités de la concertation publique relative à l'aménagement de la Frayère aval entre la confluence et l'avenue Francis Tonner à Cannes ;

CONSIDÉRANT la gravité des conséquences des inondations d'octobre 2015 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) et notamment celles ayant impacté le cours d'eau de la Frayère à Cannes ;

CONSIDERANT de ce fait que le déploiement d'une politique coordonnée du risque inondation à l'échelle du territoire communautaire est un enjeu prioritaire pour la Communauté d'agglomération et ses Communes membres ;

CONSIDERANT l'ensemble des études conduites dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention permettant de définir et de prioriser les actions à mettre en œuvre dans un « PAPI complet » pour réduire durablement la vulnérabilité du territoire de la C.A.C.P.L. vis-à-vis du risque inondation ;

CONSIDERANT que le PAPI complet prévoit, pour lutter efficacement contre le risque inondation, plus de 50 millions d'euros hors taxes d'études et de travaux sur la période 2021-2026 ;

CONSIDERANT que l'une des actions phares du PAPI complet, l'action 7-7 : Aménagement de la Frayère aval entre la confluence et l'avenue Francis Tonner à Cannes, est estimée à 9 450 000,00 € HT d'études et de travaux ;

CONSIDERANT que ces travaux de recalibrage du cours d'eau visent quatre objectifs majeurs :

- Restaurer le fonctionnement hydraulique de la Frayère en augmentant la section du cours d'eau sur environ 1 kilomètre de long, afin de supprimer les débordements pour une crue centennale ;
- Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux en retravaillant l'espace de mobilité de la Frayère, en remodelant et en végétalisant les berges pour créer des risbermes ;
- Améliorer le cadre de vie du quartier, en réhabilitant les cheminements piétons à proximité du cours d'eau et en revalorisant la zone d'un point de vue paysager ;
- Renforcer la culture de la population au risque inondation en installant notamment des panneaux pédagogiques à proximité de l'aménagement ;

CONSIDERANT que les travaux prévus sur la Frayère aval nécessitent une décomposition en deux parties pour répondre à des exigences réglementaires et temporelles, notamment l'articulation avec les travaux liés à l'opération de renouvellement urbain « Nouvelle Frayère » ;

CONSIDERANT que la décomposition opérationnelle est la suivante :

- Partie 1 : de l'avenue des Buissons Ardents au pont Amador Lopez ;
- Partie 2 : du pont Amador Lopez à l'avenue Francis Tonner ;

CONSIDERANT que les travaux de recalibrage et de renaturation de la Frayère sur la partie 1 se situent au sein du périmètre géographique dudit projet du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (N.P.N.R.U.) de la Nouvelle Frayère ;

CONSIDERANT que ces premiers travaux doivent être réalisés préalablement à ceux prévus dans le cadre du projet N.P.N.R.U. de la Nouvelle Frayère ;

CONSIDERANT que lesdits travaux de recalibrage sur la partie 1 sont estimés à 2 000 000 € HT ;

CONSIDERANT qu'ils consistent en une modification de gabarit d'un cours d'eau dans une partie urbanisée d'une commune, dont le montant des travaux dépasse 1 900 000 € ;

CONSIDERANT qu'à ce titre et conformément au 5° de l'article R. 103-1 du Code de l'Urbanisme, les travaux de recalibrage et de renaturation de la Frayère sur la partie 1 sont soumis à concertation publique ;

CONSIDERANT que, par délibération du Conseil Communautaire n° 20 du 11 mars 2022 susvisée, la C.A.C.P.L. a approuvé les objectifs poursuivis et, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure, les modalités de la concertation publique ;

CONSIDERANT que ladite concertation publique avait pour objectifs de :

- Informer la population des futurs travaux prévus ;
- Recueillir, en amont, les avis de la population,
- Faciliter l'adoption du projet par la population et donc en faciliter les travaux ;

CONSIDERANT que cette concertation publique s'est déroulée du 28 mars au 2 mai 2022 ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 103-6 du Code de l'Urbanisme, à l'issue de la concertation, l'organe délibérant en arrête le bilan ;

CONSIDERANT que, conformément aux modalités préalablement définies, une version numérisée du dossier technique, pour présenter le projet de recalibrage de la Frayère sur la partie 1, ainsi qu'un registre dématérialisé, pour recueillir les remarques et les avis de la population, ont été mis à disposition du public sur le site internet de la Communauté d'agglomération durant toute la durée de la concertation ;

CONSIDERANT que, pendant la durée de la concertation publique, trois permanences ont été réalisées dans le Quartier de la Frayère afin de mettre à disposition un dossier technique et un registre au format papier, visant à faciliter l'accès aux personnes ne disposant pas de moyens numériques ;

CONSIDERANT que des affiches ont été implantées sur la voie publique dans ledit quartier et qu'un article de presse a été publié dans le magazine municipal « Cannes Soleil », afin d'informer la population des modalités liées à cette concertation publique ;

CONSIDERANT les différents avis reçus de la population sur les registres dématérialisé et papier ;

CONSIDERANT qu'il ressort de ces avis une adhésion forte au projet et le souhait de la population d'une mise en œuvre rapide des travaux ;

CONSIDERANT qu'un avis demande des informations techniques supplémentaires liées à la modélisation et aux hypothèses prises en compte dans le cadre des études ;

CONSIDERANT que certains avis encouragent la concertation avec les associations et l'information continue de la population sur l'avancée du projet ;

CONSIDERANT que le projet nécessite le dépôt de l'autorisation environnementale pour instruction des services de l'Etat ;

CONSIDERANT que l'autorisation environnementale sera soumise à enquête publique ;

CONSIDERANT les dossiers joints à la présente délibération, à savoir notamment l'autorisation environnementale et ses annexes ;

CONSIDERANT que les éléments mis à la concertation publique et le bilan de celle-ci seront joints aux dossiers d'enquête publique ;

En conséquence, le Conseil Communautaire est appelé à :

- APPROUVER le bilan de la concertation publique menée dans le cadre des travaux de recalibrage et de renaturation de la Frayère - Partie 1, tel qu'annexé à la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article L. 103-6 du Code de l'Urbanisme ;

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2022

QUESTION (SUITE) N° 33

AR Prefecture

006-200039915-2022-06-001-CA Cannes Pays de l'Érins
Reçu le 11/07/2022
Publié le 11/07/2022

- APPROUVER les documents, dossiers réglementaires, études et demandes d'autorisation afférents au projet de recalibrage et de renaturation de la Frayère - Partie 1, tels qu'annexés à la présente délibération ;
- AUTORISER le dépôt des demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation dudit projet ainsi que toutes les pièces s'y rapportant auprès des services de l'Etat et la sollicitation de ces derniers pour toute démarche requise pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation ;
- AUTORISER M. le Président, ou le Vice-président délégué à la GEMAPI, à modifier le programme de travaux pour prendre en compte les remarques des services de l'Etat et/ou du commissaire-enquêteur à l'issue de l'enquête publique ;
- AUTORISER M. le Président, ou le Vice-président délégué à la GEMAPI, à entamer toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'aménagement de la Frayère aval, action 7-7 du PAPI complet, y compris les démarches foncières et d'accès, notamment d'acquisitions amiables, et à signer tous les actes ou documents à intervenir en exécution de la présente délibération ;
- DIRE que les dépenses afférentes seront inscrites au Budget principal, en section d'investissement, au chapitre 23 ;
- DIRE que les recettes afférentes seront inscrites au Budget principal, en section d'investissement, au chapitre 13.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire adopte à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits (suivent les signatures).

Pour extrait conforme,
Pour le Président et par délégation,



Le Cinquième Vice-président délégué
à la GEMAPI et à l'Assainissement
Christophe FIORENTINO